

# CONJONCTURE DE LA FILIÈRE **CONSTRUCTION**

ÎLE-DE-FRANCE



## CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE



## Bâtiment - Construction neuve

Île-de-France

France

## Construction neuve

## Bâtiment résidentiel

## Construction

## Logements mis en chantier

Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)

-22,5% ▼

42 200 lgts

-19,7% ▼

264 000 lgts

## Logements autorisés

Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)

-11,2% ▼

51 400 lgts

-9,4% ▼

337 100 lgts

## Commercialisation

## Réservations de logements par les particuliers (indiv. + coll.)

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)

+7,3% ▲

3 880 lgts

+5,8% ▲

15 297 lgts

## Encours de logements (indiv + coll.)

A la fin du 3<sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)

-15,2% ▼

28 378 lgts

-9,7% ▼

121 489 lgts

## Prix des logements collectifs

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)

-0,2% =

5 295 €/m<sup>2</sup>

-0,5% =

4 740 €/m<sup>2</sup>

## Bâtiment non résidentiel

## Construction

## Surface de locaux mis en chantier

Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m<sup>2</sup>, en date de prise en compte (DPC)

-6,6% ▼

2 557 mill. m<sup>2</sup>

-8,5% ▼

20 869 mill. m<sup>2</sup>

## Surface de locaux autorisés

Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m<sup>2</sup>, en date de prise en compte (DPC)

-9,9% ▼

3 948 mill. m<sup>2</sup>

-3,9% ▼

37 247 mill. m<sup>2</sup>

## Bâtiment - Entretien-rénovation

Île-de-France

France

## Entretien-rénovation

## Activité en entretien-rénovation

## Evolution de l'activité en entretien-rénovation, en volume

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)

-0,4% =

+0,8% ▲

## Evolution de l'activité en entretien-rénovation, en valeur

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)

+0,4% =

+1,7% ▲

## Perspectives d'activité en entretien-rénovation

## Carnets de commande entretien-rénovation

A la fin du 3<sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)

=

10,2 semaines

▼

13,6 semaines

## Solde d'opinion des professionnels sur l'évolution de leur montant de facturation en entretien-rénovation

Pour le 4<sup>e</sup> trimestre 2024 (évol historique même trimestre)

▼

-26

▼

-23

## Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro

## Travaux liés à l'éco-PTZ

De janvier à la fin du 2<sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an), en M€

+15,0% ▲

62,53 M€

+6,2% ▲

965,98 M€

## CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE



## Travaux Publics

Île-de-France

France

## Travaux Publics

## Activité récente

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2024 (évol historique même trimestre, solde d'opinion)

-9



-6

## Prévisions d'activité

Pour le 4<sup>e</sup> trimestre 2024 (évol historique même trimestre, solde d'opinion)

-2



-15

## Carnets de commandes

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an), moyenne des 4 derniers trimestres en nombre de mois

+2,8 mois ▲

11,4 mois

+1,0 mois ▲

7,4 mois



## Industrie des Matériaux de Construction

Île-de-France

France

## Industrie des Matériaux de Construction

## Production BPE

Production de BPE entre janv. et aout 2024 (évol 1 an), en m3

-20,3% ▼

3 251 674 m3

-12,1% ▼

22 381 138 m3

## Production Granulats

Production de Granulats entre janv. et aout 2024 (évol 1 an), en milliers de tonnes

-14,7% ▼

4 739 kt

-5,2% ▼

184 032 kt



## Appareil de Production

Île-de-France

France

## Appareil de production

## Emploi

## Emplois salariés dans la construction

A la fin du 2<sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)

-0,6% =

358 923 sal.

-1,6% ▼

1 621 611 sal.

## Intérimaires Construction

Moyenne 3 mois à fin Sept. 2024 (évol 1 an)

-13,7% ▼

22 088 ETP

-7,1% ▼

125 449 ETP

## Demandeurs d'emplois Bâtiment et Travaux Publics (cat. A)

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)

-5,9% ▼

34 899 DEFM

-3,4% ▼

195 002 DEFM

## Santé des entreprises

## Créations d'entreprises dans la construction

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)

-3,1% ▼

3 993 ent.

-2,8% ▼

19 059 ent.

## Défaillances d'entreprises de Construction

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)

+35,9% ▲

670 défaillances

+18,8% ▲

2 924 défaillances



# Bâtiment - Construction neuve

## Bâtiment résidentiel : chiffres de la construction

### UN NOMBRE DE LOGEMENTS COMMENCÉS TOUJOURS EN FORTE BAISSÉ SUR 12 MOIS

A fin septembre 2024, environ 42 200 logements ont été mis en chantier en Île-de-France sur un an, soit 22,5% de moins par rapport aux 12 mois précédents (octobre 2022 à septembre 2023). Si cette baisse concerne l'ensemble des logements, elle est toutefois plus marquée sur le segment des logements individuels purs.

Au cours de la même période, environ 51 400 logements ont été autorisés en région, soit 11,2% de moins que sur les 12 mois précédents. Là encore, l'individuel pur est le plus impacté.

### MISES EN CHANTIER

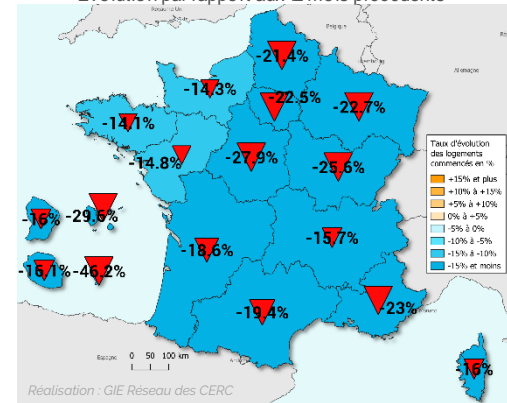
CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN SEPT. 2024

**42 200 logements**

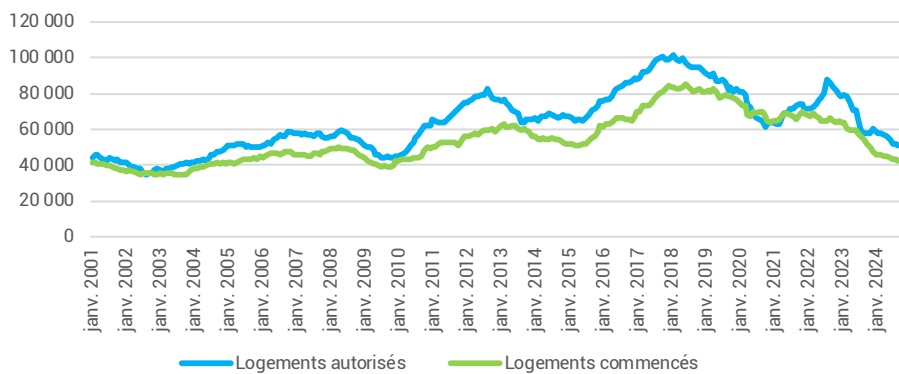
**-22,5%** ▼  
(ÉVOLUTION 1 AN)

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin septembre 2024 Evol 1 an		
<b>Total logements commencés</b>	42 200 lgts	-22,5%	▼
Dont individuels purs	3 300 lgts	-34,3%	▼
Dont individuels groupés	1 900 lgts	-6,5%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	37 000 lgts	-21,9%	▼
<b>Total logements autorisés</b>	51 400 lgts	-11,2%	▼
Dont individuels purs	3 700 lgts	-23,6%	▼
Dont individuels groupés	2 300 lgts	-9,6%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	45 500 lgts	-10,1%	▼

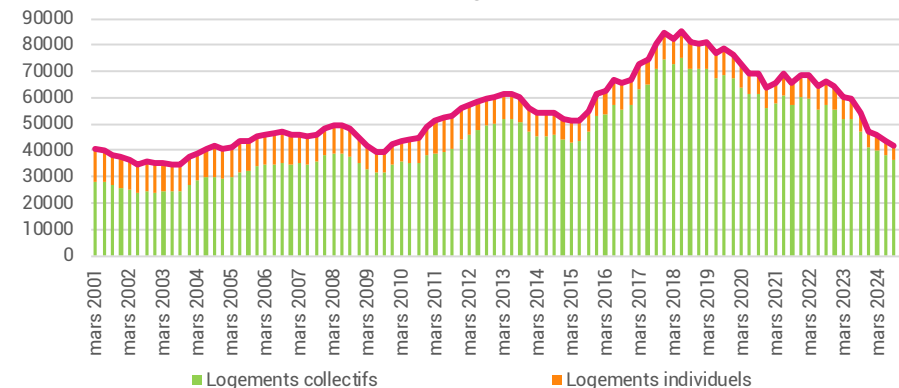
Logements commencés sur 12 mois à fin septembre 2024  
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Construction neuve de logements cumul 12 mois  
Unité : 1 logement



Mises en chantier de logements cumul 12 mois  
Unité : 1 logement



### AUTORISATIONS

CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN SEPT. 2024

**51 400 logements**

**-11,2%** ▼  
(ÉVOLUTION 1 AN)

**Avertissements** : dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Source :  
SDES, Sit@del2,  
estimations à fin septembre 2024

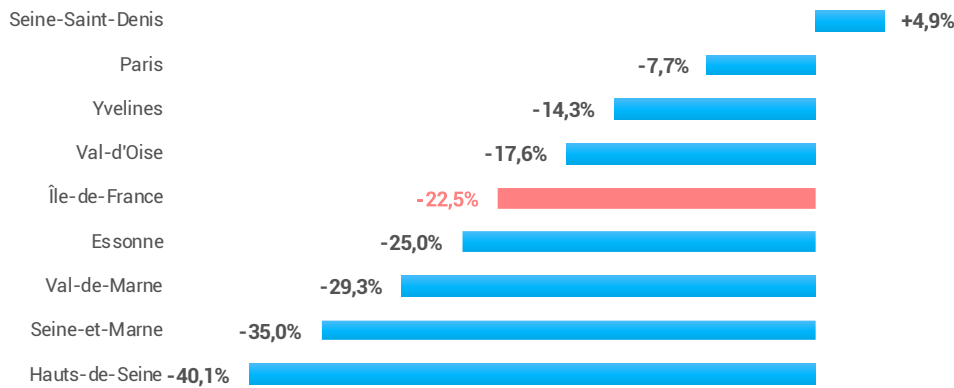


# Bâtiment - Construction neuve

## Bâtiment résidentiel : chiffres de la construction

### Les mises en chantier de logements dans les départements Évolution du cumul 12 mois à fin septembre 2024

Unité : % d'évolution à 1 an



### Une baisse de la construction neuve observée dans la majorité des départements

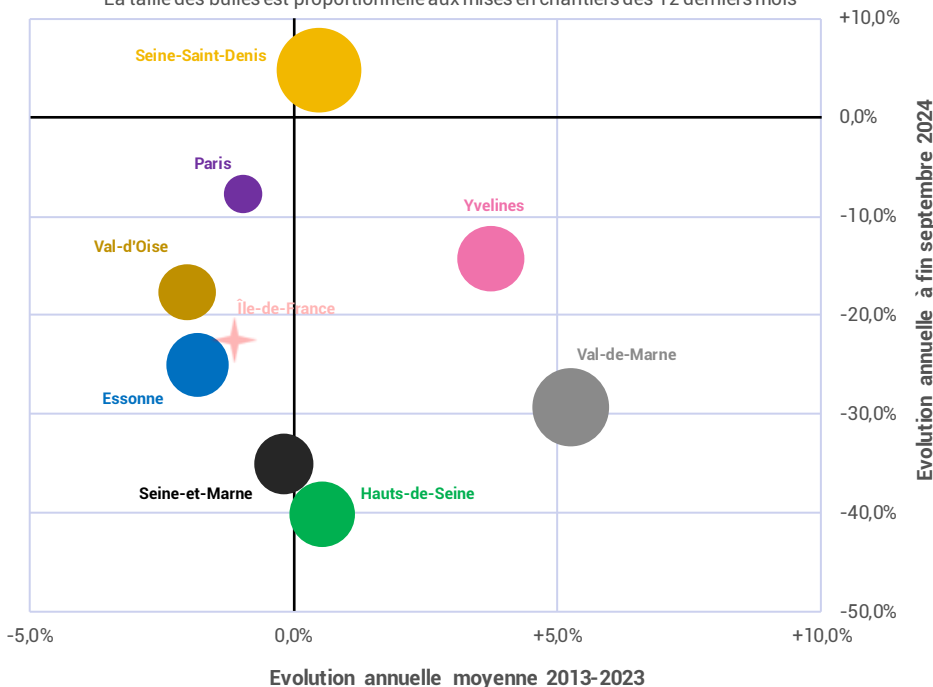
A fin septembre 2024, le nombre de logements commencés est en baisse sur 12 mois par rapport aux 12 mois précédents de 22,5% à l'échelle régionale. A l'exception de la Seine-Saint-Denis dont le volume de mises en chantier est en hausse au cours de cette période (+4,9%), l'ensemble des départements enregistrent une baisse, allant de -7,7% pour Paris à -40,1% pour les Hauts-de-Seine.

Les évolutions comparées des dynamiques sur courte et longue périodes des mises en chantier de logements montrent que malgré de fortes baisses sur les 12 derniers mois, les Yvelines et le Val-de-Marne enregistrent toujours une hausse significative sur la période 2013-2023.

### Les mises en chantier de logements Evolutions comparées courte période / longue période

Unité : % d'évolution à 1 an / % d'évolution annuelle moyenne 2013-2023

La taille des bulles est proportionnelle aux mises en chantiers des 12 derniers mois



### Note de lecture du graphique ci-contre :

Dans le Val-de-Marne, les mises en chantier de logements cumulées sur 12 mois à fin septembre 2024 ont diminué de 29,3% par rapport aux 12 mois précédents. Sur longue période (2013-2023), elles ont augmenté d'environ 5% en moyenne par an.

La taille des bulles est proportionnelle au nombre de logements commencés entre octobre 2023 et septembre 2024.

Source :  
SDES, Sit@del2,  
estimations à fin septembre 2024

# Bâtiment - Construction neuve

## Bâtiment résidentiel : commercialisation

### COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS COLLECTIFS : LES MISES EN VENTE À LEUR PLUS BAS NIVEAU

Au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024, les mises en vente de logements **collectifs** destinés à des particuliers ont fortement diminué par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2023 en Île-de-France (-40%), représentant 2 113 logements. Les réservations ont quant à elles augmenté au cours de cette même période (3 741 logements, soit +7,7%).

Cumulées sur 12 mois, les réservations ont diminué de 9,2% et les mises en vente de 44,7%.

L'encours d'appartements proposés à la vente à fin septembre 2024 est de 27 350 logements, soit moins qu'à la même période de l'année précédente (-15,5%).

Le prix moyen au mètre carré des appartements vendus au cours de ce trimestre en région est de 5 295 €/m<sup>2</sup>, soit un niveau équivalent à celui du 3<sup>ème</sup> trimestre 2023.

### RESERV. LGTS COLLECTIFS

CUMUL 4 TRIM. AU 3<sup>ème</sup> TRIM. 2024

**17 638 logements**

**-9,2%** ▼  
(ÉVOLUTION 1 AN)

La commercialisation de logements neufs <u>collectifs</u> aux particuliers	3 <sup>o</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
<b>Commercialisation au cours du trimestre</b>			
Mises en vente <sup>(1)</sup>	2 113 lgts	-40,0%	▼
Réservations <sup>(2)</sup>	3 741 lgts	+7,7%	▲
Stock disponible <sup>(3)</sup> (à la fin du trimestre)	27 350 lgts	-15,5%	▼
Délai d'écoulement de l'encours <sup>(4)</sup>	18,6 mois	-4,5 mois	▼
Prix des logements collectifs	5 295 €/m <sup>2</sup>	-0,2%	=
<b>Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres</b>			
Mises en vente	12 586 lgts	-44,7%	▼
Réservations	17 638 lgts	-9,2%	▼
Annulations des réservations à la vente <sup>(5)</sup>	4 009 lgts	-22,2%	▼

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

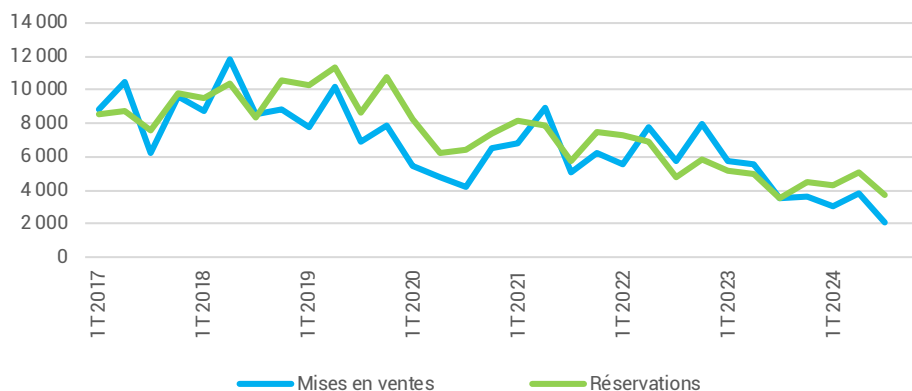
(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

(4) Délai d'écoulement de l'encours : délai moyen d'écoulement de l'encours de logements disponibles à la vente aux particuliers

(5) Annulations : annulations des réservations à la vente réalisées sur des trimestres antérieurs (désistements).

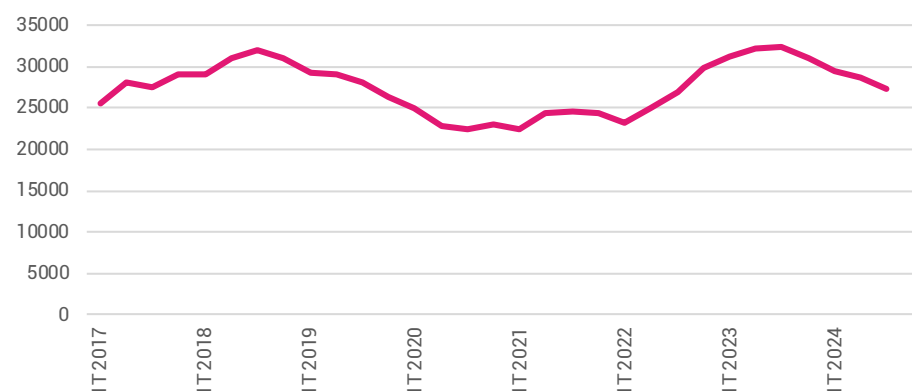
Commercialisation de logements neufs collectifs chaque trimestre - Unité : 1 logement



#### Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente. Par ailleurs, les données sur la commercialisation des logements neufs auprès des particuliers incluent désormais les logements neufs rénovés et réhabilités, c'est-à-dire issus de la construction sur existant. En 2022, ces logements représentent, au niveau France, 9% du marché du logement neuf auprès des particuliers

Encours de logements neufs collectifs chaque trimestre - Unité : 1 logement



Sources :  
SDES, ECLN (données brutes)

# Bâtiment - Construction neuve

## Bâtiment résidentiel : commercialisation

### COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS NEUFS INDIVIDUELS : DES RÉSERVATIONS TOUJOURS À UN NIVEAU TRÈS FAIBLE

Au 3ème trimestre 2024, les mises en vente de logements **individuels** destinés à des particuliers ont augmenté de 26% en Île-de-France par rapport au 3ème trimestre 2023. Dans le même temps, les réservations ont diminué de 4,1%.

Cumulées sur 12 mois à fin septembre 2024, les mises en vente ont progressé par rapport aux 12 mois précédents (+22,8%) alors que le niveau des réservations a reculé (-11,7%). Rappelons que ce marché reste anecdotique par rapport au collectif.

L'encours de logements individuels disponibles à la vente à fin septembre 2024, représentant 1 028 maisons, diminue de 8,7% par rapport à la même période de l'année précédente.

Le prix moyen des maisons individuelles neuves vendues au 3ème trimestre 2024 en région est de 410 647 €, soit un prix équivalent au 3ème trimestre 2023.

La commercialisation de logements neufs <u>individuels</u> aux particuliers	3° trimestre 2024 - Evol 1 an		
<b>Commercialisation au cours du trimestre</b>			
Mises en vente <sup>(1)</sup>	63 lgts	+26,0%	▲
Réservations <sup>(2)</sup>	139 lgts	-4,1%	▼
Stock disponible <sup>(3)</sup> (à la fin du trimestre)	1 028 lgts	-8,7%	▼
Délai d'écoulement de l'encours <sup>(4)</sup>	19,8 mois	-1,5 mois	▼
Prix des logements individuels	410 647 €/lot	+0,3%	=
<b>Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres</b>			
Mises en vente	598 lgts	+22,8%	▲
Réservations	678 lgts	-11,7%	▼
Annulations des réservations à la vente <sup>(5)</sup>	170 lgts	-41,0%	▼

### RESERV. LGTS INDIVIDUELS

CUMUL 4 TRIM. AU 3<sup>ème</sup> TRIM. 2024

**678 logements**

**-11,7%** ▼  
(ÉVOLUTION 1 AN)

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

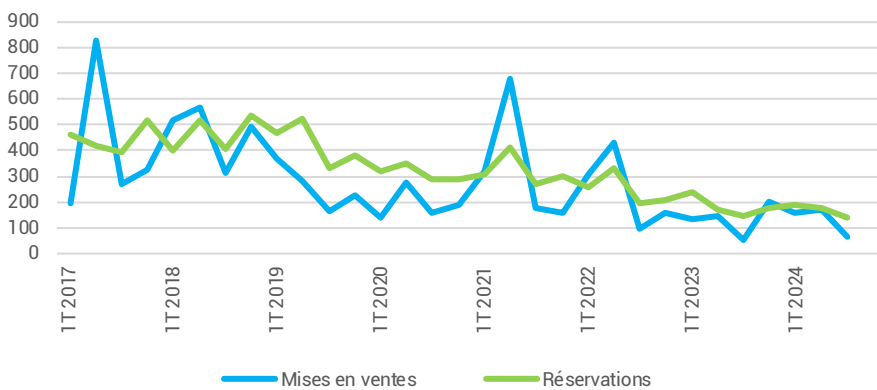
(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

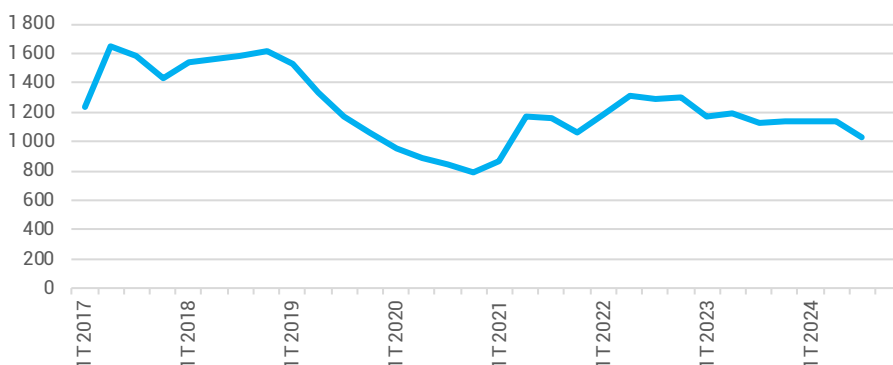
(4) Délai d'écoulement de l'encours : délai moyen d'écoulement de l'encours de logements disponibles à la vente aux particuliers

(5) Annulations : annulations des réservations à la vente réalisées sur des trimestres antérieurs (désistements).

Commercialisation de logements neufs individuels chaque trimestre  
Unité : 1 logement



Encours de logements neufs individuels chaque trimestre  
Unité : 1 logement



#### Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente. Par ailleurs, les données sur la commercialisation des logements neufs auprès des particuliers incluent désormais les logements neufs rénovés et réhabilités, c'est-à-dire issus de la construction sur existant. En 2022, ces logements représentent, au niveau France, 9% du marché du logement neuf auprès des particuliers

Sources :  
SDES, ECLN (données brutes)



# Bâtiment - Construction neuve

## Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

### UNE CONSTRUCTION NEUVE DE LOCAUX QUI RESTE EN RECUL SUR UN AN

En Île-de-France, entre octobre 2023 et septembre 2024, les mises en chantier de locaux non résidentiels s'élèvent à environ 2,6 millions de m<sup>2</sup>, soit une baisse de 6,6% par rapport aux 12 mois précédents (octobre 2022 à septembre 2023). Dans le même temps, les surfaces autorisées ont diminué de 9,9%, représentant environ 3,9 millions de m<sup>2</sup>.

### MISES EN CHANTIER

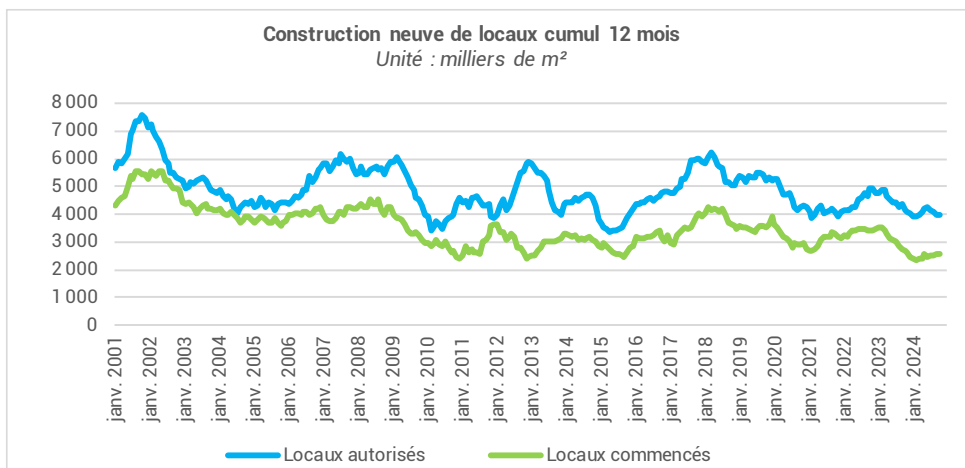
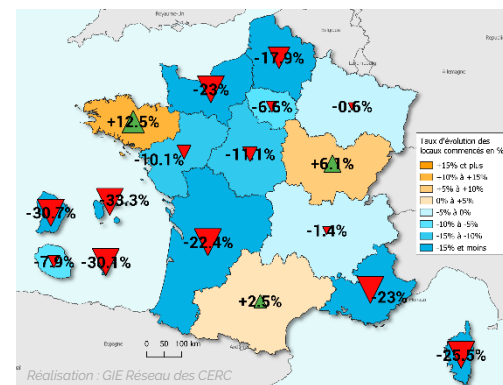
CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN SEPT. 2024

**2 557 milliers de m<sup>2</sup>**

**-6,6%** ▼  
(ÉVOLUTION 1 AN)

La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin septembre 2024 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	2 557 mill. m <sup>2</sup>	-6,6%	▼
Total locaux autorisés	3 948 mill. m <sup>2</sup>	-9,9%	▼

Locaux commencés sur 12 mois à fin septembre 2024  
Evolution par rapport aux 12 mois précédents



### AUTORISATIONS

CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN SEPT. 2024

**3 948 milliers de m<sup>2</sup>**

**-9,9%** ▼  
(ÉVOLUTION 1 AN)

**Avvertissement :** les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Sources :  
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)



## Bâtiment - Construction neuve

## Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

## DES ÉVOLUTIONS TRÈS CONTRASTÉES DES MISES EN CHANTIER SELON LE TYPE DE LOCAUX

Globalement, les surfaces de locaux non résidentiels mises en chantier en Île-de-France ont diminué de 6,6% sur 12 mois à fin septembre 2024 par rapport aux 12 mois précédents. Les évolutions sont très contrastées d'un segment de marché à l'autre : alors que celui des locaux commerciaux enregistre une baisse de 41,3% par exemple, celui des équipements publics progresse de 25,8%.

S'agissant des surfaces de locaux autorisées, elles ont globalement diminué de 9,9% en cumul sur 12 mois à fin septembre 2024 par rapport aux 12 mois précédents. Cette baisse concerne uniquement le secteur privé tandis que les surfaces autorisées ont augmenté de 17,7% dans le secteur public.

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
<b>Total locaux commencés</b>	<b>2 557 mill. m<sup>2</sup></b>	<b>-6,6%</b>	▼
<b>Bâtiments agricoles</b>	<b>42 mill. m<sup>2</sup></b>	<b>-57,5%</b>	▼
<b>Secteur privé non agricole</b>	<b>1 652 mill. m<sup>2</sup></b>	<b>-15,4%</b>	▼
Dont locaux industriels	330 mill. m <sup>2</sup>	+31,6%	▲
Dont commerces	210 mill. m <sup>2</sup>	-41,3%	▼
Dont bureaux	547 mill. m <sup>2</sup>	-19,6%	▼
Dont entrepôts	428 mill. m <sup>2</sup>	+4,8%	▲
Dont autres locaux	136 mill. m <sup>2</sup>	-46,6%	▼
<b>Secteur public</b>	<b>863 mill. m<sup>2</sup></b>	<b>+25,8%</b>	▲

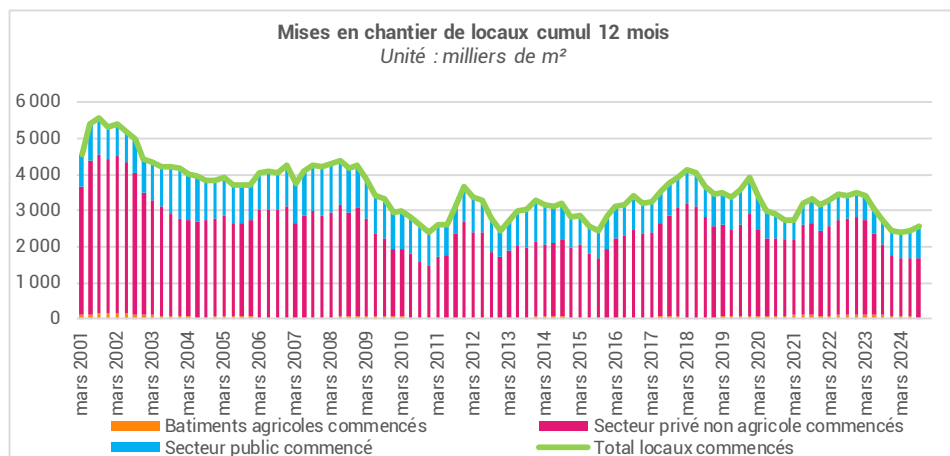
## MISES EN CHANTIER

CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN SEPT 2024

**2 557 milliers de m<sup>2</sup>**

**-6,6%** ▼  
(ÉVOLUTION 1 AN)

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.



Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
<b>Total locaux autorisés</b>	<b>3 948 mill. m<sup>2</sup></b>	<b>-9,9%</b>	▼
<b>Bâtiments agricoles</b>	<b>83 mill. m<sup>2</sup></b>	<b>-41,9%</b>	▼
<b>Secteur privé non agricole</b>	<b>2 680 mill. m<sup>2</sup></b>	<b>-17,0%</b>	▼
Dont locaux industriels	452 mill. m <sup>2</sup>	-23,3%	▼
Dont commerces	409 mill. m <sup>2</sup>	-6,6%	▼
Dont bureaux	703 mill. m <sup>2</sup>	-15,4%	▼
Dont entrepôts	693 mill. m <sup>2</sup>	-28,5%	▼
Dont autres locaux	423 mill. m <sup>2</sup>	+5,0%	▲
<b>Secteur public</b>	<b>1 185 mill. m<sup>2</sup></b>	<b>+17,7%</b>	▲

## AUTORISATIONS

CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN SEPT. 2024

**3 948 milliers de m<sup>2</sup>**

**-9,9%** ▼  
(ÉVOLUTION 1 AN)

Sources :  
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

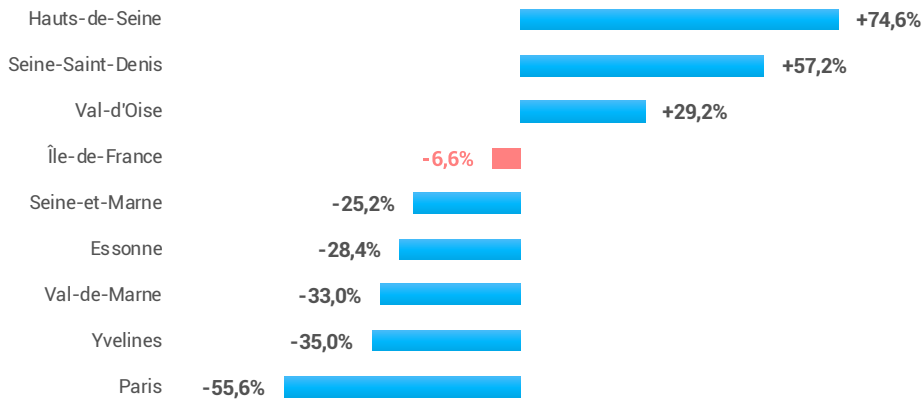


# Bâtiment - Construction neuve

## Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

### Les mises en chantier de locaux dans les départements Évolution du cumul 12 mois à fin septembre 2024

Unité : % d'évolution à 1 an



### Des évolutions également très contrastées selon le département

En cumul sur 12 mois à fin septembre 2024, les surfaces commencées ont diminué de 6,6% en moyenne sur l'ensemble de la région par rapport aux 12 mois précédents.

Trois départements enregistrent des évolutions inverses à cette tendance : les Hauts-de-Seine (+74,6%), la Seine-Saint-Denis (+57,2%) et le Val-d'Oise (+29,2%).

Les cinq autres départements affichent des baisses, allant de -25,2% en Seine-et-Marne à -55,6% sur Paris.

#### Note de lecture du graphique ci-contre :

En Seine-Saint-Denis, les surfaces de locaux mises en chantier cumulées sur 12 mois à fin septembre 2024 sont en hausse de 57,2% par rapport aux 12 mois précédents. Elles sont également en hausse sur longue période (2013-2023), de 10,6% par an en moyenne.

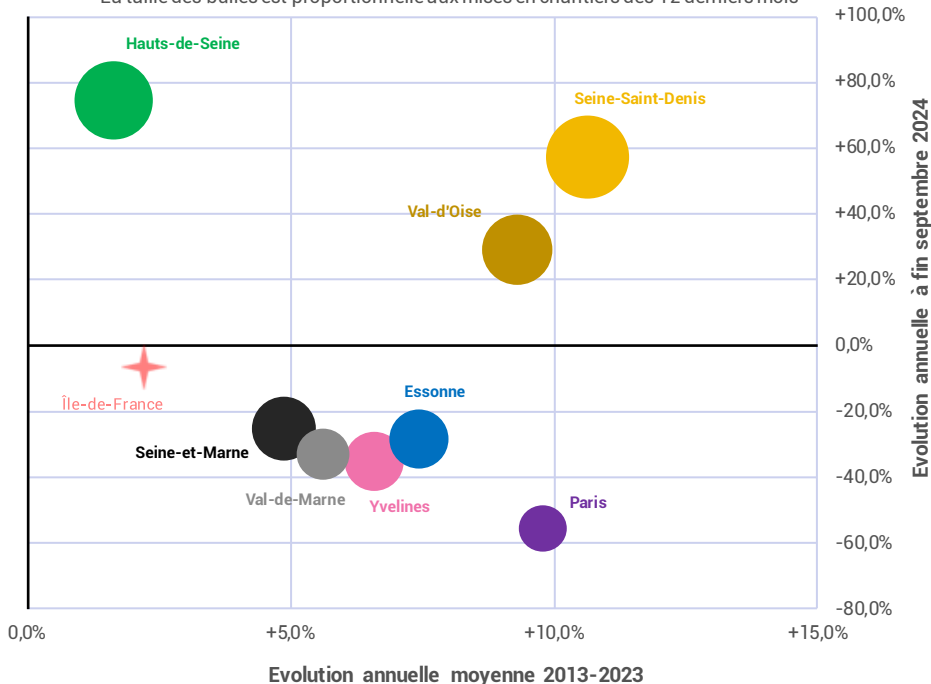
La taille des bulles est proportionnelle aux surfaces de locaux commencées entre octobre 2023 et septembre 2024.

### Les mises en chantier de locaux

#### Évolutions comparées courte période / longue période

Unité : % d'évolution à 1 an / % d'évolution annuelle moyenne 2013-2023

La taille des bulles est proportionnelle aux mises en chantiers des 12 derniers mois



**Avertissement :** les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)



### ENTRETIEN-RÉNOVATION

#### UNE ACTIVITÉ D'ENTRETIEN-RÉNOVATION DES BÂTIMENTS RELATIVEMENT STABLE AU 3ÈME TRIMESTRE 2024

58% des professionnels du Bâtiment franciliens jugent leur situation économique actuelle bonne (56%) ou très bonne (2%) en entretien-rénovation au 3ème trimestre 2024, soit le niveau le plus bas observé depuis la mise en place de cette enquête.

Le volume d'activité des entreprises de Bâtiment franciliennes pour des travaux d'entretien-rénovation est relativement stable au 3ème trimestre 2024 par rapport à la même période de l'année précédente (-0,4%), tandis que la moyenne nationale affiche une légère hausse (+0,8%). L'Île-de-France fait partie des quatre régions les moins dynamiques ce trimestre, avec Occitanie, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Hauts-de-France.

En valeur, l'évolution est de +0,4% en région (+1,7% en France).

Sur le segment des logements, le volume d'activité d'entretien-rénovation est en recul de 0,8% en région au 3ème trimestre par rapport à la même période de l'année précédente, contre une très légère hausse au niveau national (+0,5%). Sur le segment des locaux, l'Île-de-France demeure en retrait par rapport aux autres régions.

Evolution en volume de l'activité d'entretien-rénovation	3ème trimestre 2024 - Evol 1 an	
<b>De logements</b>		
Île-de-France	-0,8%	▼
France	+0,5%	=
<b>De bâtiments non résidentiels</b>		
Île-de-France	+0,2%	=
France	+1,8%	▲

### FOCUS : RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE

#### UN MARCHÉ PLUS SPÉCIFIQUE DE LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE STABLE ÉGALEMENT

Au 3ème trimestre 2024, le volume d'activité plus spécifique de rénovation énergétique s'inscrit dans la tendance globale relativement stable de l'activité d'entretien-rénovation en région : -0,2% par rapport au 3ème trimestre 2023 (contre +0,5% en France). Les régions de l'ouest du pays sont les plus dynamiques ; les Pays de la Loire et le Centre-Val de Loire affichent les évolutions les plus élevées (de l'ordre de +2%).

#### ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ D'ENTRETIEN-RÉNOVATION EN VOLUME AU 3ÈME TRIM. 2024

**-0,4%** =

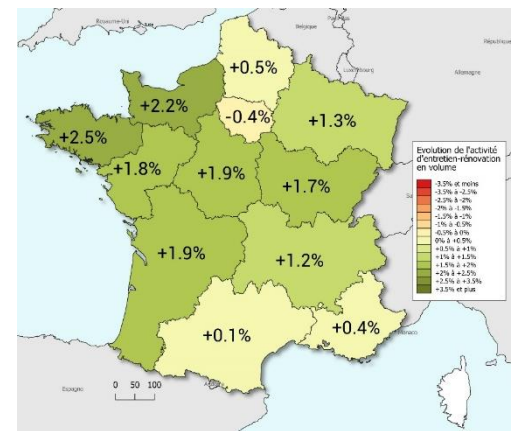
(ÉVOLUTION 1 AN)

#### EN VALEUR AU 3ÈME TRIM. 2024

**+0,4%** =

(ÉVOLUTION 1 AN)

Evolution du montant facturé en entretien-rénovation en volume (euros constants)



Source : Réseau des CERC - Unité : % d'évolution en volume du montant HT facturé

#### ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE EN VOLUME AU 3ÈME TRIM. 2024

**-0,2%** =

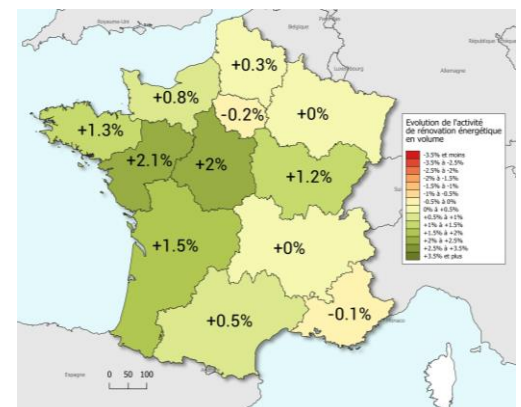
(ÉVOLUTION 1 AN)

#### EN VALEUR AU 3ÈME TRIM. 2024

**+0,7%** ▲

(ÉVOLUTION 1 AN)

Evolution du montant facturé en rénovation énergétique en volume (euros constants)



Source : Réseau des CERC - Unité : % d'évolution en volume du montant HT facturé



### CARNETS DE COMMANDES

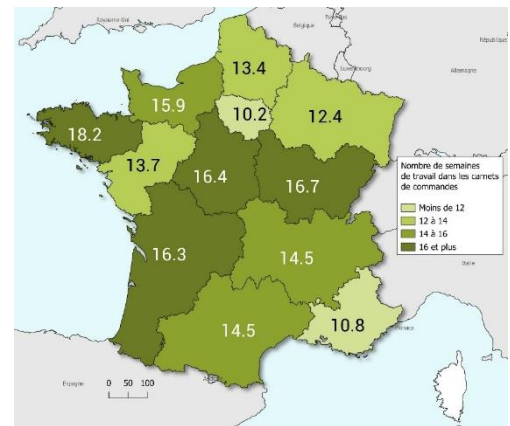
#### UN NIVEAU DE CARNETS DE COMMANDES QUI SE STABILISE À UN NIVEAU RELATIVEMENT FAIBLE

À la fin du 3<sup>ème</sup> trimestre 2024, Les carnets de commandes s'établissent à une moyenne de 10,2 semaines de travaux prévus en Île-de-France, soit au même niveau qu'au trimestre précédent, contre 13,6 semaines à l'échelle nationale. Il s'agit du plus faible niveau observé en France, derrière la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (10,8 semaines).

### SEMAINES DE TRAVAIL GARANTIES EN MOYENNE PAR LES CARNETS DE COMMANDES DES ENTREPRISES EN ENTRETIEN-RÉNOVATION À LA FIN DU 3<sup>ème</sup> TRIMESTRE 2024

**10,2** =  
(ÉVOLUTION 1 TRIM.)

Nombre de semaines de travail garanties par les carnets de commandes en entretien-rénovation à fin 3<sup>ème</sup> trimestre 2023



Source : Réseau des CERC - Unité : nombre de semaines de travail

### OPINIONS DES ENTREPRISES

#### DES PROFESSIONNELS FRANCILIENS QUI RESTENT PESSIMISTES QUANT AU NIVEAU D'ACTIVITÉ À VENIR

Seuls 16% des professionnels du Bâtiment franciliens s'attendent à une hausse de leur activité en entretien-rénovation au dernier trimestre de l'année. À l'opposé, ils sont 42% à prévoir une légère (21%) voire une forte (21%) baisse. Ainsi, le solde d'opinion quant au niveau d'activité à venir s'établit à -26, soit toujours en deçà de la moyenne observée sur longue période pour ce trimestre de l'année.

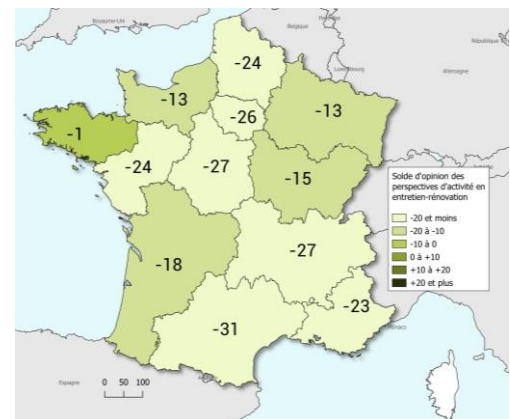
À l'échelle nationale, le solde d'opinion quant au niveau d'activité attendu au 4<sup>ème</sup> trimestre 2024 s'établit en moyenne à -23. Il se révèle négatif sur l'ensemble des régions, dans une moindre mesure en Bretagne où la part d'entreprises anticipant une hausse ressort pratiquement équivalente à la part prévoyant une baisse.

L'Occitanie affiche à nouveau le solde d'opinion le plus faible ce trimestre.

### SOLDE D'OPINION\* DES PROFESSIONNELS SUR L'ÉVOLUTION DE LEUR MONTANT DE FACTURATION D'ENTRETIEN RÉNOVATION POUR LE 4<sup>ème</sup> TRIMESTRE 2024

**-26** ▼  
(ÉVOLUTION MOY. TRIM. ANNÉES PRÉC.)

Solde d'opinion\* des entreprises sur l'évolution de leur montant de facturation d'entretien rénovation pour le 4<sup>ème</sup> trimestre 2024



Source : Réseau des CERC - Unité : solde d'opinion \*

\* Solde d'opinion : % d'entreprises prévoyant une légère ou forte hausse - % d'entreprises prévoyant une légère ou forte baisse de leur montant de facturation d'entretien rénovation



## Bâtiment - Entretien-rénovation

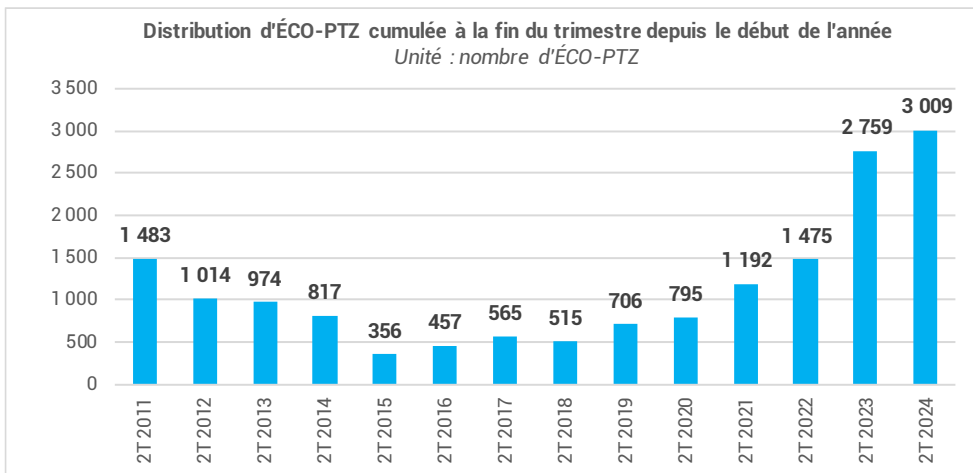
### Bâtiment résidentiel : Prêts à taux zéro

#### LE NOMBRE D'ÉCO-PTZ DISTRIBUÉS POURSUIT SA HAUSSE

Entre janvier et juin 2024, environ 3 000 éco-PTZ ont été distribués en Île-de-France, soit 9,1% de plus qu'un an auparavant. En termes de travaux réalisés, ces éco-PTZ ont représenté un volume d'environ 62,5 M€, soit 15% de plus sur un an.

Le dispositif atteint le plus haut niveau observé à cette période depuis sa mise en place en 2009.

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 2 <sup>e</sup> trimestre 2024 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	62,53 M€	+15,0%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	3 009 ÉCO-PTZ	+9,1%	▲



#### UN NOMBRE DE PTZ+ DÉLIVRÉS EN NET RECUL

1 255 PTZ+ ont été accordés pour l'achat d'un logement neuf francilien au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2024, soit 44,9% de moins qu'au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023.

Sur un volume bien moindre, la tendance est à la baisse également dans l'ancien : -14,6% au cours de cette même période, soit 82 prêts accordés.

Prêts à 0% PTZ+	2 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
<b>Dans le neuf</b>			
Nombre de prêts délivrés	1 255	-44,9%	▼
<b>Dans l'ancien</b>			
Nombre de prêts délivrés	82	-14,6%	▼

#### VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS ÉCO-PTZ

DE JANVIER A FIN 2<sup>ème</sup> TRIM. 2024

**62,53 M€**

**+15,0%** ▲  
(ÉVOLUTION 1 AN)

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 30 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

#### PRÊTS À 0% PTZ+ DISTRIBUÉS DANS LE NEUF

EN 1 AN AU 2<sup>ème</sup> TRIMESTRE 2024

**1 255 prêts**

**-44,9%** ▼  
(ÉVOLUTION 1 AN)

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Sources :  
SGFGAS (données brutes)



### ACTIVITÉ RÉCENTE ET PRÉVISIONS D'ACTIVITÉ

#### DES ENTREPRENEURS DE TRAVAUX PUBLICS FRANCILIENS MITIGÉS QUANT À LEUR ACTIVITÉ À VENIR

Le solde d'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics franciliens sur leur activité du 3ème trimestre 2024 est moins bon qu'en moyenne longue période sur ce trimestre de l'année (-9). Il y a donc toujours davantage d'entreprises considérant que leur activité était en baisse au cours de ce trimestre que d'entreprises estimant que leur activité était en hausse.

Avec une part d'entreprises anticipant une hausse quasiment équivalente à la part prévoyant une baisse, le solde d'opinion quant aux perspectives d'activité au 4ème trimestre 2024 est de -2, soit moins qu'en moyenne sur cette période de l'année.

### ACTIVITÉ RÉCENTE ET PRÉVISIONS D'ACTIVITÉ

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics (solde d'opinion)	Evol historique même trimestre	
Prévisions d'activité pour le 4° trimestre 2024	-2	▼
Activité récente du 3° trimestre 2024	-9	▼

### ACTIVITÉ RÉCENTE

#### OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES

AU 3<sup>ème</sup> TRIMESTRE 2024

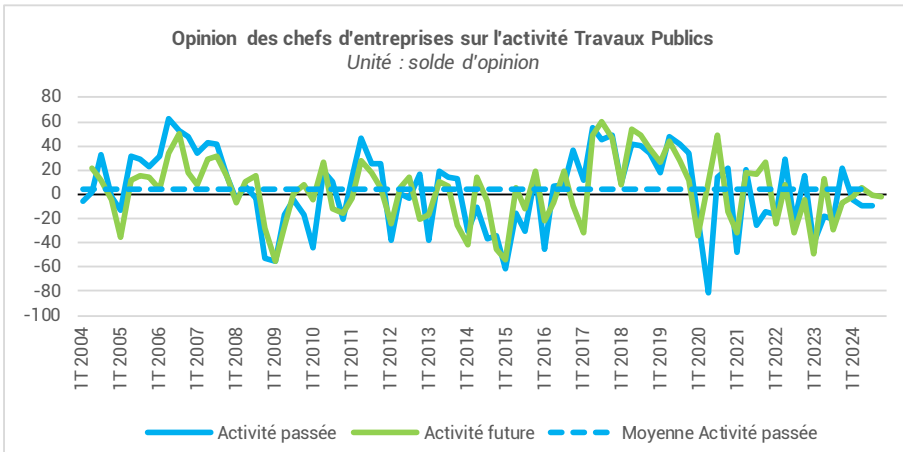
**-9** ▼  
(ÉVOLUTION MOYENNE PÉRIODE)

### PRÉVISION D'ACTIVITÉ

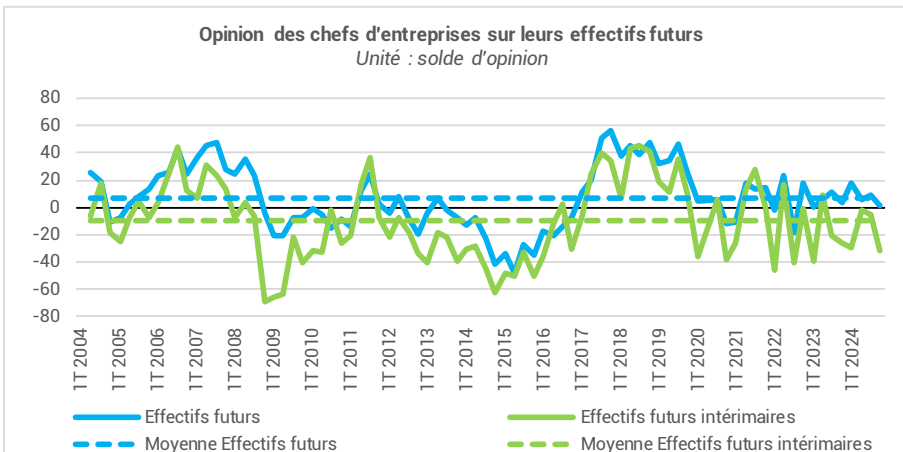
#### OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES

POUR LE 4<sup>ème</sup> TRIM. 2024

**-2** ▼  
(ÉVOLUTION MOYENNE PÉRIODE)



**Note** : Solde d'opinion : écart entre% des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».



**Source** : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)



# Travaux publics

## Opinion des chefs d'entreprises

### HAUSSE DES CARNETS DE COMMANDES MAIS AUSSI DES DÉLAIS DE PAIEMENT

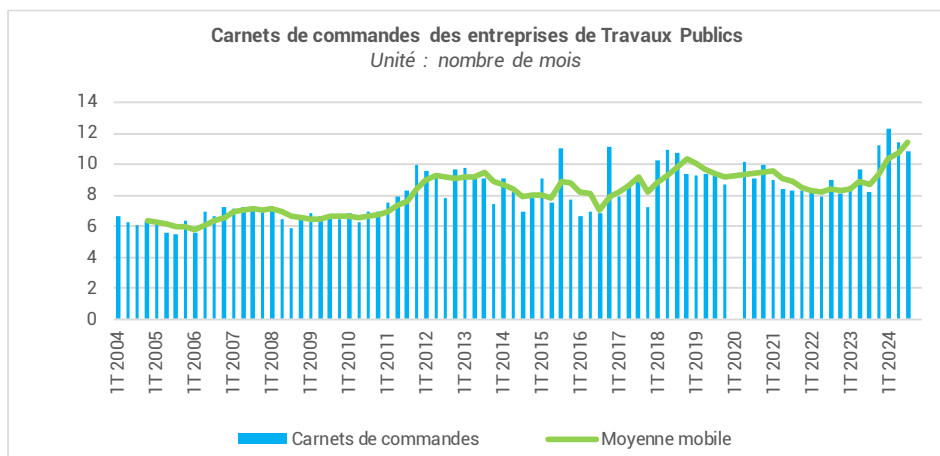
S'agissant des carnets de commandes, à fin septembre 2024, ils s'établissent à 11,4 mois en moyenne calculée sur un an, en hausse de près de 3 mois par rapport à la moyenne des 12 mois précédents.

S'agissant des délais de paiement, avec un solde d'opinion à 37, les entreprises considérant qu'ils ont augmenté sont toujours plus nombreuses que les entreprises estimant qu'ils ont diminué.

Concernant les prix pratiqués, les soldes d'opinion sont meilleurs par rapport à leur niveau moyen sur cette période de l'année, mais ils restent cependant négatifs, les entrepreneurs restant plus nombreux à ressentir et à anticiper une baisse des prix.

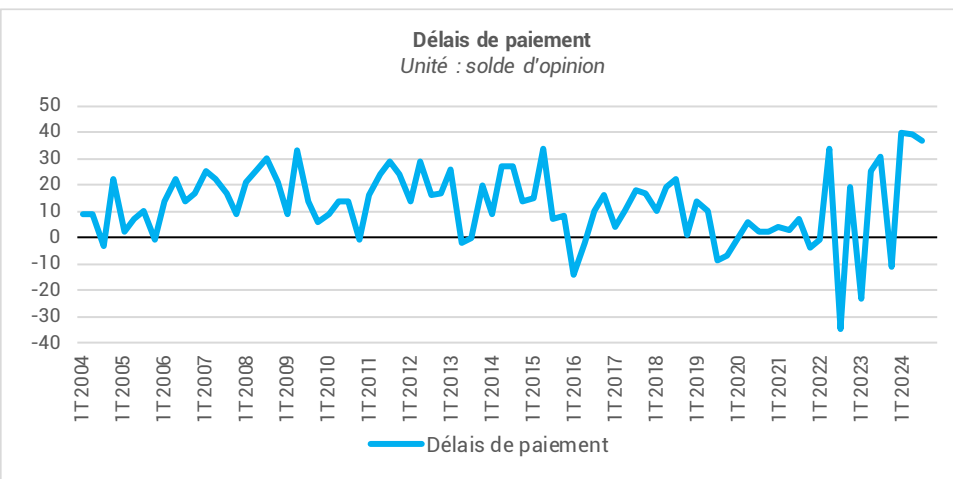
#### CARNETS DE COMMANDES

Opinion des chefs d'entrep. sur l'activité Travaux Publics	3 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
Moyenne des carnets de commandes des quatre derniers trimestres	11,4 mois	+2,8 mois	▲



#### DÉLAIS DE PAIEMENT

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics (solde d'opinion)	3 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol. hist.même trim.	
Délais de paiement	+37	▲



#### PRIX PRATIQUÉS

Opinion des chefs d'entreprise sur leurs prix (solde d'opinion)	Evol historique même trimestre	
Prix pratiqués pour le 4 <sup>e</sup> trimestre 2024	-21	▲
Prix pratiqués au 3 <sup>e</sup> trimestre 2024	-23	▲

**CARNET DE COMMANDES**  
OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES  
AU 3<sup>ème</sup> TRIMESTRE 2024

**+2,8 mois ▲**

**DÉLAIS DE PAIEMENT**  
OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES  
AU 3<sup>ème</sup> TRIMESTRE 2024

**+37 ▲**

**PRIX PRATIQUÉS**  
OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES  
AU 3<sup>ème</sup> TRIMESTRE 2024

**-23 ▲**

(ÉVOLUTION HIST. MÊME TRIMESTRE)

**Note :** Solde d'opinion : écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ». Évolution par rapport à la moyenne de longue période

Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)



# Travaux publics

## Opinion des chefs d'entreprises

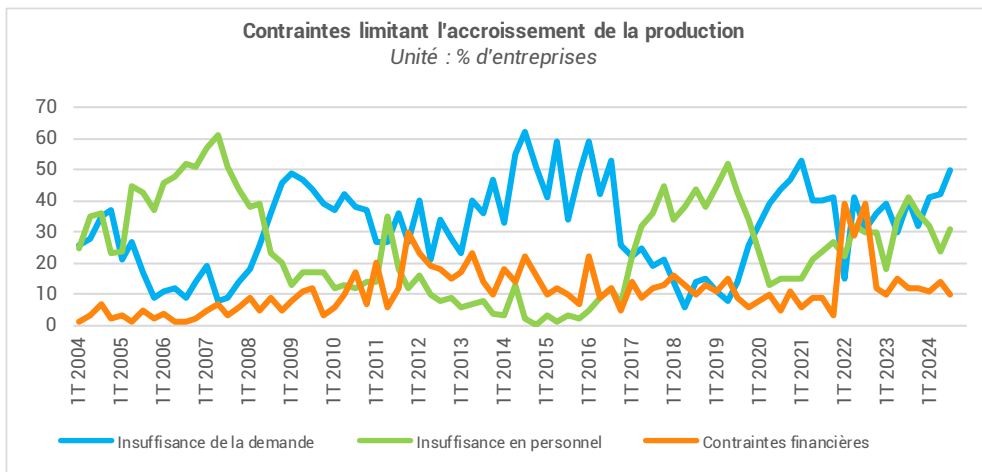
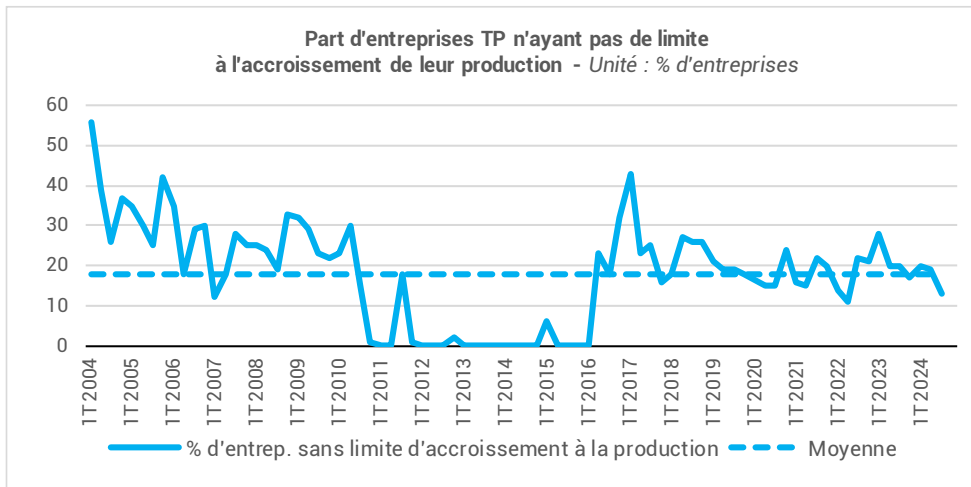
### L'INSUFFISANCE DE LA DEMANDE, UN FREIN À L'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION POUR UNE ENTREPRISE SUR DEUX

Au 3ème trimestre 2024, 13% des entreprises de Travaux Publics franciliennes déclarent ne pas voir de limites à l'accroissement de leur production, soit une proportion inférieure à celle observée à la même période l'année précédente.

Du côté des entreprises rencontrant des freins à l'accroissement de leur activité, les contraintes sont liées à l'insuffisance de la demande pour la moitié d'entre elles (soit 10 points de plus qu'au 3ème trimestre 2023). L'insuffisance de personnel apparaît comme un frein moins important qu'un an auparavant (pour 31% des entreprises, soit -10 points) alors que les conditions climatiques ont davantage perturbé l'activité (19%, soit +18 points).

### CONTRAINTES DE PRODUCTION

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics	3 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production (% d'entrep.)	13%	-7 pts	▼
<b>Contraintes empêchant les entreprises d'augmenter leur production (% d'entrep.)</b>			
Insuffisance de la demande	50%	+10 pts	▲
Insuffisance en personnel	31%	-10 pts	▼
Contraintes financières	10%	-2 pts	▼
Conditions climatiques	19%	+18 pts	▲
Insuffisance de matériel	0%	-3 pts	▼
Autres facteurs	2%	-2 pts	▼



Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)



#### UNE BAISSÉ IMPORTANTE DE PRODUCTION DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

La production de BPE au cours du mois d'août 2024, représentant 277 445 m<sup>3</sup>, a diminué de 26,5% par rapport à août 2023. En cumul depuis janvier, la baisse est de 20,3% par rapport à la même période de l'année précédente.

S'agissant des granulats, la production est en recul de 26,3% en août 2024 par rapport à août 2023, représentant 489 kilotonnes. En cumul depuis janvier, cette baisse est de 14,7% par rapport à la même période de l'année précédente.

#### PRODUCTION DE BPE

ENTRE JANV. ET AOÛT 2024

**3 251 674 m<sup>3</sup>**

**-20,3%** ▼  
(ÉVOLUTION 1 AN)

Les statistiques de production de BPE ont fait l'objet d'une révision suite à l'intégration de données de production de plusieurs acteurs de la filière de la Région Île-de-France.

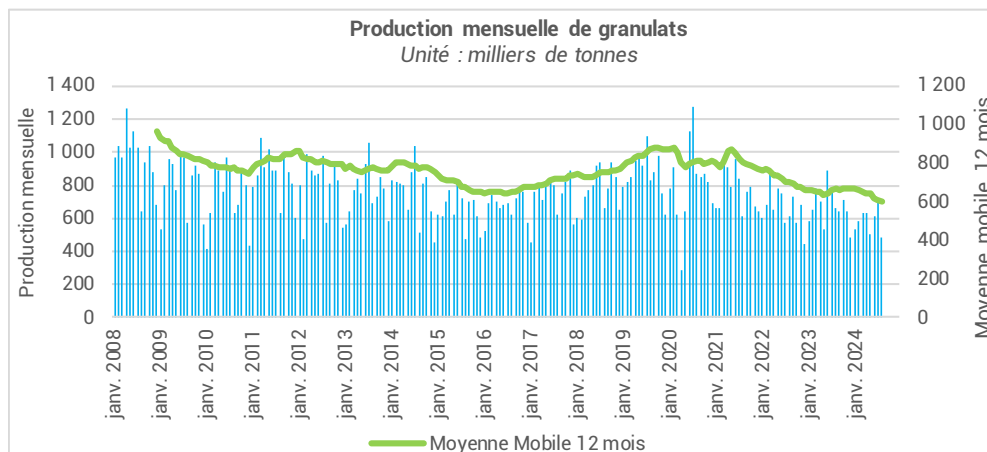
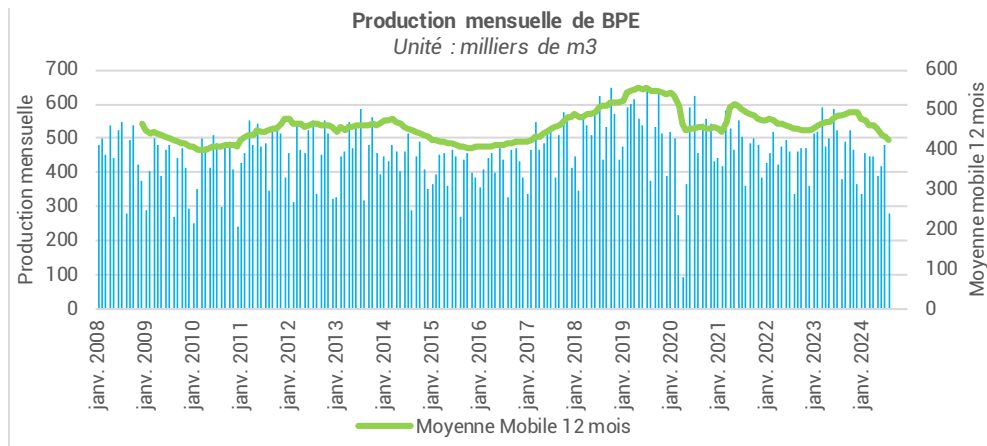
#### PRODUCTION DE GRANULATS

ENTRE JANV. ET AOÛT 2024

**4 739 kt**

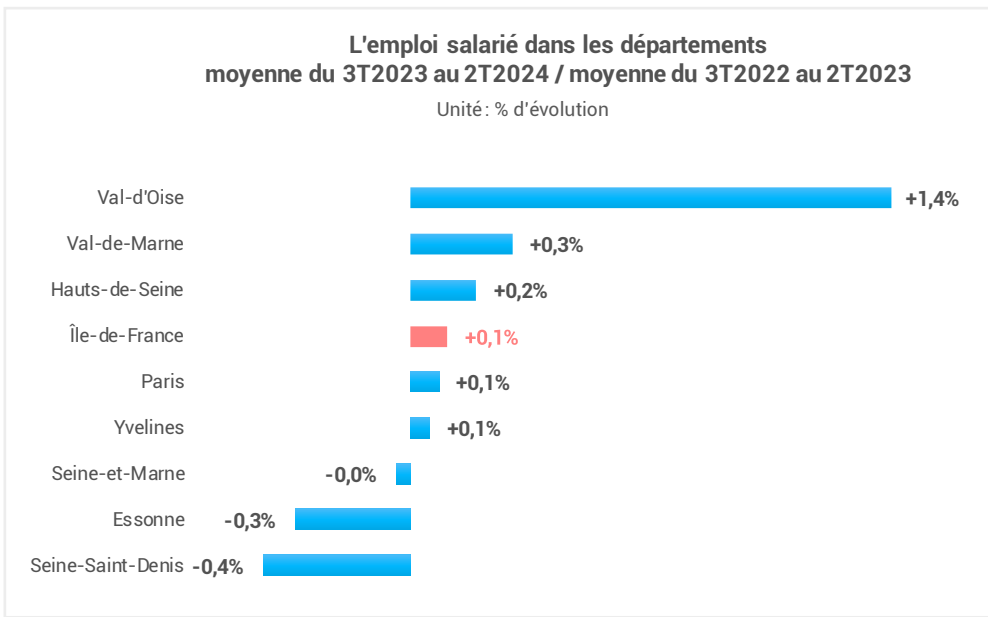
**-14,7%** ▼  
(ÉVOLUTION 1 AN)

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en août 2024	277 445 m <sup>3</sup>	-26,5%	▼
Prod. de Granulats en août 2024	489 kt	-26,3%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et aout 2024	3 251 674 m <sup>3</sup>	-20,3%	▼
Production de Granulats entre janv. et aout 2024	4 739 kt	-14,7%	▼



Sources : UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)





### L'emploi salarié relativement stable dans la majorité des départements

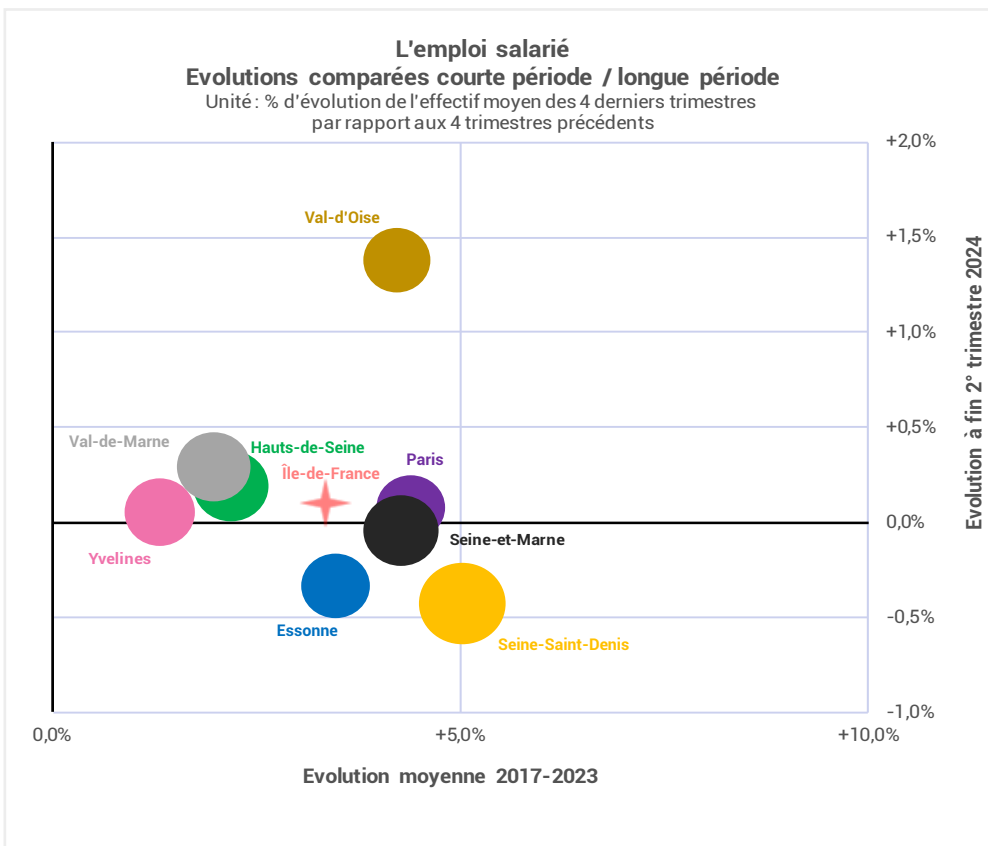
Au 2ème trimestre 2024, l'emploi salarié dans le secteur Construction est resté relativement stable sur l'ensemble de la région Île-de-France : -0,6% en moyenne par rapport au 2ème trimestre 2023.

En cumul sur 12 mois à fin juin 2024, cette évolution est de +0,1% par rapport aux 12 mois précédents, un chiffre qui varie de -0,4% en Seine-Saint-Denis à +1,4% pour le Val-d'Oise.

Seul département affichant une hausse inférieure à 2% sur longue période, les Yvelines apparaissent légèrement en retrait par rapport aux autres territoires.

**Note de lecture du graphique ci-contre :** Dans le Val-d'Oise, l'emploi salarié est en hausse en cumul sur 12 mois à fin juin 2024 (+1,4%) ainsi qu'en moyenne sur longue période (+4,2% par an sur 2017-2023).

La taille des bulles est proportionnelle aux effectifs salariés (moyenne 12 mois à fin juin 2024).



Sources :  
ACOSS – URSSAF (données cvs)  
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

### UNE DEMANDE D'EMPLOI TOUJOURS EN BAISSÉ AU 2ÈME TRIMESTRE 2024

Au 2ème trimestre 2024, la demande d'emploi dans le secteur Construction en Île-de-France est inférieure de 5,9% par rapport à son niveau du 2ème trimestre 2023, représentant 34 900 demandeurs d'emploi enregistrés (DEFM de catégorie A). Tous secteurs confondus, ce chiffre est resté relativement stable au cours de cette même période (+0,2%).

Les demandeurs d'emploi dans le secteur Construction représentent 6% des demandeurs d'emploi totaux, un indicateur qui ne varie pas.

### DEMANDES D'EMPLOI AU 2ème TRIMESTRE 2024

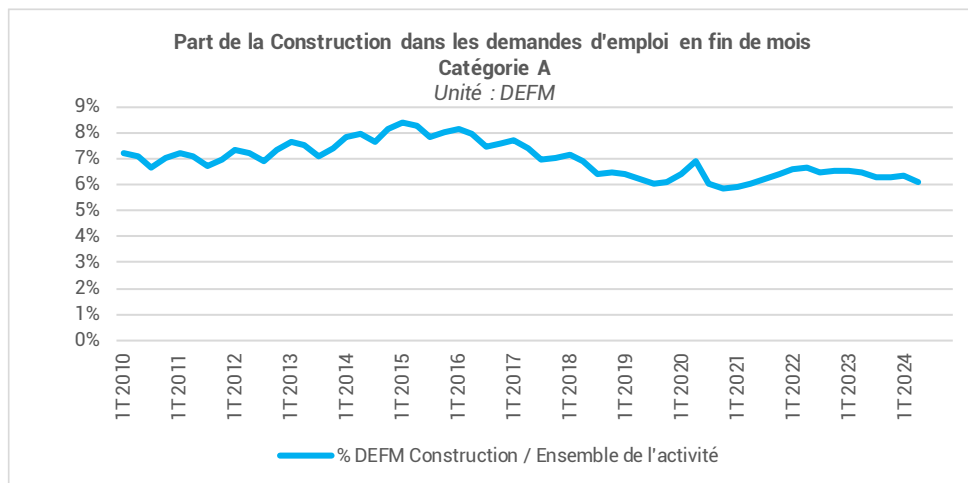
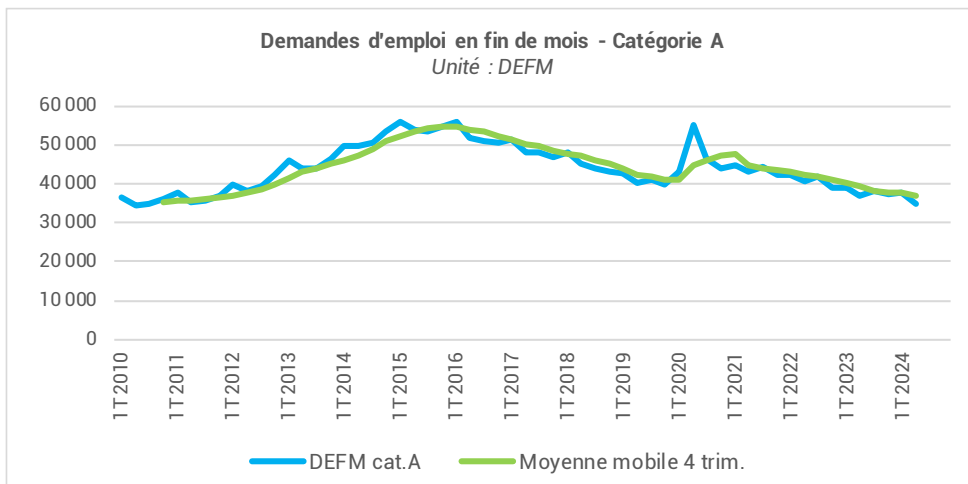
**34 899 DEFM**

**-5,9%** ▼  
(ÉVOLUTION 1 AN)

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	2° trimestre 2024 - Evol 1 an		
DEFM Construction	34 899 DEFM	-5,9%	▼
DEFM tous secteurs économiques	574 706 DEFM	+0,2%	=
% Construction / Ensemble de l'activité	6%	0,0 pt	=

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure.



**Sources :**  
Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

# 4

## Appareil de production Créations et défaillances d'entreprises

### DES CRÉATIONS D'ENTREPRISES EN RECUL AU 3ÈME TRIMESTRE 2024

Près de 4 000 entreprises ont été créées dans le secteur Construction en Île-de-France au cours du 3ème trimestre 2024, soit 3,1% de moins par rapport au 3ème trimestre 2023. Si l'on ne tient pas compte des créations sous le statut de micro-entrepreneur, la baisse atteint 7,5%.

En cumul sur 12 mois à fin septembre 2024, les créations d'entreprises enregistrent une hausse de 9,6% par rapport aux 12 mois précédents (+8,6% hors micro-entrepreneurs).

### CRÉATION D'ENTREPRISES

AU 3ÈME TRIMESTRE 2024

**3 993 créations**

**-3,1%** ▼

(ÉVOLUTION 1 AN)

### HORS MICRO-ENTREPRISES

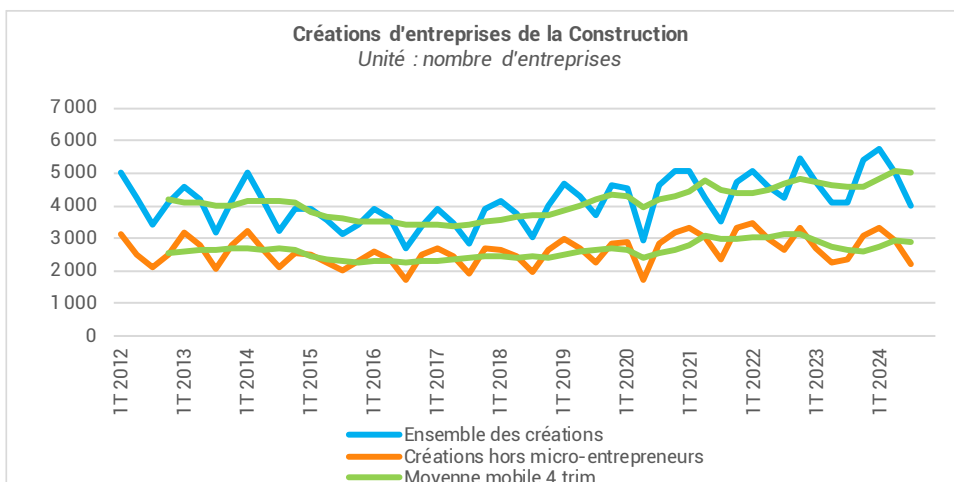
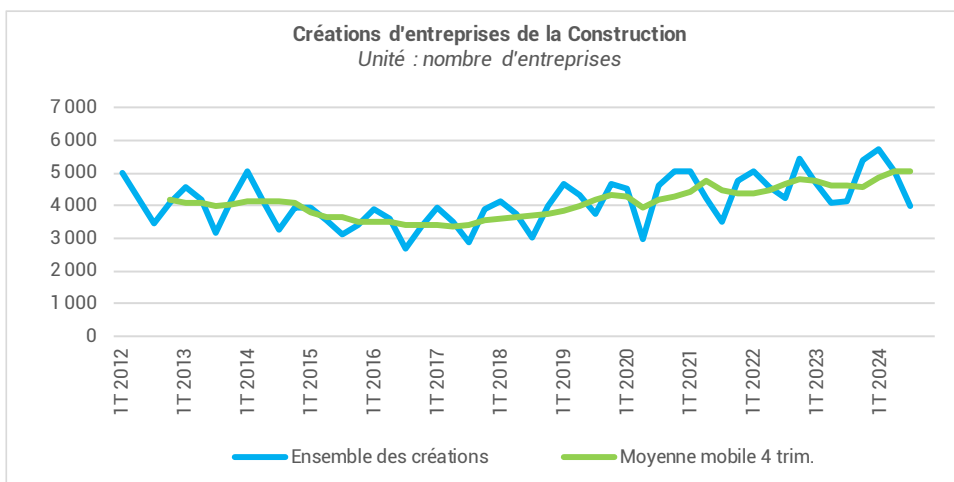
AU 3ÈME TRIMESTRE 2024

**2 190 créations**

**-7,5%** ▼

(ÉVOLUTION 1 AN)

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	3° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	3 993 créations	-3,1%	▼
Dont créations hors micro-entrepreneurs	2 190 créations	-7,5%	▼
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	20 169 créations	+9,6%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	11 539 créations	+8,6%	▲



Sources :  
INSEE (données brutes)

#### 670 ENTREPRISES DE CONSTRUCTION DÉFAILLANTES AU COURS DU 3ÈME TRIMESTRE 2024

Bien qu'en forte baisse par rapport au trimestre précédent, les défaillances d'entreprises dans le secteur Construction en Île-de-France au 3ème trimestre 2024 restent supérieures au niveau enregistré un an auparavant. Les 670 entreprises défaillantes au cours de ce trimestre représentent environ 2 500 salariés, soit un effectif supérieur de 43,2% par rapport au 3ème trimestre 2023.

En cumul sur 12 mois, le nombre de défaillances a enregistré une hausse de 49,1% par rapport aux 12 mois précédents. Le nombre de salariés impactés a, quant à lui, augmenté de 39%.

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	3° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	670 défaillances	+35,9%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	3 540 défaillances	+49,1%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	2 498 salariés	+43,2%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	12 435 salariés	+39,0%	▲

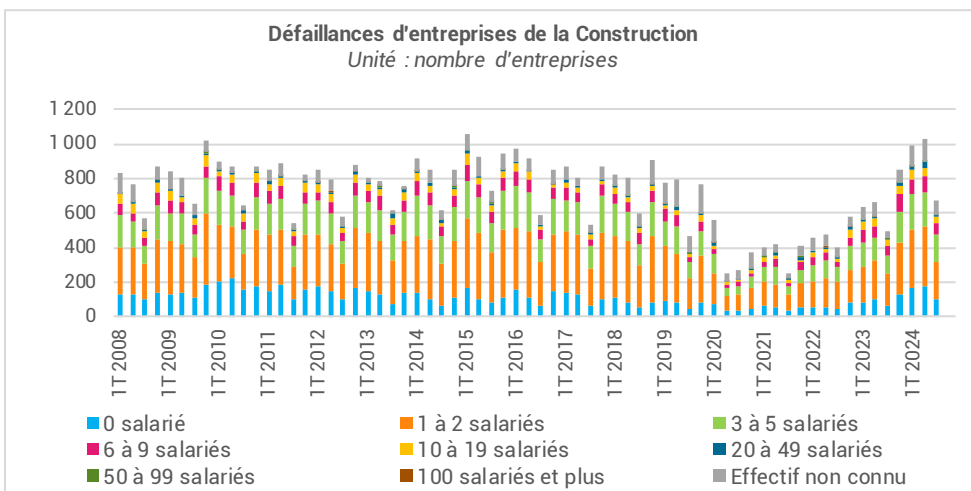
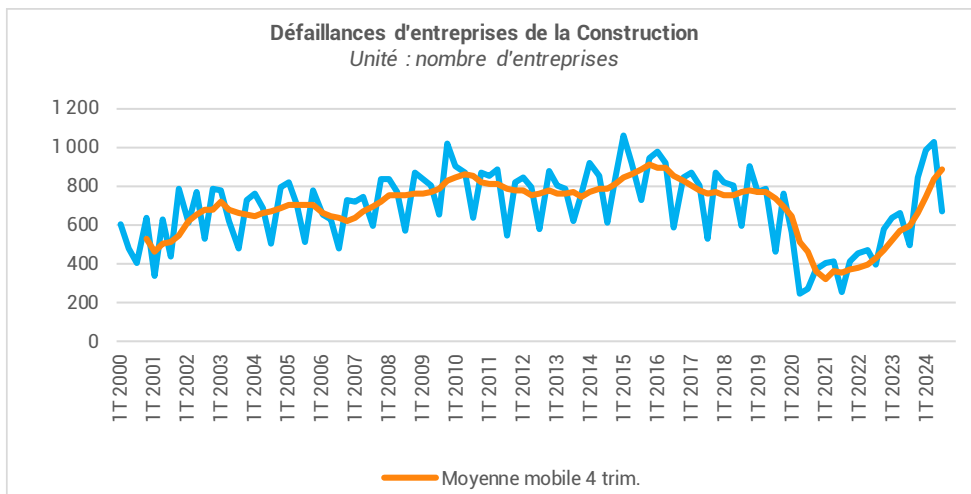
#### DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES AU 3ÈME TRIMESTRE 2024

670 défaillances

**+35,9%** ▲

(ÉVOLUTION 1 AN)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.



Sources :  
Banque de France (données brutes)

## L'ESSENTIEL DE LA CONJONCTURE | DANS LES DÉPARTEMENTS

### LES INDICATEURS AU SOMMAIRE :

#### BÂTIMENT

Bâtiment résidentiel

Construction neuve

Prêts à taux zéro

Bâtiment non résidentiel

#### MATÉRIAUX

BPE

#### APPAREIL DE PRODUCTION

Emploi salarié et intérimaire

Demande d'emploi

Défaillances d'entreprises

### FICHES DÉPARTEMENTALES :

PARIS	p.25
SEINE-ET-MARNE	p.31
YVELINES	p.37
ESSONNE	p.43
HAUTS-DE-SEINE	p.49
SEINE-SAINT-DENIS	p.55
VAL-DE-MARNE	p.61
VAL-D'OISE	p.67

## CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

	Paris	Île-de-France
<b>Bâtiment résidentiel - construction neuve</b>		
<b>Logements mis en chantier</b> Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	-7,7% ▼ 1 800 lgts	-22,5% ▼ 42 200 lgts
<b>Logements autorisés</b> Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	+74,2% ▲ 3 300 lgts	-11,2% ▼ 51 400 lgts
<b>Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro</b>		
<b>Travaux liés à l'éco-PTZ</b> De janvier à la fin du 2 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1an), en M€	+110,8% ▲ 2,49 M€	+15,0% ▲ 62,53 M€
<b>Bâtiment non résidentiel - construction neuve</b>		
<b>Surface de locaux mis en chantier</b> Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m <sup>2</sup> , en date de prise en compte (DPC)	-55,6% ▼ 166 mill. m <sup>2</sup>	-6,6% ▼ 2 557 mill. m <sup>2</sup>
<b>Surface de locaux autorisés</b> Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m <sup>2</sup> , en date de prise en compte (DPC)	-20,2% ▼ 411 mill. m <sup>2</sup>	-9,9% ▼ 3 948 mill. m <sup>2</sup>
<b>Matériaux</b>		
<b>Production BPE</b> Production de BPE entre janv. et aout 2024 (évol 1an), en m3	#REF! ## #REF!	-20,3% ▼ 3 251 674 m3
<b>Appareil de production</b>		
<b>Emplois salariés dans la construction</b> A la fin du 2 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1an)	-2,1% ▼ 38 656 sal.	-0,6% = 358 923 sal.
<b>Intérimaires Construction</b> Moyenne 3 mois à fin Sept. 2024 (évol 1an)	#REF! ## #REF!	-13,7% ▼ 22 088 ETP
<b>Demandeurs d'emplois Bât. &amp; TP (cat. A)</b> Au 2 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1an)	-7,9% ▼ 5 288 DEFM	-5,9% ▼ 34 899 DEFM

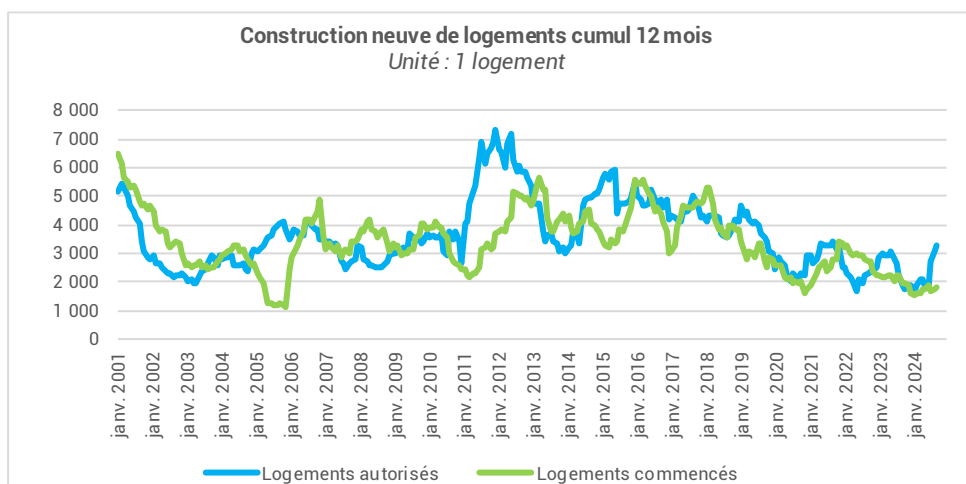


## BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZÉRO

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin septembre 2024 Evol 1 an		
<b>Total logements commencés</b>	<b>1 800 lgts</b>	<b>-7,7%</b>	<b>▼</b>
Dont individuels purs	100 lgts	-18,5%	▼
Dont individuels groupés	0 lgts	-20,7%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	1 700 lgts	-7,0%	▼
<b>Total logements autorisés</b>	<b>3 300 lgts</b>	<b>+74,2%</b>	<b>▲</b>
Dont individuels purs	100 lgts	+22,2%	▲
Dont individuels groupés	100 lgts	n.s.	
Dont collectifs (y compris résidences)	3 100 lgts	+74,6%	▲

<b>-7,7%</b>	<b>▼</b>
EN 1 AN	
<b>DES MISES EN CHANTIER</b>	
(CUM UL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2024)	
<b>1 800 lgts</b>	

<b>+74,2%</b>	<b>▲</b>
EN 1 AN	
<b>DES AUTORISATIONS</b>	
(CUM UL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2024)	
<b>3 300 lgts</b>	



Source :  
SDES, Sit@del2,  
estimations à fin septembre 2024

Avertissement : Dans les tableaux,  
en raison des arrondis, des totaux  
peuvent légèrement différer de la  
somme des éléments qui les  
composent.

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 2 <sup>e</sup> trimestre 2024 Evol 1 an		
<b>Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ</b>	<b>2,49 M €</b>	<b>+110,8%</b>	<b>▲</b>
<b>Nombre d'ÉCO-PTZ</b>	<b>164 ÉCO-PTZ</b>	<b>+65,7%</b>	<b>▲</b>

<b>+110,8%</b>	<b>▲</b>
DE JANVIER À FIN DU 2 <sup>e</sup> TRIM. 2024	
<b>DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS</b>	
ECO-PTZ - EVOLUTION 1AN	
<b>2,49 M€</b>	

Prêts à 0% PTZ+	2 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
<b>Nombre de prêts délivrés dans le neuf</b>	<b>0</b>	<b>-100,0%</b>	<b>▼</b>
<b>Nombre de prêts délivrés dans l'ancien</b>	<b>0</b>		

<b>-100,0%</b>	<b>▼</b>
EN 1 AN AU 2 <sup>e</sup> TRIMESTRE 2024	
<b>PRETS A 0% PTZ+</b>	
<b>DISTRIBUÉS DANS LE NEUF</b>	
<b>0 prêts</b>	

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 30 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf.

Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Sources :  
SGFGAS (données brutes)

## BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

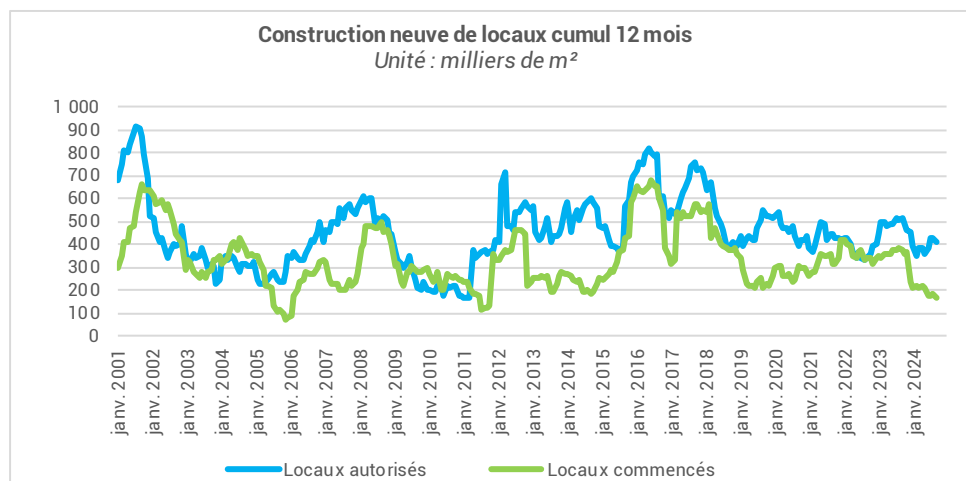
La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin septembre 2024 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	166 mill. m <sup>2</sup>	-55,6%	▼
Total locaux autorisés	411 mill. m <sup>2</sup>	-20,2%	▼

**-55,6%**

EN 1 AN

**DES MISES EN CHANTIER**

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2024)

**166 mill. m<sup>2</sup>****-20,2%**

EN 1 AN

**DES AUTORISATIONS**

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2024)

**411 mill. m<sup>2</sup>**

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	166 mill. m <sup>2</sup>	-55,6%	▼
Bâtiments agricoles	0 mill. m <sup>2</sup>	-58,2%	▼
Secteur privé non agricole	107 mill. m <sup>2</sup>	-62,4%	▼
Dont locaux industriels	0 mill. m <sup>2</sup>	n.s.	
Dont commerces	19 mill. m <sup>2</sup>	-63,6%	▼
Dont bureaux	60 mill. m <sup>2</sup>	-64,6%	▼
Dont entrepôts	12 mill. m <sup>2</sup>	n.s.	
Dont autres locaux	16 mill. m <sup>2</sup>	-74,9%	▼
Secteur public	59 mill. m <sup>2</sup>	-34,3%	▼

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	411 mill. m <sup>2</sup>	-20,2%	▼
Bâtiments agricoles	0 mill. m <sup>2</sup>	-89,4%	▼
Secteur privé non agricole	255 mill. m <sup>2</sup>	-32,3%	▼
Dont locaux industriels	0 mill. m <sup>2</sup>	+60,5%	▲
Dont commerces	58 mill. m <sup>2</sup>	+7,7%	▲
Dont bureaux	134 mill. m <sup>2</sup>	-30,4%	▼
Dont entrepôts	22 mill. m <sup>2</sup>	+9,3%	▲
Dont autres locaux	42 mill. m <sup>2</sup>	-62,2%	▼
Secteur public	156 mill. m <sup>2</sup>	+15,4%	▲

**Avvertissement :** les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

## MATÉRIAUX | BPE

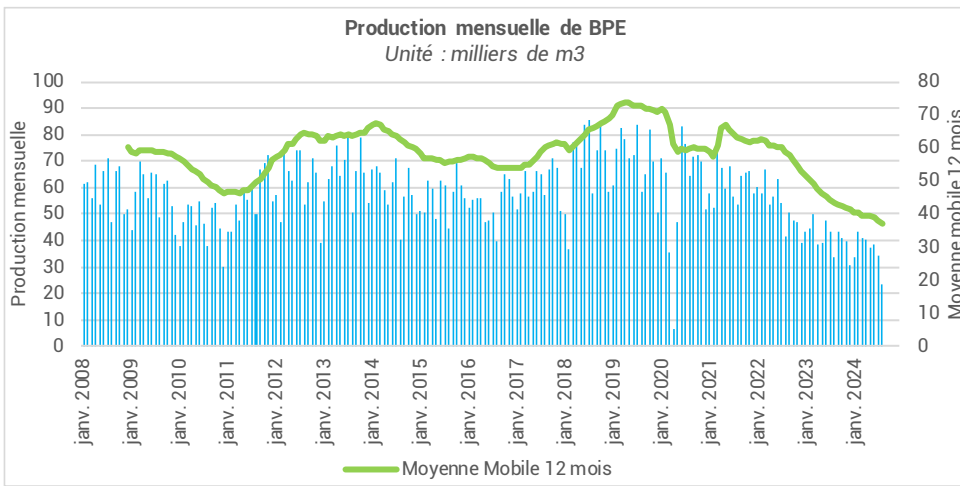
## La production de matériaux - Evol 1 an

## Production du mois

Production de BPE en août 2024	23 236 m3	-31,3%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et aout 2024	291 249 m3	-14,2%	▼

**-14,2%**

entre janv. et aout 2024  
**PRODUCTION DE BPE**  
 EVOL 1 AN

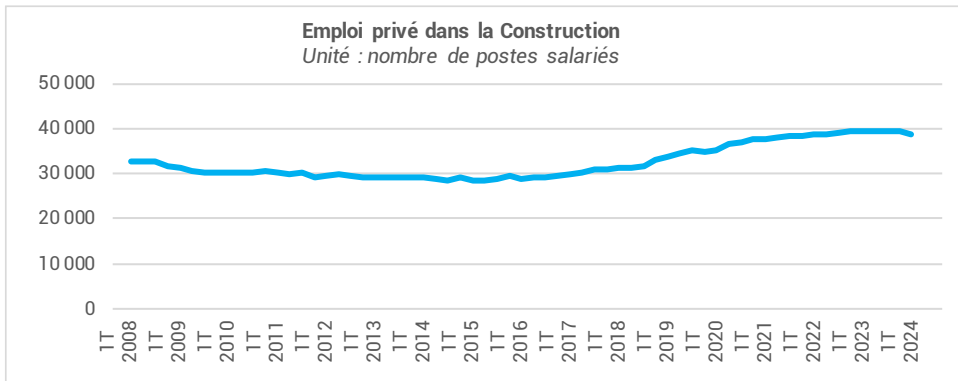
**291 249 m3**

## Sources :

UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

## APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	2° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	38 656 sal.	-2,1%	▼



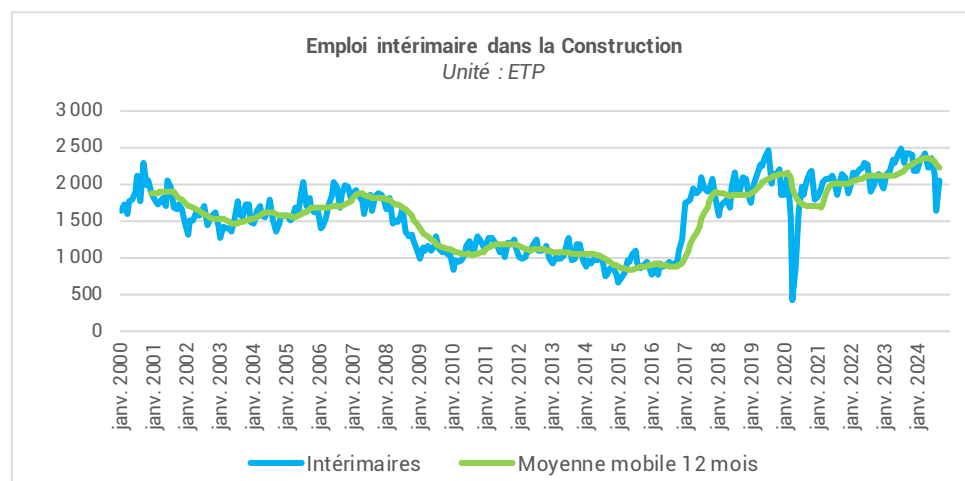
**-2,1%** ▼

EN 1 AN  
**DE L'EMPLOI SALARIÉ**  
AU 2° TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**38 656 sal.**

Sources :  
ACOSS – URSSAF (données cvs)  
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Septembre 2024 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Septembre 2024	2 041 ETP	-15,6%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Septembre 2024	1 943 ETP	-19,0%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Septembre 2024	2 227 ETP	+0,3%	=



**-19,0%** ▼

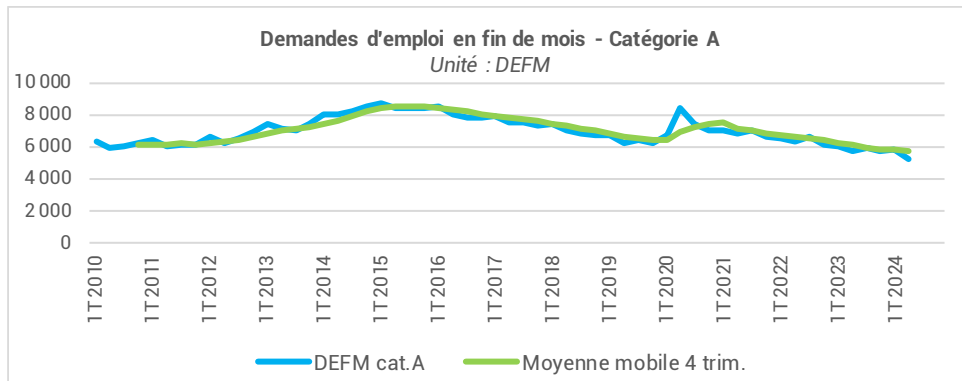
EN 1 AN  
**DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION**  
MOYENNE 3 MOIS À FIN SEPT. 2024

**1 943 ETP**

Sources :  
DARES (données brutes – ETP)

## APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	2° trimestre 2024 - Evol 1 an		
DEFM Construction	5 288 DEFM	-7,9%	▼
DEFM tous secteurs économiques	102 796 DEFM	-0,9%	=
% Construction / Ensemble de l'activité	5%	0,0 pt	=



**-7,9%** ▼

EN 1 AN  
**DES DEMANDES D'EMPLOI**  
AU 2° TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**5 288 DEFM**

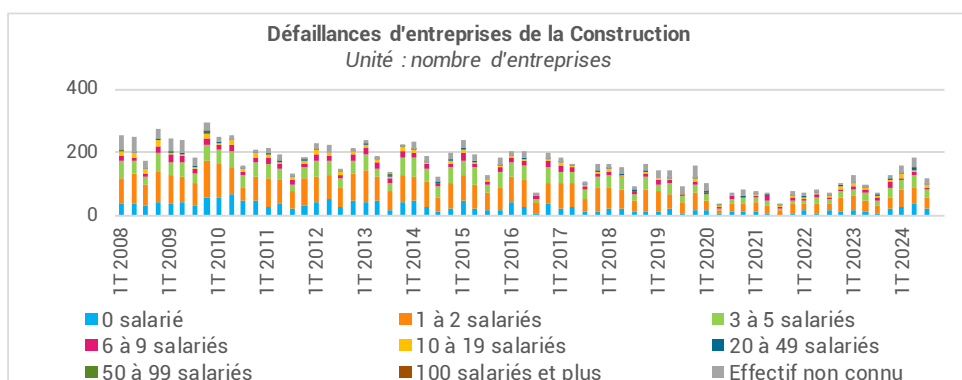
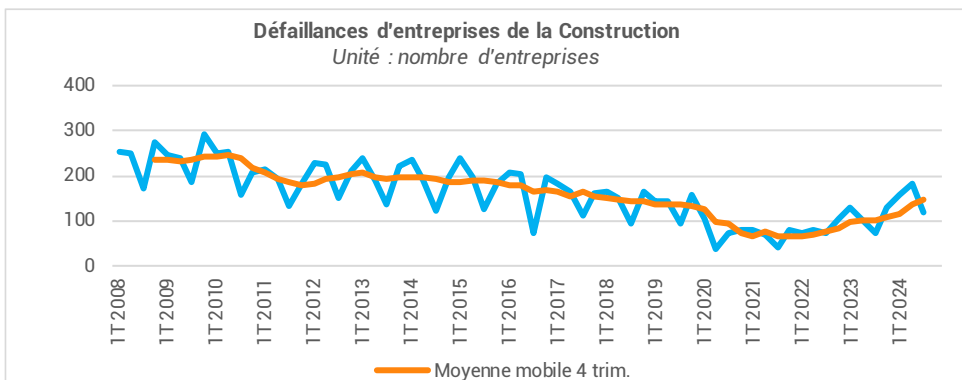
Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure

## APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	3° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	117 défaillances	+60,3%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	583 défaillances	+43,6%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	360 salariés	+19,2%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	1 985 salariés	+37,3%	▲



**+60,3%** ▲

EN 1 AN  
**DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.**  
AU 3° TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**117 défaillances**

Sources : Banque de France (données brutes)

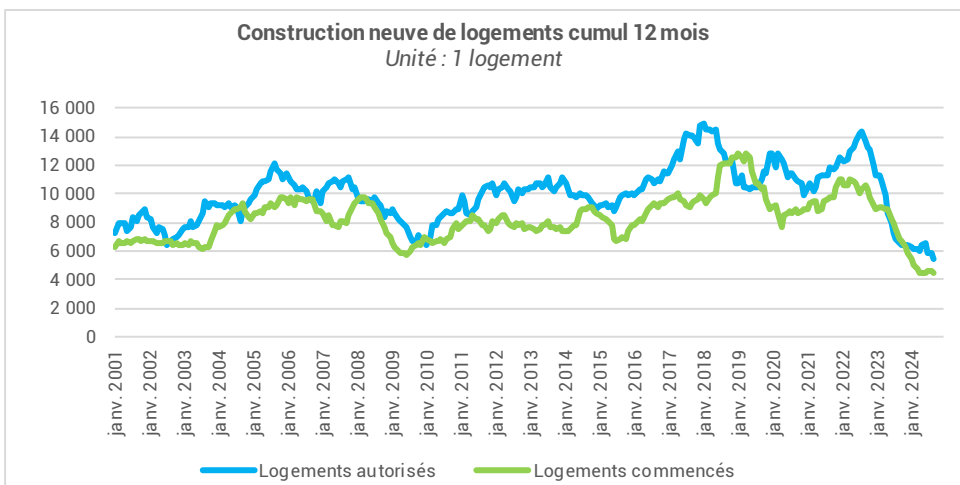
Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

## CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

	Seine-et-Marne	Île-de-France
<b>Bâtiment résidentiel - construction neuve</b>		
<b>Logements mis en chantier</b> Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	<b>-35,0%</b> ▼ 4 500 lgts	<b>-22,5%</b> ▼ 42 200 lgts
<b>Logements autorisés</b> Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	<b>-17,7%</b> ▼ 5 400 lgts	<b>-11,2%</b> ▼ 51 400 lgts
<b>Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro</b>		
<b>Travaux liés à l'éco-PTZ</b> De janvier à la fin du 2 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1an), en M€	<b>+10,0%</b> ▲ 14,3 M€	<b>+15,0%</b> ▲ 62,53 M€
<b>Bâtiment non résidentiel - construction neuve</b>		
<b>Surface de locaux mis en chantier</b> Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m <sup>2</sup> , en date de prise en compte (DPC)	<b>-25,2%</b> ▼ 314 mill. m <sup>2</sup>	<b>-6,6%</b> ▼ 2 557 mill. m <sup>2</sup>
<b>Surface de locaux autorisés</b> Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m <sup>2</sup> , en date de prise en compte (DPC)	<b>-30,6%</b> ▼ 668 mill. m <sup>2</sup>	<b>-9,9%</b> ▼ 3 948 mill. m <sup>2</sup>
<b>Matériaux</b>		
<b>Production BPE</b> Production de BPE entre janv. et aout 2024 (évol 1an), en m3	<b>#REF! ## #REF!</b>	<b>-20,3%</b> ▼ 3 251 674 m3
<b>Appareil de production</b>		
<b>Emplois salariés dans la construction</b> A la fin du 2 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1an)	<b>-0,8%</b> = 46 666 sal.	<b>-0,6%</b> = 358 923 sal.
<b>Intérimaires Construction</b> Moyenne 3 mois à fin Sept. 2024 (évol 1an)	<b>#REF! ## #REF!</b>	<b>-13,7%</b> ▼ 22 088 ETP
<b>Demandeurs d'emplois Bât. &amp; TP (cat. A)</b> Au 2 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1an)	<b>-4,1%</b> ▼ 3 773 DEFM	<b>-5,9%</b> ▼ 34 899 DEFM

## BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZÉRO

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin septembre 2024 Evol 1 an		
<b>Total logements <u>commencés</u></b>	<b>4 500 lgts</b>	<b>-35,0%</b>	▼
Dont individuels purs	800 lgts	-40,1%	▼
Dont individuels groupés	400 lgts	+0,7%	=
Dont collectifs (y compris résidences)	3 200 lgts	-36,6%	▼
<b>Total logements <u>autorisés</u></b>	<b>5 400 lgts</b>	<b>-17,7%</b>	▼
Dont individuels purs	900 lgts	-31,8%	▼
Dont individuels groupés	600 lgts	+12,0%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	4 000 lgts	-16,9%	▼



Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 2 <sup>e</sup> trimestre 2024 Evol 1 an		
<b>Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ</b>	<b>14,3 M €</b>	<b>+10,0%</b>	▲
<b>Nombre d'ÉCO-PTZ</b>	<b>718 ÉCO-PTZ</b>	<b>-1,8%</b>	▼

Prêts à 0% PTZ+	2 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
<b>Nombre de prêts délivrés dans le neuf</b>	<b>211</b>	<b>-46,6%</b>	▼
<b>Nombre de prêts délivrés dans l'ancien</b>	<b>24</b>		

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 30 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf.

Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

**-35,0%**

EN 1 AN

**DES MISES EN CHANTIER**

(CUM UL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2024)

**4 500 lgts****-17,7%**

EN 1 AN

**DES AUTORISATIONS**

(CUM UL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2024)

**5 400 lgts**

Source :

SDES, Sit@del2,

estimations à fin septembre 2024

Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

**+10,0%**DE JANVIER À FIN DU 2<sup>e</sup> TRIM. 2024**DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS**

ECO-PTZ - EVOLUTION 1AN

**14,3 M€****-46,6%**EN 1 AN AU 2<sup>e</sup> TRIMESTRE 2024**PRETS A 0% PTZ+****DISTRIBUÉS DANS LE NEUF****211 prêts**

Sources :

SGFGAS (données brutes)

## BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

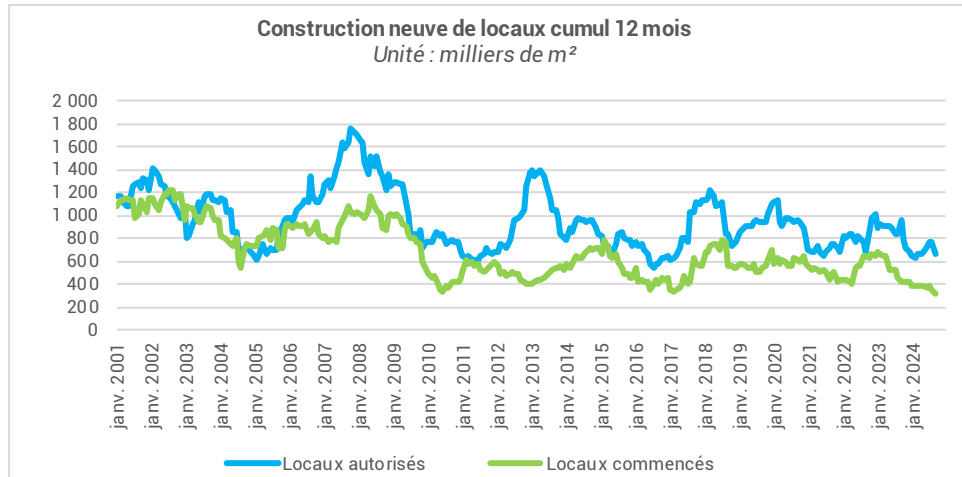
La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin septembre 2024 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	314 mill. m <sup>2</sup>	-25,2%	▼
Total locaux autorisés	668 mill. m <sup>2</sup>	-30,6%	▼

**-25,2%**

EN 1 AN

**DES MISES EN CHANTIER**

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2024)

**314 mill. m<sup>2</sup>****-30,6%**

EN 1 AN

**DES AUTORISATIONS**

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2024)

**668 mill. m<sup>2</sup>**

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	314 mill. m <sup>2</sup>	-25,2%	▼
Bâtiments agricoles	9 mill. m <sup>2</sup>	-84,1%	▼
Secteur privé non agricole	226 mill. m <sup>2</sup>	-15,9%	▼
Dont locaux industriels	36 mill. m <sup>2</sup>	-47,5%	▼
Dont commerces	28 mill. m <sup>2</sup>	+18,1%	▲
Dont bureaux	36 mill. m <sup>2</sup>	-2,9%	▼
Dont entrepôts	81 mill. m <sup>2</sup>	-21,5%	▼
Dont autres locaux	44 mill. m <sup>2</sup>	+26,8%	▲
Secteur public	79 mill. m <sup>2</sup>	-14,7%	▼

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	668 mill. m <sup>2</sup>	-30,6%	▼
Bâtiments agricoles	36 mill. m <sup>2</sup>	-46,7%	▼
Secteur privé non agricole	522 mill. m <sup>2</sup>	-30,7%	▼
Dont locaux industriels	100 mill. m <sup>2</sup>	-2,1%	▼
Dont commerces	48 mill. m <sup>2</sup>	-31,6%	▼
Dont bureaux	83 mill. m <sup>2</sup>	-15,0%	▼
Dont entrepôts	147 mill. m <sup>2</sup>	-64,0%	▼
Dont autres locaux	145 mill. m <sup>2</sup>	+87,5%	▲
Secteur public	110 mill. m <sup>2</sup>	-22,2%	▼

**Avvertissement :** les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.



## MATÉRIAUX | BPE

### La production de matériaux - Evol 1 an

#### Production du mois

Production de BPE en août 2024 **50 765 m3** **-22,3%** ▼

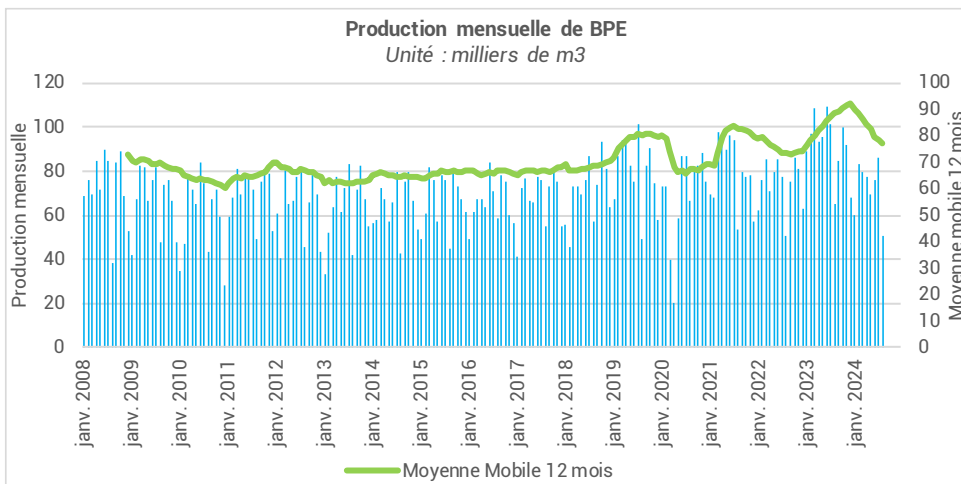
#### Production depuis le début de l'année

Production de BPE entre janv. et aout 2024 **583 550 m3** **-23,3%** ▼

**-23,3%** ▼

entre janv. et aout 2024  
**PRODUCTION DE BPE**  
EVOL 1 AN

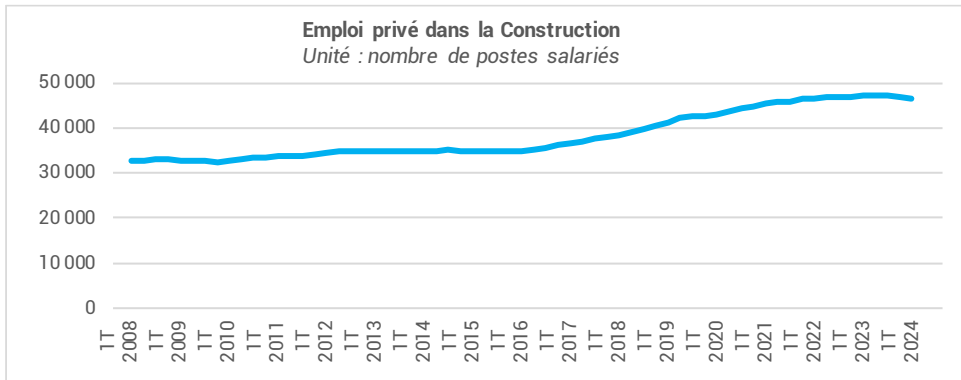
**583 550 m3**



Sources :  
UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

## APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	2° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	46 666 sal.	-0,8%	=



**-0,8%** =

EN 1 AN  
**DE L'EMPLOI SALARIÉ**  
AU 2° TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**46 666 sal.**

Sources :

ACOSS – URSSAF (données cvs)

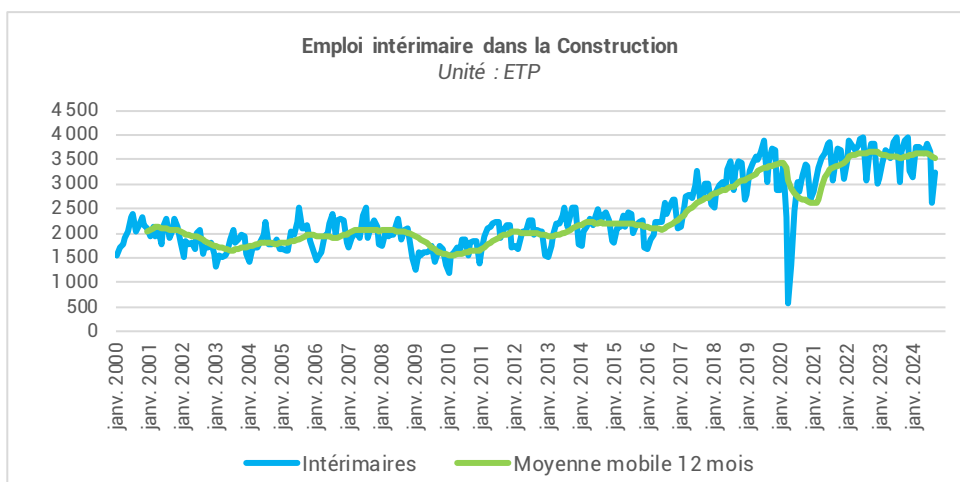
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Septembre 2024 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Septembre 2024	3 221 ETP	-12,3%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Septembre 2024	3 171 ETP	-10,7%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Septembre 2024	3 535 ETP	-0,3%	=

**-10,7%** ▼

EN 1 AN  
**DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION**  
MOYENNE 3 MOIS À FIN SEPT. 2024

**3 171 ETP**



Sources :

DARES (données brutes – ETP)

## APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

Demands d'emplois en fin de mois (catégorie A)	2 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
DEFM Construction	3 773 DEFM	-4,1%	▼
DEFM tous secteurs économiques	61 203 DEFM	+1,9%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	6%	0,0 pt	=

**-4,1%** ▼

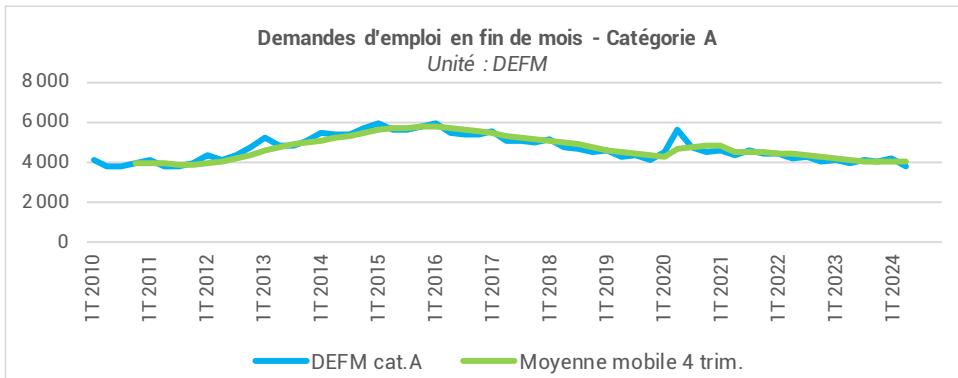
EN 1 AN  
**DES DEMANDES D'EMPLOI**  
AU 2<sup>e</sup> TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**3 773 DEFM**

Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure



## APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	3 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	106 défaillances	+17,8%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	559 défaillances	+12,7%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	307 salariés	+19,9%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	1 522 salariés	+5,3%	▲

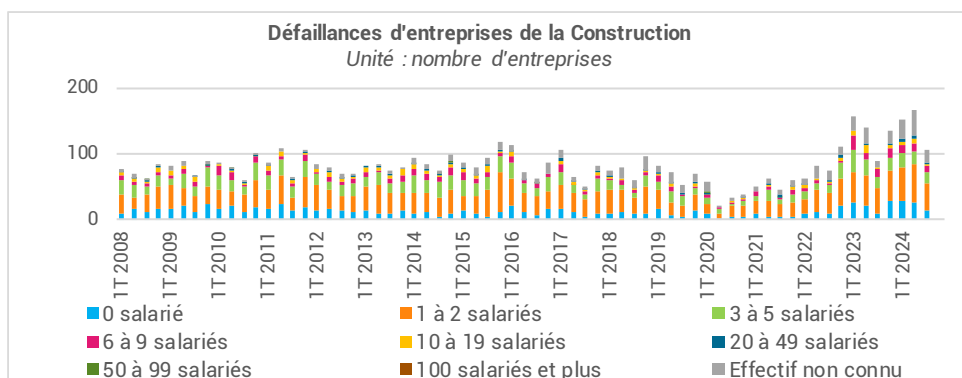
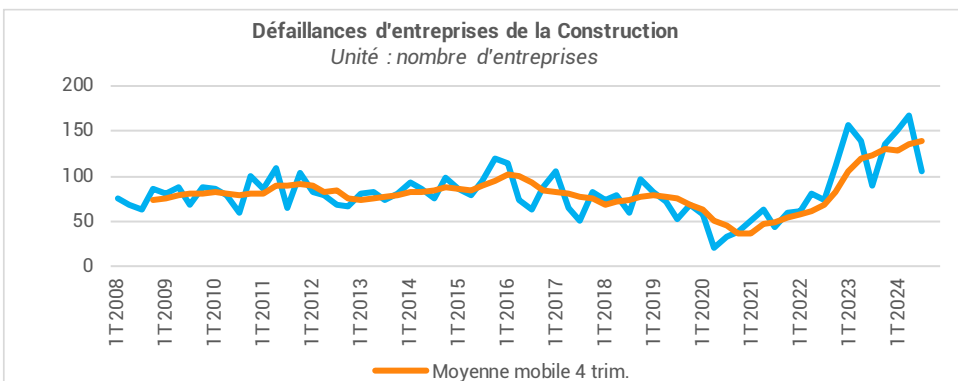
**+17,8%** ▲

EN 1 AN  
**DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.**  
AU 3<sup>e</sup> TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**106 défaillances**

Sources : Banque de France (données brutes)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.



## CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

	Yvelines	Île-de-France
<b>Bâtiment résidentiel - construction neuve</b>		
<b>Logements mis en chantier</b> Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	-14,3% ▼ 5 400 lgts	-22,5% ▼ 42 200 lgts
<b>Logements autorisés</b> Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	+4,2% ▲ 6 400 lgts	-11,2% ▼ 51 400 lgts
<b>Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro</b>		
<b>Travaux liés à l'éco-PTZ</b> De janvier à la fin du 2 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1an), en M€	+5,4% ▲ 12,0 M€	+15,0% ▲ 62,53 M€
<b>Bâtiment non résidentiel - construction neuve</b>		
<b>Surface de locaux mis en chantier</b> Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m <sup>2</sup> , en date de prise en compte (DPC)	-35,0% ▼ 263 mill. m <sup>2</sup>	-6,6% ▼ 2 557 mill. m <sup>2</sup>
<b>Surface de locaux autorisés</b> Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m <sup>2</sup> , en date de prise en compte (DPC)	-8,9% ▼ 490 mill. m <sup>2</sup>	-9,9% ▼ 3 948 mill. m <sup>2</sup>
<b>Matériaux</b>		
<b>Production BPE</b> Production de BPE entre janv. et aout 2024 (évol 1an), en m3	#REF! ## #REF!	-20,3% ▼ 3 251 674 m3
<b>Appareil de production</b>		
<b>Emplois salariés dans la construction</b> A la fin du 2 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1an)	+0,9% = 42 143 sal.	-0,6% = 358 923 sal.
<b>Intérimaires Construction</b> Moyenne 3 mois à fin Sept. 2024 (évol 1an)	#REF! ## #REF!	-13,7% ▼ 22 088 ETP
<b>Demandeurs d'emplois Bât. &amp; TP (cat. A)</b> Au 2 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1an)	-3,2% ▼ 3 555 DEFM	-5,9% ▼ 34 899 DEFM

## BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZÉRO

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin septembre 2024 Evol 1 an		
<b>Total logements commencés</b>	<b>5 400 lgts</b>	<b>-14,3%</b>	<b>▼</b>
Dont individuels purs	700 lgts	-32,0%	▼
Dont individuels groupés	300 lgts	-9,6%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	4 400 lgts	-10,8%	▼
<b>Total logements autorisés</b>	<b>6 400 lgts</b>	<b>+4,2%</b>	<b>▲</b>
Dont individuels purs	800 lgts	-21,4%	▼
Dont individuels groupés	400 lgts	+9,3%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	5 200 lgts	+9,2%	▲

**-14,3%**

EN 1 AN

**DES MISES EN CHANTIER**

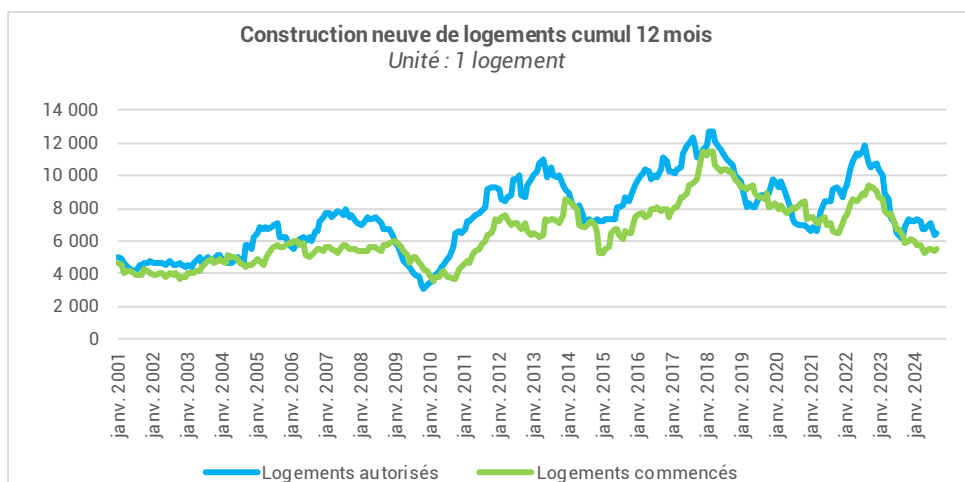
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2024)

**5 400 lgts****+4,2%**

EN 1 AN

**DES AUTORISATIONS**

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2024)

**6 400 lgts**

Source :

SDES, Sit@del2,

estimations à fin septembre 2024

Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 2 <sup>e</sup> trimestre 2024 Evol 1 an		
<b>Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ</b>	<b>12,0 M €</b>	<b>+5,4%</b>	<b>▲</b>
<b>Nombre d'ÉCO-PTZ</b>	<b>531 ÉCO-PTZ</b>	<b>-1,5%</b>	<b>▼</b>

**+5,4%**DE JANVIER À FIN DU 2<sup>e</sup> TRIM. 2024**DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS**

ECO-PTZ - EVOLUTION 1AN

**12,0 M€**

Prêts à 0% PTZ+	2 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
<b>Nombre de prêts délivrés dans le neuf</b>	<b>141</b>	<b>-52,2%</b>	<b>▼</b>
<b>Nombre de prêts délivrés dans l'ancien</b>	<b>13</b>		

**-52,2%**EN 1 AN AU 2<sup>e</sup> TRIMESTRE 2024**PRETS A 0% PTZ+****DISTRIBUÉS DANS LE NEUF****141 prêts**

Sources :

SGFGAS (données brutes)

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 30 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf.

Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

## BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

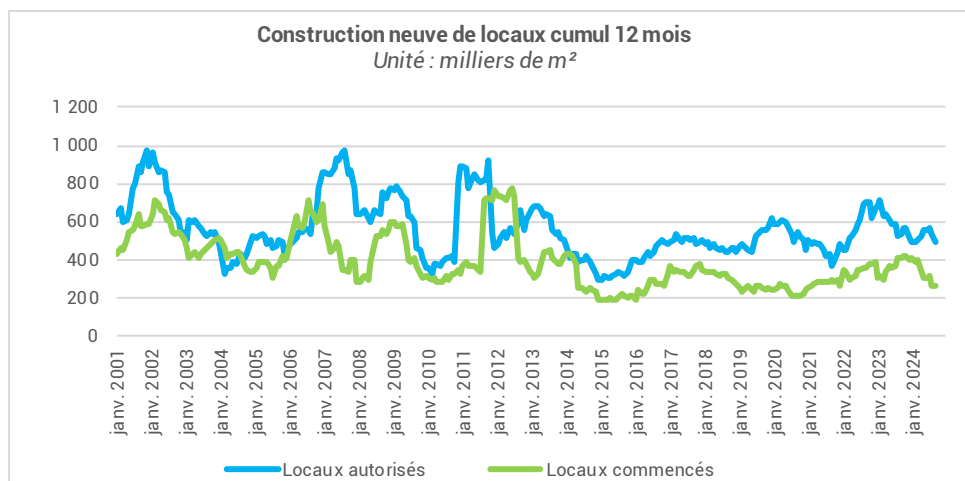
La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin septembre 2024 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	263 mill. m <sup>2</sup>	-35,0%	▼
Total locaux autorisés	490 mill. m <sup>2</sup>	-8,9%	▼

**-35,0%**

EN 1 AN

**DES MISES EN CHANTIER**

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2024)

**263 mill. m<sup>2</sup>****-8,9%**

EN 1 AN

**DES AUTORISATIONS**

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2024)

**490 mill. m<sup>2</sup>**

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	263 mill. m <sup>2</sup>	-35,0%	▼
Bâtiments agricoles	10 mill. m <sup>2</sup>	-39,2%	▼
Secteur privé non agricole	153 mill. m <sup>2</sup>	-45,7%	▼
Dont locaux industriels	44 mill. m <sup>2</sup>	+6,6%	▲
Dont commerces	23 mill. m <sup>2</sup>	-71,5%	▼
Dont bureaux	50 mill. m <sup>2</sup>	-33,9%	▼
Dont entrepôts	29 mill. m <sup>2</sup>	-46,6%	▼
Dont autres locaux	7 mill. m <sup>2</sup>	-77,8%	▼
Secteur public	101 mill. m <sup>2</sup>	-6,2%	▼

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	490 mill. m <sup>2</sup>	-8,9%	▼
Bâtiments agricoles	26 mill. m <sup>2</sup>	-35,4%	▼
Secteur privé non agricole	325 mill. m <sup>2</sup>	-19,5%	▼
Dont locaux industriels	54 mill. m <sup>2</sup>	+7,4%	▲
Dont commerces	59 mill. m <sup>2</sup>	-37,9%	▼
Dont bureaux	112 mill. m <sup>2</sup>	+24,1%	▲
Dont entrepôts	44 mill. m <sup>2</sup>	-62,6%	▼
Dont autres locaux	55 mill. m <sup>2</sup>	+10,0%	▲
Secteur public	139 mill. m <sup>2</sup>	+48,8%	▲

**Avvertissement :** les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

## MATÉRIAUX | BPE

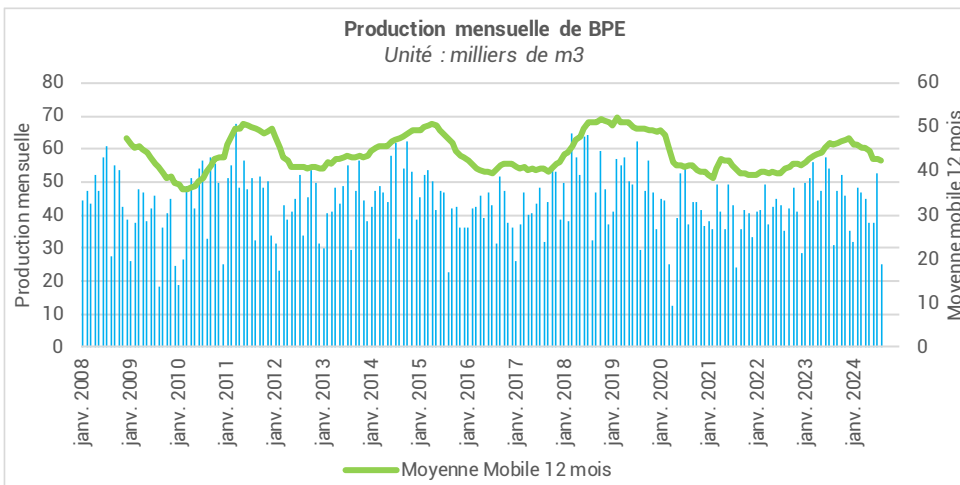
## La production de matériaux - Evol 1 an

## Production du mois

Production de BPE en août 2024	25 284 m3	-17,8%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et aout 2024	326 007 m3	-16,6%	▼

**-16,6%**

entre janv. et aout 2024  
**PRODUCTION DE BPE**  
 EVOL 1 AN

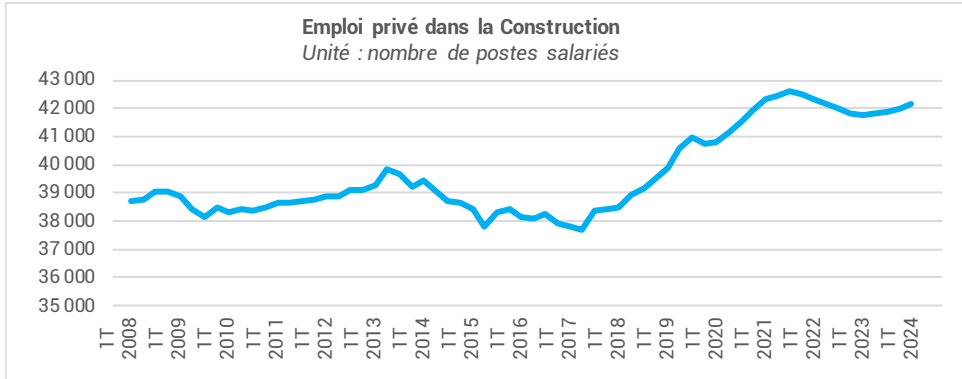
**326 007 m3**

## Sources :

UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

## APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	2 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	42 143 sal.	+0,9%	=



**+0,9%** =

EN 1 AN  
**DE L'EMPLOI SALARIÉ**  
AU 2<sup>e</sup> TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**42 143 sal.**

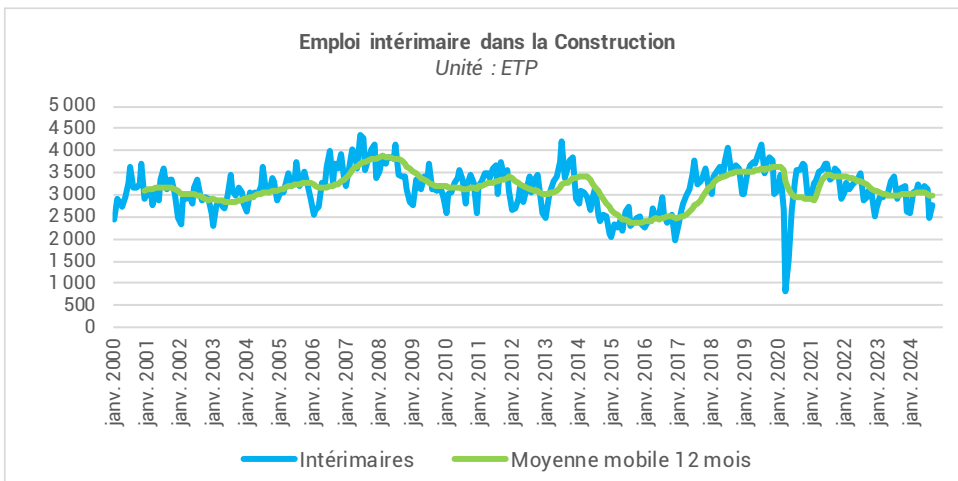
Sources :  
ACOSS – URSSAF (données cvs)  
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Septembre 2024 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Septembre 2024	2 776 ETP	-11,0%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Septembre 2024	2 792 ETP	-11,4%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Septembre 2024	2 965 ETP	-1,0%	▼

**-11,4%** ▼

EN 1 AN  
**DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION**  
MOYENNE 3 MOIS À FIN SEPT. 2024

**2 792 ETP**



Sources :  
DARES (données brutes – ETP)



APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	2° trimestre 2024 - Evol 1 an		
DEFM Construction	3 555 DEFM	-3,2%	▼
DEFM tous secteurs économiques	59 056 DEFM	+1,3%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	6%	0,0 pt	=

**-3,2%** ▼

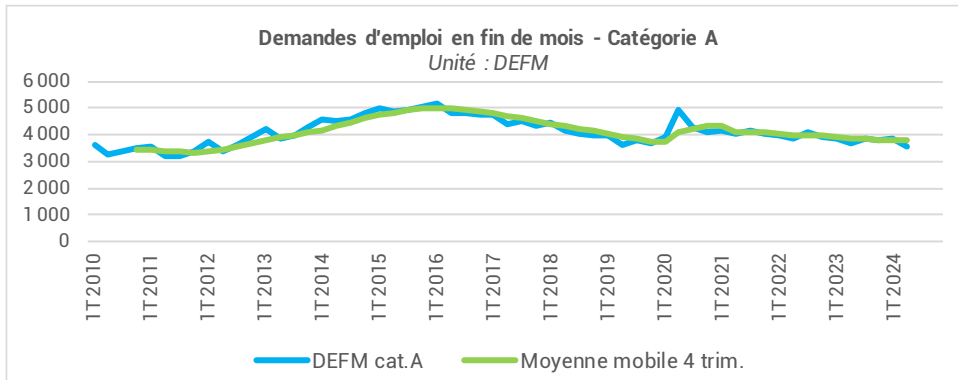
EN 1 AN  
**DES DEMANDES D'EMPLOI**  
AU 2° TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**3 555 DEFM**

Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure



APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	3° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	47 défaillances	+17,5%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	257 défaillances	+34,6%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	204 salariés	+51,1%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	1 040 salariés	+45,3%	▲

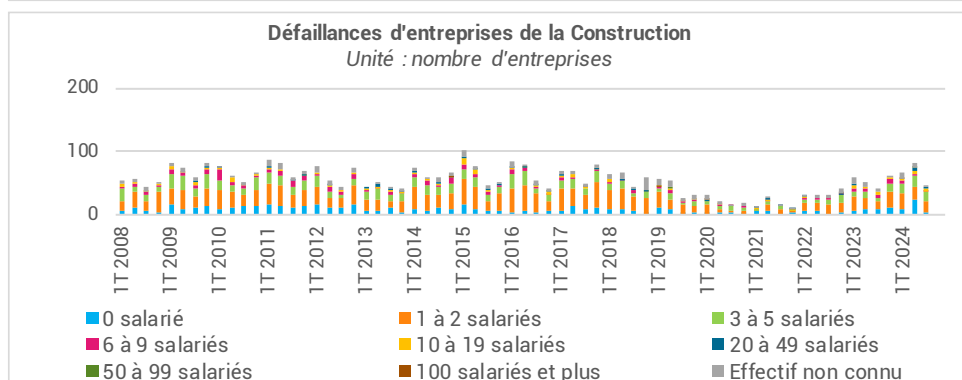
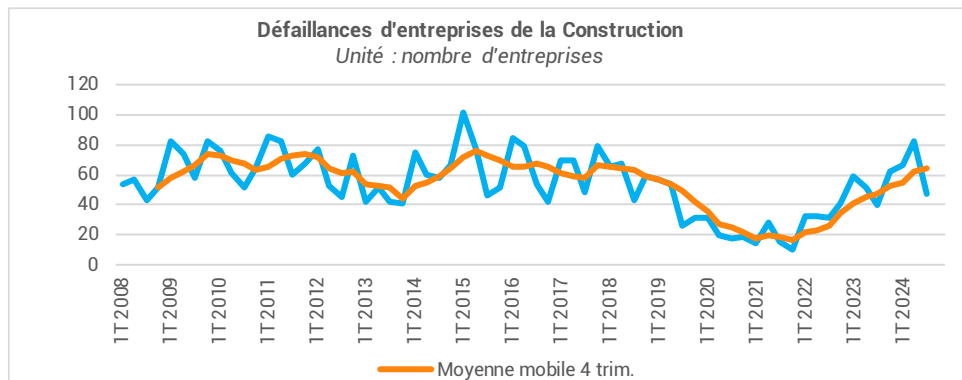
**+17,5%** ▲

EN 1 AN  
**DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.**  
AU 3° TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**47 défaillances**

Sources : Banque de France (données brutes)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.



## CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

	Essonne	Île-de-France
<b>Bâtiment résidentiel - construction neuve</b>		
<b>Logements mis en chantier</b> Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	-25,0% ▼ 4 900 lgts	-22,5% ▼ 42 200 lgts
<b>Logements autorisés</b> Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	-20,7% ▼ 6 100 lgts	-11,2% ▼ 51 400 lgts
<b>Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro</b>		
<b>Travaux liés à l'éco-PTZ</b> De janvier à la fin du 2 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1an), en M€	+11,3% ▲ 12,51 M€	+15,0% ▲ 62,53 M€
<b>Bâtiment non résidentiel - construction neuve</b>		
<b>Surface de locaux mis en chantier</b> Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m <sup>2</sup> , en date de prise en compte (DPC)	-28,4% ▼ 254 mill. m <sup>2</sup>	-6,6% ▼ 2 557 mill. m <sup>2</sup>
<b>Surface de locaux autorisés</b> Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m <sup>2</sup> , en date de prise en compte (DPC)	-8,5% ▼ 484 mill. m <sup>2</sup>	-9,9% ▼ 3 948 mill. m <sup>2</sup>
<b>Matériaux</b>		
<b>Production BPE</b> Production de BPE entre janv. et aout 2024 (évol 1an), en m3	#REF! ## #REF!	-20,3% ▼ 3 251 674 m3
<b>Appareil de production</b>		
<b>Emplois salariés dans la construction</b> A la fin du 2 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1an)	-1,7% ▼ 40 119 sal.	-0,6% = 358 923 sal.
<b>Intérimaires Construction</b> Moyenne 3 mois à fin Sept. 2024 (évol 1an)	#REF! ## #REF!	-13,7% ▼ 22 088 ETP
<b>Demandeurs d'emplois Bât. &amp; TP (cat. A)</b> Au 2 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1an)	-3,1% ▼ 3 236 DEFM	-5,9% ▼ 34 899 DEFM

## BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZERO

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin septembre 2024 Evol 1 an		
<b>Total logements <u>commencés</u></b>	<b>4 900 lgts</b>	<b>-25,0%</b>	▼
Dont individuels purs	600 lgts	-38,3%	▼
Dont individuels groupés	400 lgts	-19,2%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	4 000 lgts	-23,1%	▼
<b>Total logements <u>autorisés</u></b>	<b>6 100 lgts</b>	<b>-20,7%</b>	▼
Dont individuels purs	600 lgts	-30,3%	▼
Dont individuels groupés	500 lgts	-15,0%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	5 000 lgts	-19,9%	▼

**-25,0%**

EN 1 AN

**DES MISES EN CHANTIER**

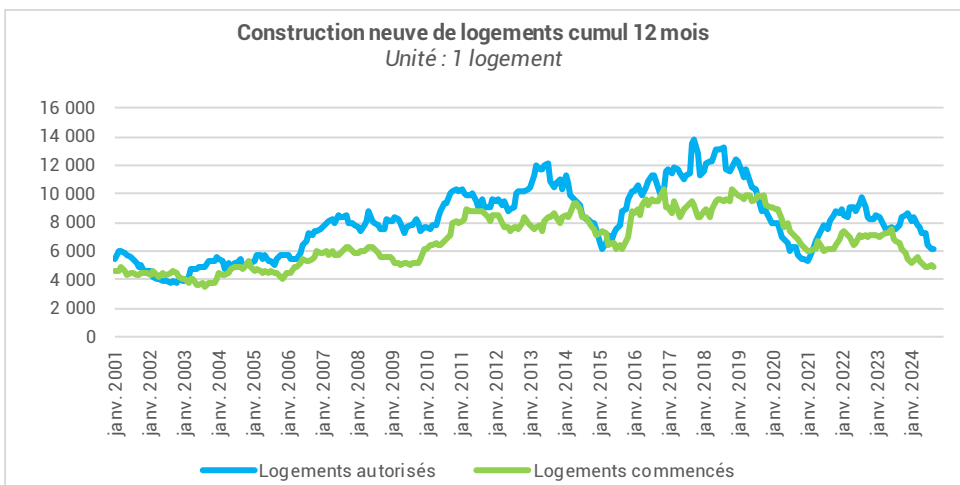
(CUM UL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2024)

**4 900 lgts****-20,7%**

EN 1 AN

**DES AUTORISATIONS**

(CUM UL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2024)

**6 100 lgts**

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 2 <sup>e</sup> trimestre 2024 Evol 1 an		
<b>Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ</b>	<b>12,51 M €</b>	<b>+11,3%</b>	▲
<b>Nombre d'ÉCO-PTZ</b>	<b>569 ÉCO-PTZ</b>	<b>+10,1%</b>	▲

**+11,3%**DE JANVIER À FIN DU 2<sup>e</sup> TRIM. 2024**DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS**

ECO-PTZ - EVOLUTION 1AN

**12,51 M€**

Prêts à 0% PTZ+	2 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
<b>Nombre de prêts délivrés dans le neuf</b>	<b>109</b>	<b>-60,8%</b>	▼
<b>Nombre de prêts délivrés dans l'ancien</b>	<b>11</b>		

**-60,8%**EN 1 AN AU 2<sup>e</sup> TRIMESTRE 2024**PRETS A 0% PTZ+****DISTRIBUÉS DANS LE NEUF****109 prêts**

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 30 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf.

Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Sources :

SGFGAS (données brutes)

## BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

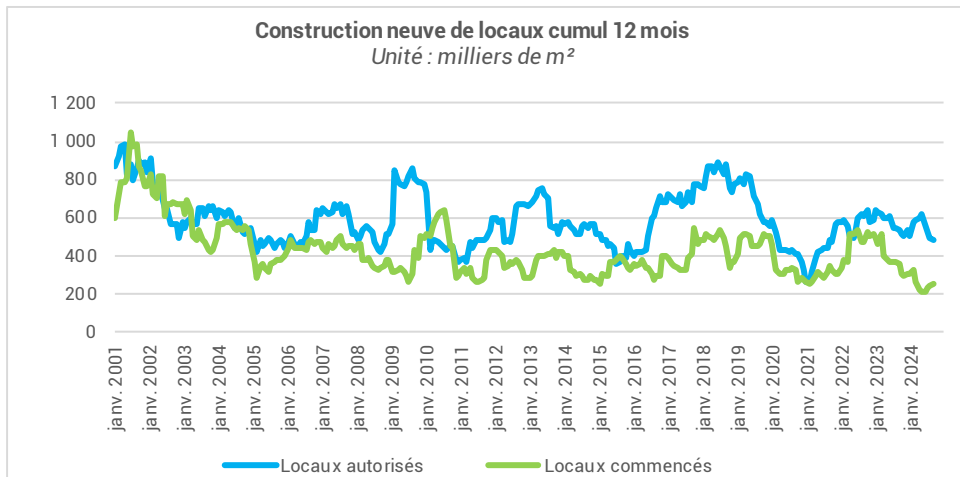
La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin septembre 2024 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	254 mill. m <sup>2</sup>	-28,4%	▼
Total locaux autorisés	484 mill. m <sup>2</sup>	-8,5%	▼

**-28,4%**

EN 1 AN

**DES MISES EN CHANTIER**

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2024)

**254 mill. m<sup>2</sup>****-8,5%**

EN 1 AN

**DES AUTORISATIONS**

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2024)

**484 mill. m<sup>2</sup>**

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	254 mill. m <sup>2</sup>	-28,4%	▼
Bâtiments agricoles	15 mill. m <sup>2</sup>	+26,3%	▲
Secteur privé non agricole	127 mill. m <sup>2</sup>	-54,5%	▼
Dont locaux industriels	25 mill. m <sup>2</sup>	-63,6%	▼
Dont commerces	18 mill. m <sup>2</sup>	-57,3%	▼
Dont bureaux	13 mill. m <sup>2</sup>	-62,4%	▼
Dont entrepôts	66 mill. m <sup>2</sup>	-46,5%	▼
Dont autres locaux	5 mill. m <sup>2</sup>	-53,5%	▼
Secteur public	112 mill. m <sup>2</sup>	+76,8%	▲

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	484 mill. m <sup>2</sup>	-8,5%	▼
Bâtiments agricoles	13 mill. m <sup>2</sup>	+8,2%	▲
Secteur privé non agricole	286 mill. m <sup>2</sup>	-22,9%	▼
Dont locaux industriels	84 mill. m <sup>2</sup>	-11,0%	▼
Dont commerces	45 mill. m <sup>2</sup>	-7,5%	▼
Dont bureaux	36 mill. m <sup>2</sup>	-58,4%	▼
Dont entrepôts	93 mill. m <sup>2</sup>	-23,3%	▼
Dont autres locaux	26 mill. m <sup>2</sup>	+43,4%	▲
Secteur public	185 mill. m <sup>2</sup>	+26,4%	▲

**Avvertissement :** les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

MATÉRIAUX | BPE

La production de matériaux - Evol 1 an

Production du mois

Production de BPE en août 2024 **33 170 m3** **-9,9%** ▼

Production depuis le début de l'année

Production de BPE entre janv. et aout 2024 **320 208 m3** **-25,1%** ▼

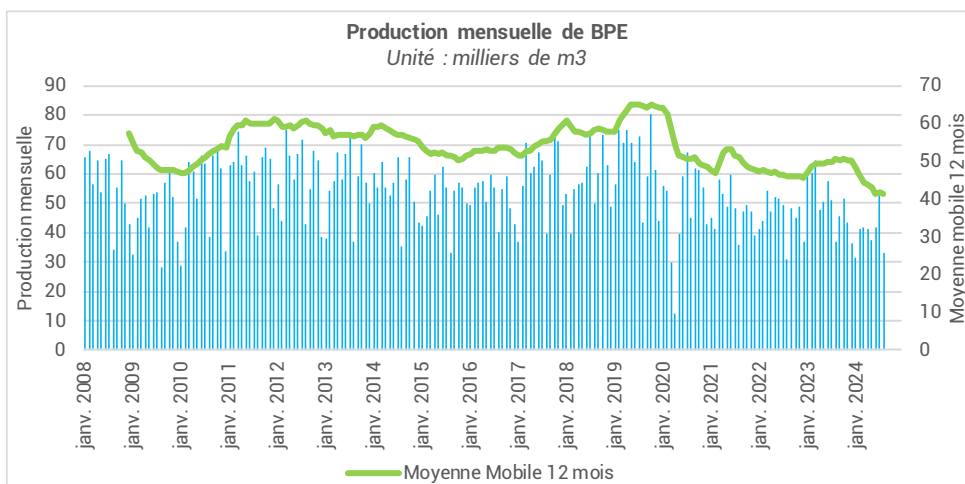
**-25,1%** ▼

entre janv. et aout 2024

**PRODUCTION DE BPE**

EVOL 1 AN

**320 208 m3**



Sources : UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

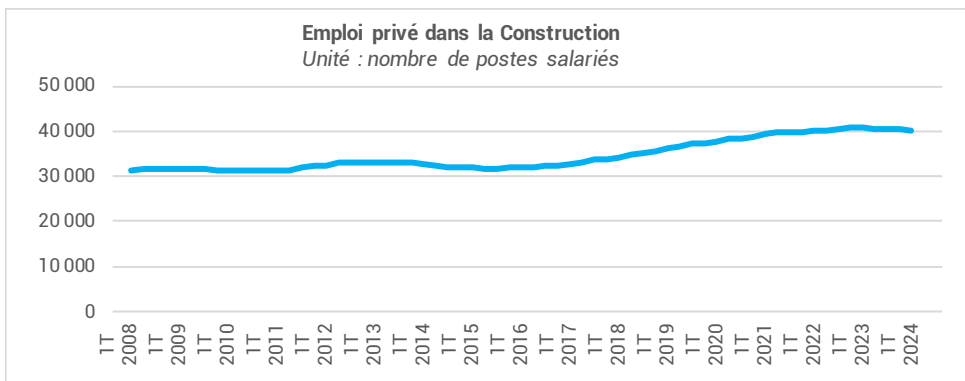
Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	2° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	40 119 sal.	-1,7%	▼

**-1,7%** ▼

EN 1 AN  
**DE L'EMPLOI SALARIÉ**  
AU 2° TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**40 119 sal.**

Sources :  
ACOSS – URSSAF (données cvs)  
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

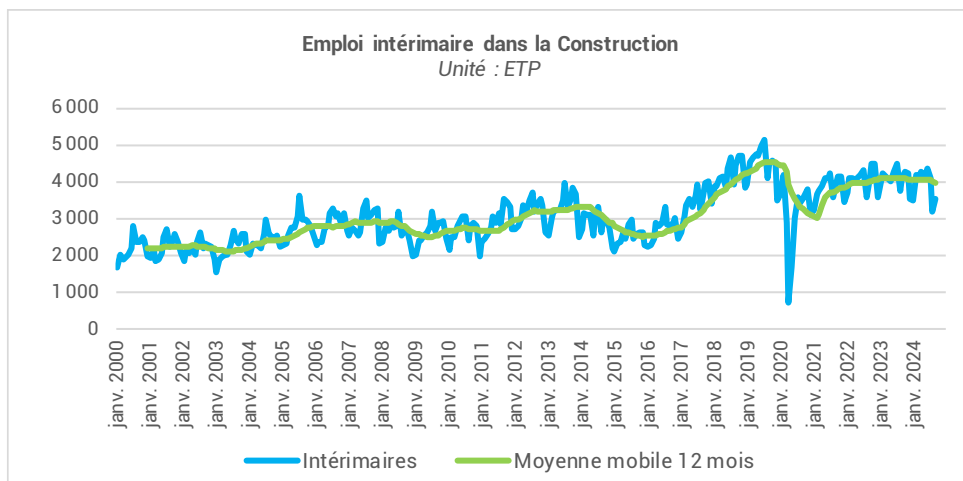


Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Septembre 2024 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Septembre 2024	3 535 ETP	-13,6%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Septembre 2024	3 604 ETP	-12,3%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Septembre 2024	3 949 ETP	-4,0%	▼

**-12,3%** ▼

EN 1 AN  
**DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION**  
MOYENNE 3 MOIS À FIN SEPT. 2024

**3 604 ETP**



Sources :  
DARES (données brutes – ETP)

APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	2 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
DEFM Construction	3 236 DEFM	-3,1%	▼
DEFM tous secteurs économiques	51 971 DEFM	-0,0%	=
% Construction / Ensemble de l'activité	6%	0,0 pt	=

**-3,1%** ▼

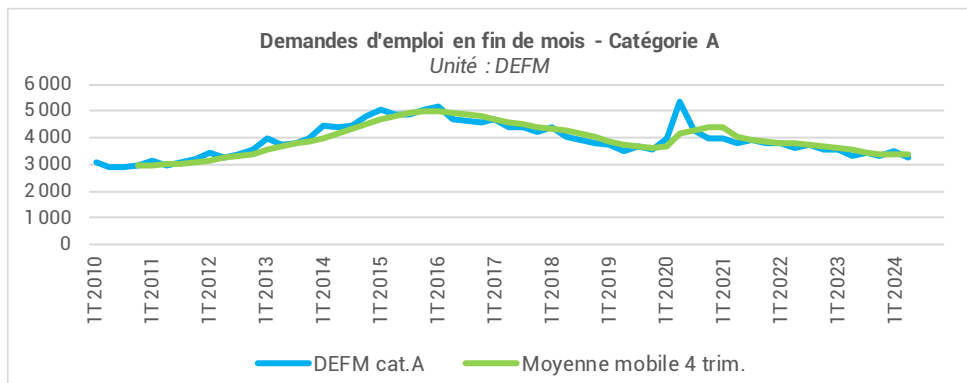
EN 1 AN  
**DES DEMANDES D'EMPLOI**  
AU 2<sup>e</sup> TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**3 236 DEFM**

Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure



APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	3 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	76 défaillances	+94,9%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	274 défaillances	+48,9%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	301 salariés	+33,2%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	908 salariés	+23,0%	▲

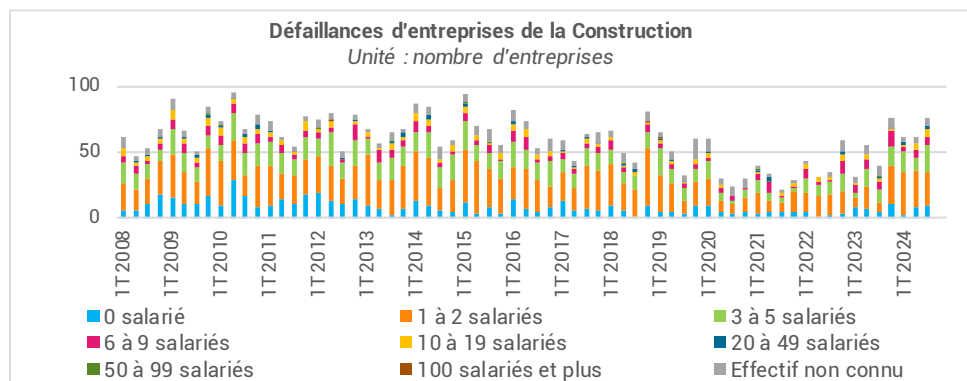
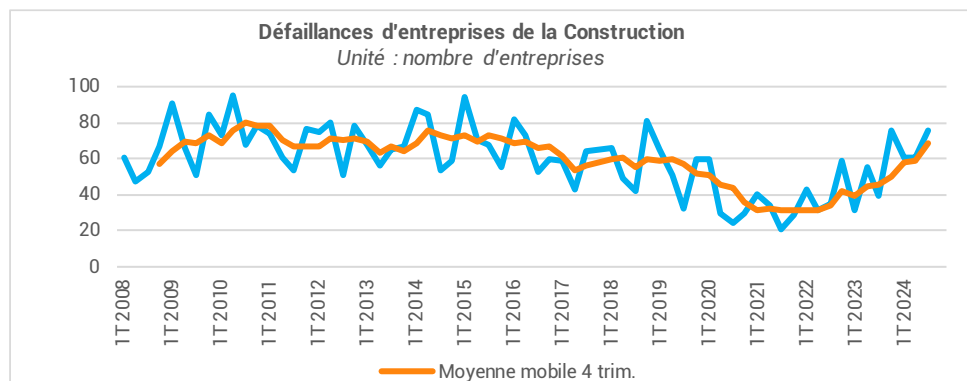
**+94,9%** ▲

EN 1 AN  
**DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.**  
AU 3<sup>e</sup> TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**76 défaillances**

Sources : Banque de France (données brutes)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.



## CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

	Hauts-de-Seine	Île-de-France
<b>Bâtiment résidentiel - construction neuve</b>		
<b>Logements mis en chantier</b> Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)	-40,1% ▼ 5 400 lgts	-22,5% ▼ 42 200 lgts
<b>Logements autorisés</b> Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)	+17,0% ▲ 8 600 lgts	-11,2% ▼ 51 400 lgts
<b>Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro</b>		
<b>Travaux liés à l'éco-PTZ</b> De janvier à la fin du 2 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an), en M€	+48,4% ▲ 5,58 M€	+15,0% ▲ 62,53 M€
<b>Bâtiment non résidentiel - construction neuve</b>		
<b>Surface de locaux mis en chantier</b> Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m <sup>2</sup> , en date de prise en compte (DPC)	+74,6% ▲ 465 mill. m <sup>2</sup>	-6,6% ▼ 2 557 mill. m <sup>2</sup>
<b>Surface de locaux autorisés</b> Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m <sup>2</sup> , en date de prise en compte (DPC)	+41,7% ▲ 363 mill. m <sup>2</sup>	-9,9% ▼ 3 948 mill. m <sup>2</sup>
<b>Matériaux</b>		
<b>Production BPE</b> Production de BPE entre janv. et aout 2024 (évol 1 an), en m3	#REF! ## #REF!	-20,3% ▼ 3 251 674 m3
<b>Appareil de production</b>		
<b>Emplois salariés dans la construction</b> A la fin du 2 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)	+0,4% = 47 010 sal.	-0,6% = 358 923 sal.
<b>Intérimaires Construction</b> Moyenne 3 mois à fin Sept. 2024 (évol 1 an)	#REF! ## #REF!	-13,7% ▼ 22 088 ETP
<b>Demandeurs d'emplois Bât. &amp; TP (cat. A)</b> Au 2 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)	-5,6% ▼ 3 074 DEFM	-5,9% ▼ 34 899 DEFM



## BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZÉRO

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin septembre 2024 Evol 1 an		
<b>Total logements commencés</b>	<b>5 400 lgts</b>	<b>-40,1%</b>	▼
Dont individuels purs	100 lgts	-33,3%	▼
Dont individuels groupés	200 lgts	+0,4%	=
Dont collectifs (y compris résidences)	5 000 lgts	-41,4%	▼
<b>Total logements autorisés</b>	<b>8 600 lgts</b>	<b>+17,0%</b>	▲
Dont individuels purs	200 lgts	-22,8%	▼
Dont individuels groupés	100 lgts	-60,7%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	8 400 lgts	+20,7%	▲

**-40,1%**

EN 1 AN

**DES MISES EN CHANTIER**

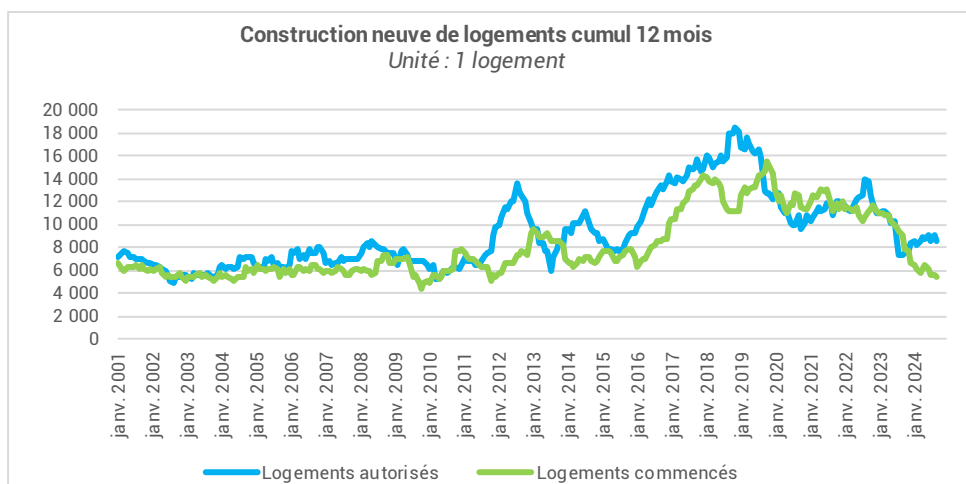
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2024)

**5 400 lgts****+17,0%**

EN 1 AN

**DES AUTORISATIONS**

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2024)

**8 600 lgts**

Source :

SDES, Sit@del2,

estimations à fin septembre 2024

Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 2 <sup>e</sup> trimestre 2024 Evol 1 an		
<b>Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ</b>	<b>5,58 M €</b>	<b>+48,4%</b>	▲
<b>Nombre d'ÉCO-PTZ</b>	<b>239 ÉCO-PTZ</b>	<b>+36,6%</b>	▲

**+48,4%**DE JANVIER À FIN DU 2<sup>e</sup> TRIM. 2024**DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS**

ECO-PTZ - EVOLUTION 1AN

**5,58 M€**

Prêts à 0% PTZ+	2 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
<b>Nombre de prêts délivrés dans le neuf</b>	<b>163</b>	<b>-33,2%</b>	▼
<b>Nombre de prêts délivrés dans l'ancien</b>	<b>7</b>		

**-33,2%**EN 1 AN AU 2<sup>e</sup> TRIMESTRE 2024**PRETS A 0% PTZ+****DISTRIBUÉS DANS LE NEUF****163 prêts**

Sources :

SGFGAS (données brutes)

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 30 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf.

Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

## BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

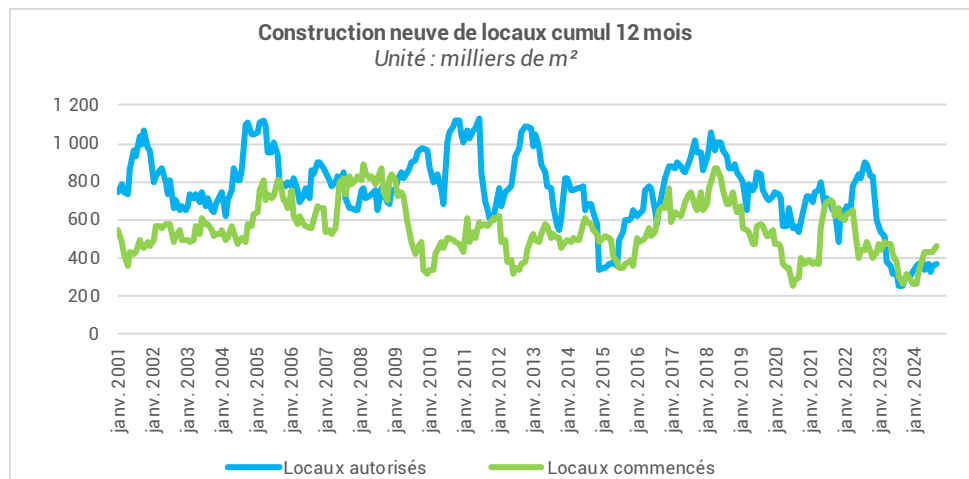
La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin septembre 2024 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	465 mill. m <sup>2</sup>	+74,6%	▲
Total locaux autorisés	363 mill. m <sup>2</sup>	+41,7%	▲

**+74,6%**

EN 1 AN

**DES MISES EN CHANTIER**

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2024)

**465 mill. m<sup>2</sup>****+41,7%**

EN 1 AN

**DES AUTORISATIONS**

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2024)

**363 mill. m<sup>2</sup>**

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	465 mill. m <sup>2</sup>	+74,6%	▲
Bâtiments agricoles	0 mill. m <sup>2</sup>	-42,5%	▼
Secteur privé non agricole	296 mill. m <sup>2</sup>	+55,3%	▲
Dont locaux industriels	14 mill. m <sup>2</sup>	+78,2%	▲
Dont commerces	22 mill. m <sup>2</sup>	-20,6%	▼
Dont bureaux	227 mill. m <sup>2</sup>	+98,5%	▲
Dont entrepôts	7 mill. m <sup>2</sup>	n.s.	
Dont autres locaux	26 mill. m <sup>2</sup>	-32,1%	▼
Secteur public	169 mill. m <sup>2</sup>	+123,9%	▲

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	363 mill. m <sup>2</sup>	+41,7%	▲
Bâtiments agricoles	0 mill. m <sup>2</sup>	-28,3%	▼
Secteur privé non agricole	189 mill. m <sup>2</sup>	+19,0%	▲
Dont locaux industriels	33 mill. m <sup>2</sup>	+61,4%	▲
Dont commerces	47 mill. m <sup>2</sup>	+60,0%	▲
Dont bureaux	68 mill. m <sup>2</sup>	-12,7%	▼
Dont entrepôts	0 mill. m <sup>2</sup>	-96,9%	▼
Dont autres locaux	41 mill. m <sup>2</sup>	+69,4%	▲
Secteur public	174 mill. m <sup>2</sup>	+79,1%	▲

**Avvertissement :** les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

## MATÉRIAUX | BPE

### La production de matériaux - Evol 1 an

#### Production du mois

Production de BPE en août 2024 **54 943 m3** **-35,1%** ▼

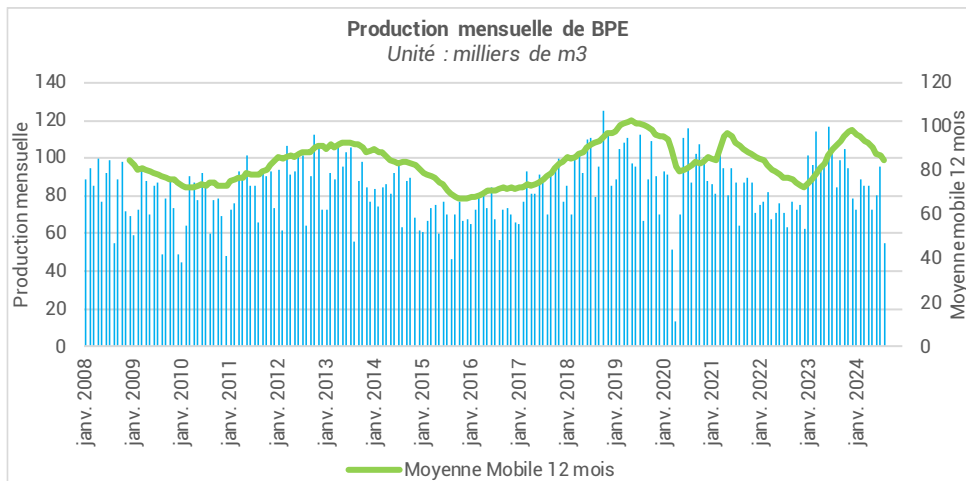
#### Production depuis le début de l'année

Production de BPE entre janv. et aout 2024 **635 603 m3** **-21,4%** ▼

**-21,4%** ▼

entre janv. et aout 2024  
**PRODUCTION DE BPE**  
EVOL 1 AN

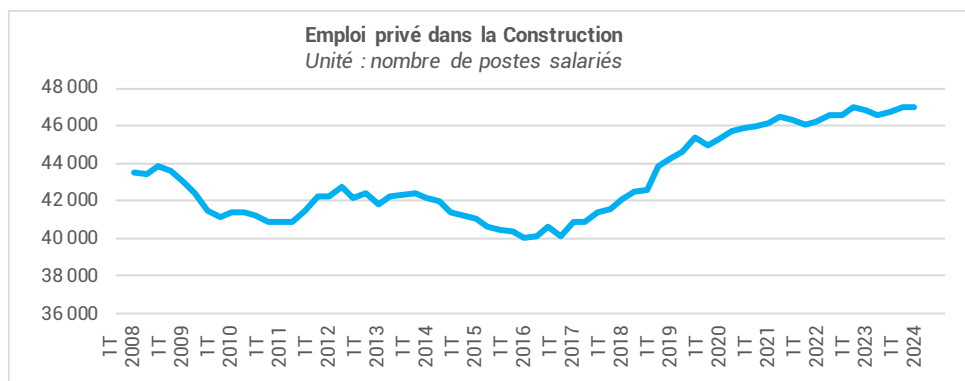
**635 603 m3**



Sources :  
UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

## APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	2° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	47 010 sal.	+0,4%	=



**+0,4%** =

EN 1 AN  
**DE L'EMPLOI SALARIÉ**  
AU 2° TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**47 010 sal.**

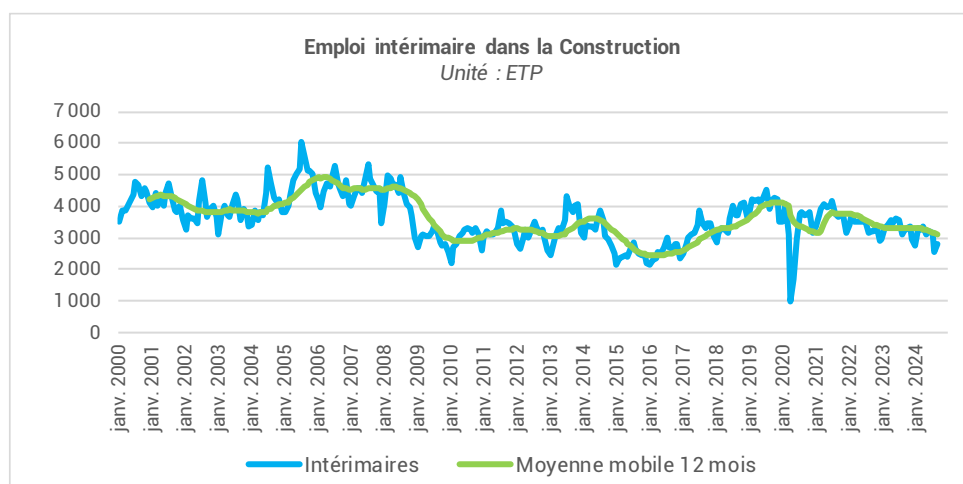
Sources :  
ACOSS – URSSAF (données cvs)  
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Septembre 2024 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Septembre 2024	2 822 ETP	-12,3%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Septembre 2024	2 852 ETP	-13,5%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Septembre 2024	3 105 ETP	-6,3%	▼

**-13,5%** ▼

EN 1 AN  
**DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION**  
MOYENNE 3 MOIS À FIN SEPT. 2024

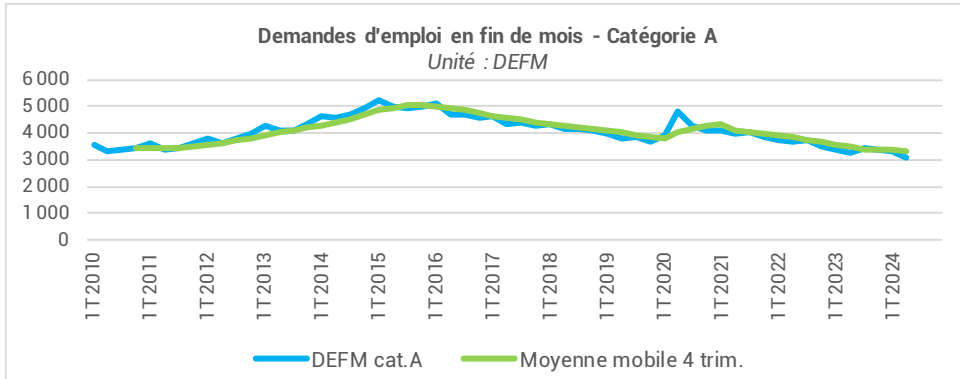
**2 852 ETP**



Sources :  
DARES (données brutes – ETP)

## APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	2° trimestre 2024 - Evol 1 an		
DEFM Construction	3 074 DEFM	-5,6%	▼
DEFM tous secteurs économiques	68 588 DEFM	+2,6%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	4%	0,0 pt	=



**-5,6%** ▼

EN 1 AN  
**DES DEMANDES D'EMPLOI**  
AU 2° TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**3 074 DEFM**

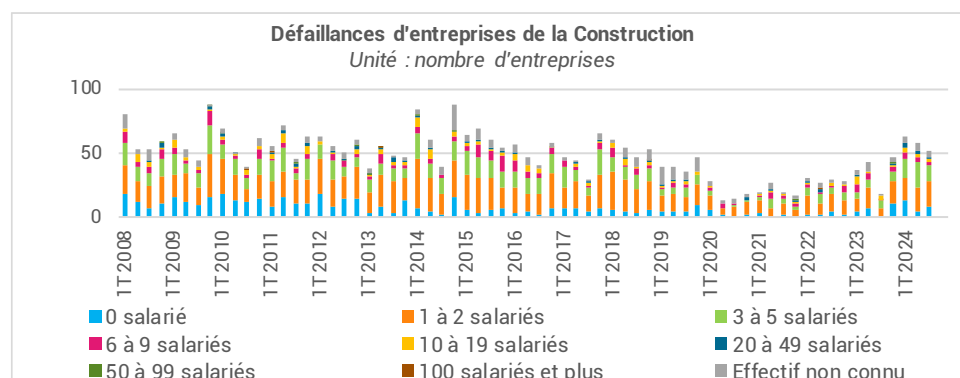
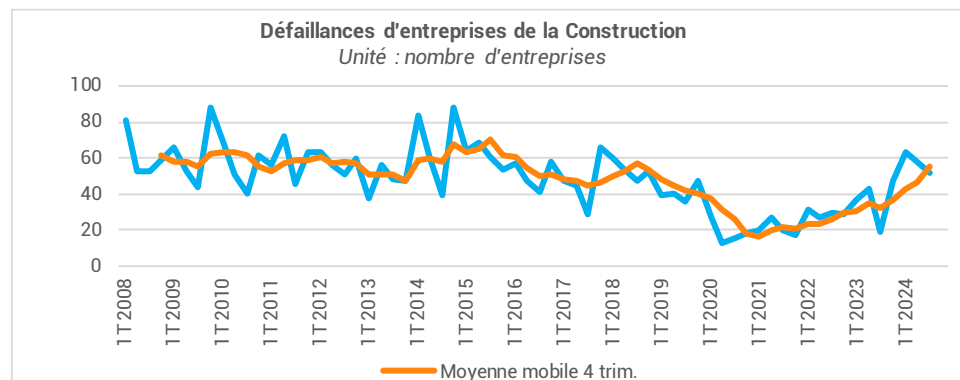
Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure

## APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	3° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	52 défaillances	n.s.	
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	220 défaillances	+71,9%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	150 salariés	+117,4%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	775 salariés	+65,2%	▲



**n.s.**

EN 1 AN  
**DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.**  
AU 3° TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**52 défaillances**

Sources : Banque de France (données brutes)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

## CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

	Seine-Saint-Denis	Île-de-France
<b>Bâtiment résidentiel - construction neuve</b>		
<b>Logements mis en chantier</b> Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	+4,9% ▲ 8 800 lgts	-22,5% ▼ 42 200 lgts
<b>Logements autorisés</b> Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	-28,4% ▼ 7 800 lgts	-11,2% ▼ 51 400 lgts
<b>Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro</b>		
<b>Travaux liés à l'éco-PTZ</b> De janvier à la fin du 2 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1an), en M€	+47,1% ▲ 4,3 M€	+15,0% ▲ 62,53 M€
<b>Bâtiment non résidentiel - construction neuve</b>		
<b>Surface de locaux mis en chantier</b> Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m <sup>2</sup> , en date de prise en compte (DPC)	+57,2% ▲ 532 mill. m <sup>2</sup>	-6,6% ▼ 2 557 mill. m <sup>2</sup>
<b>Surface de locaux autorisés</b> Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m <sup>2</sup> , en date de prise en compte (DPC)	-19,8% ▼ 500 mill. m <sup>2</sup>	-9,9% ▼ 3 948 mill. m <sup>2</sup>
<b>Matériaux</b>		
<b>Production BPE</b> Production de BPE entre janv. et aout 2024 (évol 1an), en m3	#REF! ## #REF!	-20,3% ▼ 3 251 674 m3
<b>Appareil de production</b>		
<b>Emplois salariés dans la construction</b> A la fin du 2 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1an)	-1,3% ▼ 60 910 sal.	-0,6% = 358 923 sal.
<b>Intérimaires Construction</b> Moyenne 3 mois à fin Sept. 2024 (évol 1an)	#REF! ## #REF!	-13,7% ▼ 22 088 ETP
<b>Demandeurs d'emplois Bât. &amp; TP (cat. A)</b> Au 2 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1an)	-6,7% ▼ 8 052 DEFM	-5,9% ▼ 34 899 DEFM

## BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZÉRO

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin septembre 2024 Evol 1 an		
<b>Total logements commencés</b>	<b>8 800 lgts</b>	<b>+4,9%</b>	<b>▲</b>
Dont individuels purs	300 lgts	-16,2%	▼
Dont individuels groupés	200 lgts	-14,4%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	8 300 lgts	+6,2%	▲
<b>Total logements autorisés</b>	<b>7 800 lgts</b>	<b>-28,4%</b>	<b>▼</b>
Dont individuels purs	300 lgts	+0,6%	=
Dont individuels groupés	100 lgts	-48,4%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	7 300 lgts	-28,7%	▼

**+4,9%** ▲

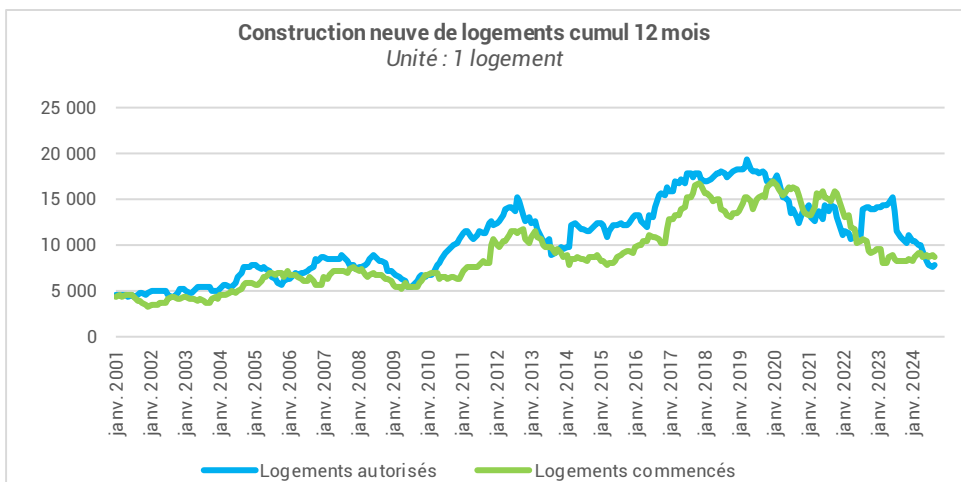
EN 1 AN  
**DES MISES EN CHANTIER**  
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2024)

**8 800 lgts**

**-28,4%** ▼

EN 1 AN  
**DES AUTORISATIONS**  
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2024)

**7 800 lgts**



Source :  
SDES, Sit@del2,  
estimations à fin septembre 2024

Avertissement : Dans les tableaux,  
en raison des arrondis, des totaux  
peuvent légèrement différer de la  
somme des éléments qui les  
composent.

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 2 <sup>e</sup> trimestre 2024 Evol 1 an		
<b>Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ</b>	<b>4,3 M €</b>	<b>+47,1%</b>	<b>▲</b>
<b>Nombre d'ÉCO-PTZ</b>	<b>205 ÉCO-PTZ</b>	<b>+34,0%</b>	<b>▲</b>

**+47,1%** ▲

DE JANVIER À FIN DU 2<sup>e</sup> TRIM. 2024  
**DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS**  
ECO-PTZ - EVOLUTION 1AN

**4,3 M€**

Prêts à 0% PTZ+	2 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
<b>Nombre de prêts délivrés dans le neuf</b>	<b>288</b>	<b>-38,6%</b>	<b>▼</b>
<b>Nombre de prêts délivrés dans l'ancien</b>	<b>9</b>		

**-38,6%** ▼

EN 1 AN AU 2<sup>e</sup> TRIMESTRE 2024  
**PRETS A 0% PTZ+**  
**DISTRIBUÉS DANS LE NEUF**

**288 prêts**

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 30 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf.

Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Sources :  
SGFGAS (données brutes)

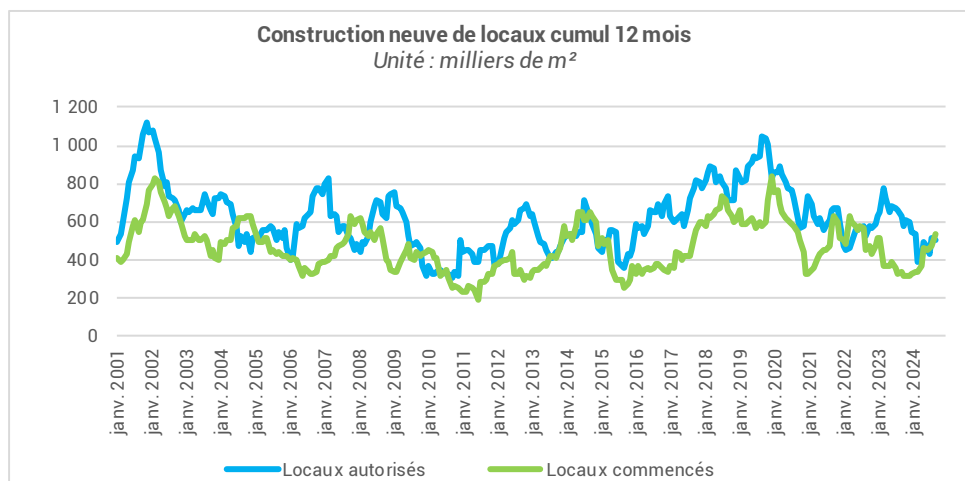
## BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin septembre 2024 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	532 mill. m <sup>2</sup>	+57,2%	▲
Total locaux autorisés	500 mill. m <sup>2</sup>	-19,8%	▼

**+57,2%** ▲

EN 1 AN  
**DES MISES EN CHANTIER**  
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2024)

**532 mill. m<sup>2</sup>**



**-19,8%** ▼

EN 1 AN  
**DES AUTORISATIONS**  
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2024)

**500 mill. m<sup>2</sup>**

Sources :  
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	532 mill. m <sup>2</sup>	+57,2%	▲
Bâtiments agricoles	3 mill. m <sup>2</sup>	-46,3%	▼
Secteur privé non agricole	384 mill. m <sup>2</sup>	+92,4%	▲
Dont locaux industriels	155 mill. m <sup>2</sup>	n.s.	
Dont commerces	41 mill. m <sup>2</sup>	-36,5%	▼
Dont bureaux	97 mill. m <sup>2</sup>	n.s.	
Dont entrepôts	82 mill. m <sup>2</sup>	+139,9%	▲
Dont autres locaux	8 mill. m <sup>2</sup>	-75,0%	▼
Secteur public	145 mill. m <sup>2</sup>	+8,5%	▲

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	500 mill. m <sup>2</sup>	-19,8%	▼
Bâtiments agricoles	1 mill. m <sup>2</sup>	+16,2%	▲
Secteur privé non agricole	343 mill. m <sup>2</sup>	-22,8%	▼
Dont locaux industriels	56 mill. m <sup>2</sup>	-70,2%	▼
Dont commerces	48 mill. m <sup>2</sup>	-6,1%	▼
Dont bureaux	80 mill. m <sup>2</sup>	-25,1%	▼
Dont entrepôts	139 mill. m <sup>2</sup>	+115,7%	▲
Dont autres locaux	21 mill. m <sup>2</sup>	-40,9%	▼
Secteur public	156 mill. m <sup>2</sup>	-12,4%	▼

**Avertissement :** les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.



## MATÉRIAUX | BPE

### La production de matériaux - Evol 1 an

#### Production du mois

Production de BPE en août 2024 **37 563 m3** **-38,1%** ▼

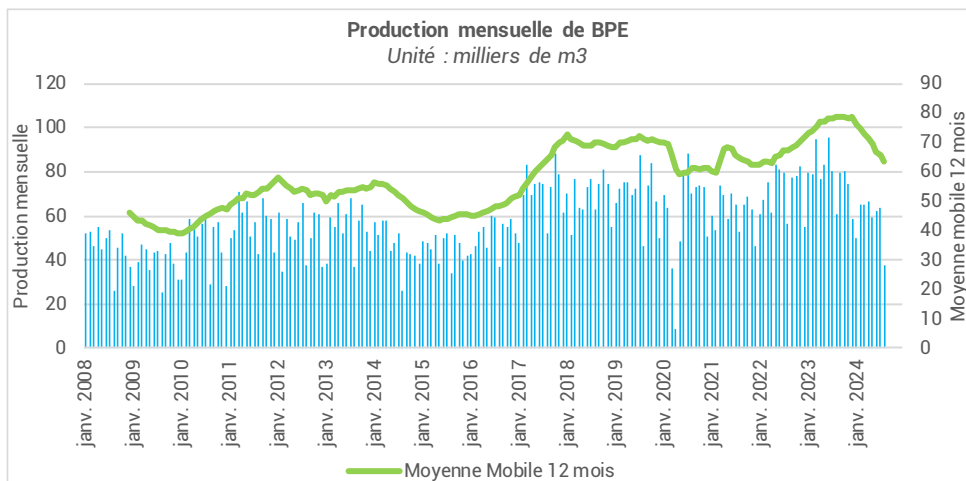
#### Production depuis le début de l'année

Production de BPE entre janv. et aout 2024 **470 755 m3** **-27,6%** ▼

**-27,6%** ▼

entre janv. et aout 2024  
**PRODUCTION DE BPE**  
EVOL 1 AN

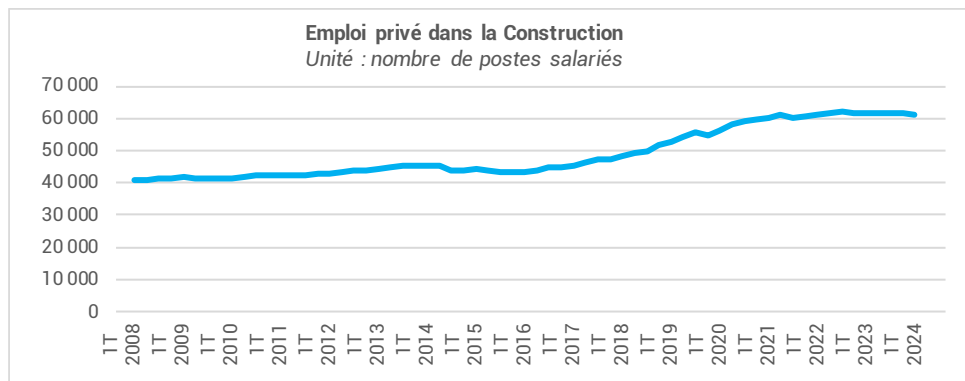
**470 755 m3**



Sources :  
UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

## APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	2° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	60 910 sal.	-1,3%	▼



**-1,3%** ▼

EN 1 AN  
**DE L'EMPLOI SALARIÉ**  
AU 2° TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**60 910 sal.**

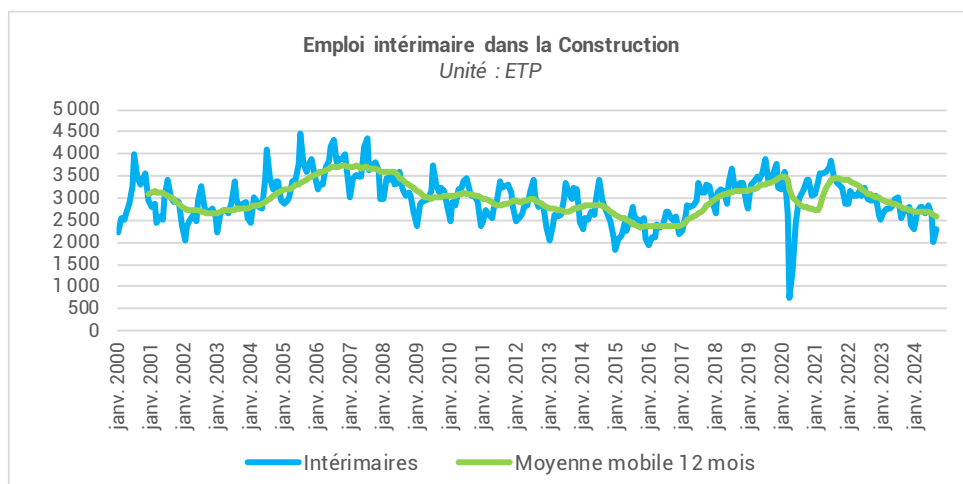
Sources :  
ACOSS – URSSAF (données cvs)  
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Septembre 2024 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Septembre 2024	2 278 ETP	-14,2%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Septembre 2024	2 304 ETP	-15,6%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Septembre 2024	2 577 ETP	-7,2%	▼

**-15,6%** ▼

EN 1 AN  
**DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION**  
MOYENNE 3 MOIS À FIN SEPT. 2024

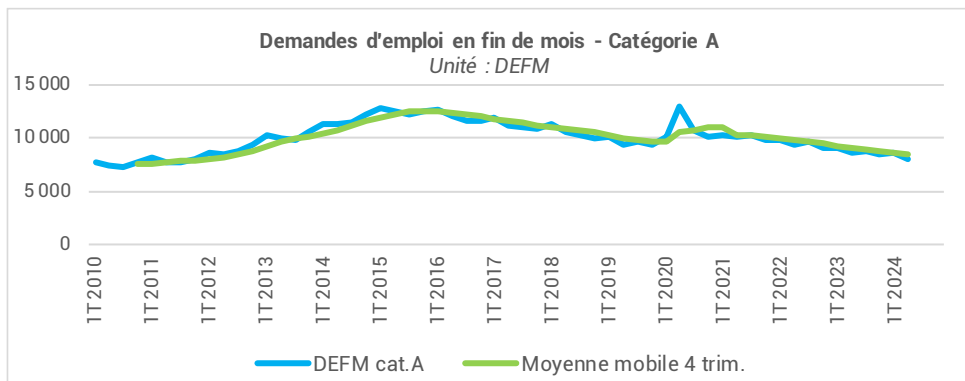
**2 304 ETP**



Sources :  
DARES (données brutes – ETP)

## APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	2° trimestre 2024 - Evol 1 an		
DEFM Construction	8 052 DEFM	-6,7%	▼
DEFM tous secteurs économiques	105 328 DEFM	+0,0%	=
% Construction / Ensemble de l'activité	8%	0,0 pt	=



**-6,7%** ▼

EN 1 AN  
**DES DEMANDES D'EMPLOI**  
AU 2° TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**8 052 DEFM**

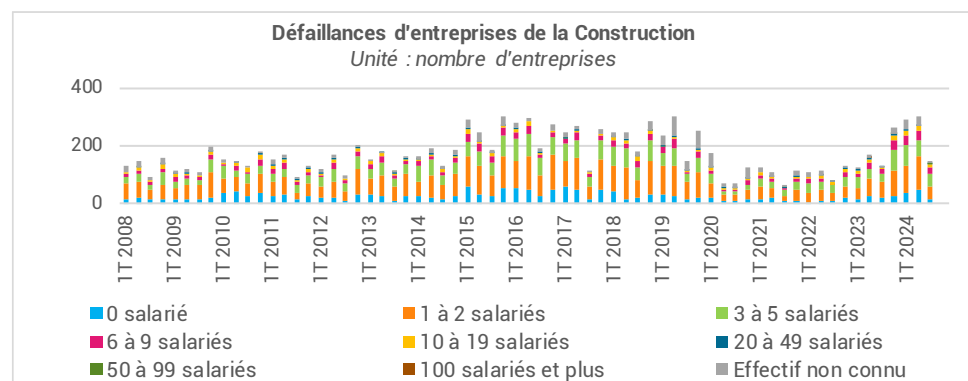
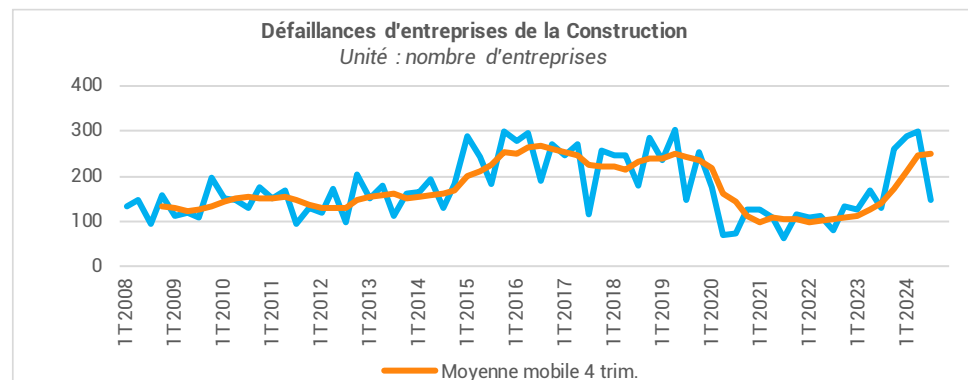
Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure

## APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	3° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	148 défaillances	+14,7%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	999 défaillances	+80,7%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	663 salariés	+69,6%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	3 617 salariés	+55,3%	▲



**+14,7%** ▲

EN 1 AN  
**DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.**  
AU 3° TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**148 défaillances**

Sources : Banque de France (données brutes)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

## CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

	Val-de-Marne	Île-de-France
<b>Bâtiment résidentiel - construction neuve</b>		
<b>Logements mis en chantier</b> Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	-29,3% ▼ 7 300 lgts	-22,5% ▼ 42 200 lgts
<b>Logements autorisés</b> Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	-18,1% ▼ 9 200 lgts	-11,2% ▼ 51 400 lgts
<b>Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro</b>		
<b>Travaux liés à l'éco-PTZ</b> De janvier à la fin du 2 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1an), en M€	+2,0% ▲ 4,69 M€	+15,0% ▲ 62,53 M€
<b>Bâtiment non résidentiel - construction neuve</b>		
<b>Surface de locaux mis en chantier</b> Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m <sup>2</sup> , en date de prise en compte (DPC)	-33,0% ▼ 199 mill. m <sup>2</sup>	-6,6% ▼ 2 557 mill. m <sup>2</sup>
<b>Surface de locaux autorisés</b> Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m <sup>2</sup> , en date de prise en compte (DPC)	+4,1% ▲ 408 mill. m <sup>2</sup>	-9,9% ▼ 3 948 mill. m <sup>2</sup>
<b>Matériaux</b>		
<b>Production BPE</b> Production de BPE entre janv. et aout 2024 (évol 1an), en m3	#REF! ## #REF!	-20,3% ▼ 3 251 674 m3
<b>Appareil de production</b>		
<b>Emplois salariés dans la construction</b> A la fin du 2 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1an)	-1,2% ▼ 44 910 sal.	-0,6% = 358 923 sal.
<b>Intérimaires Construction</b> Moyenne 3 mois à fin Sept. 2024 (évol 1an)	#REF! ## #REF!	-13,7% ▼ 22 088 ETP
<b>Demandeurs d'emplois Bât. &amp; TP (cat. A)</b> Au 2 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1an)	-8,4% ▼ 3 905 DEFM	-5,9% ▼ 34 899 DEFM

## BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZERO

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin septembre 2024 Evol 1 an		
<b>Total logements commencés</b>	<b>7 300 lgts</b>	<b>-29,3%</b>	<b>▼</b>
Dont individuels purs	200 lgts	-28,0%	▼
Dont individuels groupés	100 lgts	-5,7%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	7 000 lgts	-29,6%	▼
<b>Total logements autorisés</b>	<b>9 200 lgts</b>	<b>-18,1%</b>	<b>▼</b>
Dont individuels purs	300 lgts	-21,5%	▼
Dont individuels groupés	200 lgts	-0,6%	=
Dont collectifs (y compris résidences)	8 800 lgts	-18,2%	▼

**-29,3%** ▼

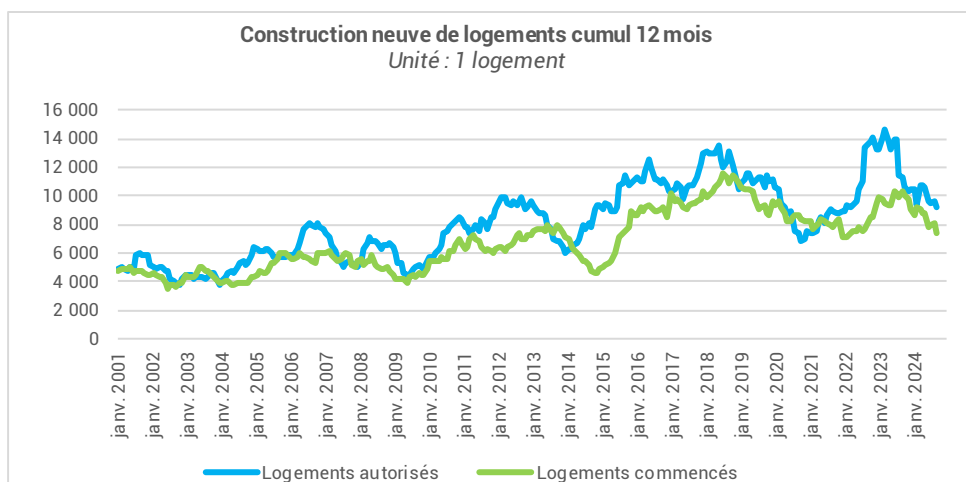
EN 1 AN  
**DES MISES EN CHANTIER**  
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2024)

**7 300 lgts**

**-18,1%** ▼

EN 1 AN  
**DES AUTORISATIONS**  
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2024)

**9 200 lgts**



Source :  
SDES, Sit@del2,  
estimations à fin septembre 2024

Avertissement : Dans les tableaux,  
en raison des arrondis, des totaux  
peuvent légèrement différer de la  
somme des éléments qui les  
composent.

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 2 <sup>e</sup> trimestre 2024 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	4,69 M €	+2,0%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	225 ÉCO-PTZ	+6,1%	▲

**+2,0%** ▲

DE JANVIER À FIN DU 2<sup>e</sup> TRIM. 2024  
**DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS**  
ECO-PTZ - EVOLUTION 1AN

**4,69 M€**

Prêts à 0% PTZ+	2 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de prêts délivrés dans le neuf	197	-32,8%	▼
Nombre de prêts délivrés dans l'ancien	12		

**-32,8%** ▼

EN 1 AN AU 2<sup>e</sup> TRIMESTRE 2024  
**PRETS A 0% PTZ+**  
**DISTRIBUÉS DANS LE NEUF**

**197 prêts**

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 30 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf.

Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Sources :  
SGFGAS (données brutes)

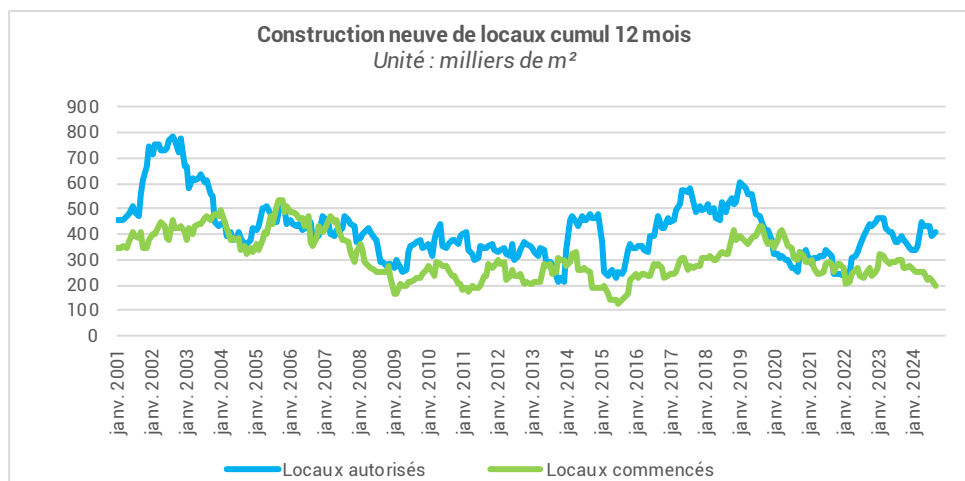
## BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin septembre 2024 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	199 mill. m <sup>2</sup>	-33,0%	▼
Total locaux autorisés	408 mill. m <sup>2</sup>	+4,1%	▲

**-33,0%** ▼

EN 1 AN  
**DES MISES EN CHANTIER**  
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2024)

**199 mill. m<sup>2</sup>**



**+4,1%** ▲

EN 1 AN  
**DES AUTORISATIONS**  
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2024)

**408 mill. m<sup>2</sup>**

Sources :  
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	199 mill. m <sup>2</sup>	-33,0%	▼
Bâtiments agricoles	1 mill. m <sup>2</sup>	-63,2%	▼
Secteur privé non agricole	133 mill. m <sup>2</sup>	-44,1%	▼
Dont locaux industriels	16 mill. m <sup>2</sup>	+2,1%	▲
Dont commerces	32 mill. m <sup>2</sup>	+54,0%	▲
Dont bureaux	36 mill. m <sup>2</sup>	-78,1%	▼
Dont entrepôts	34 mill. m <sup>2</sup>	+49,2%	▲
Dont autres locaux	15 mill. m <sup>2</sup>	+5,6%	▲
Secteur public	65 mill. m <sup>2</sup>	+14,1%	▲

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	408 mill. m <sup>2</sup>	+4,1%	▲
Bâtiments agricoles	0 mill. m <sup>2</sup>	-90,1%	▼
Secteur privé non agricole	315 mill. m <sup>2</sup>	+17,2%	▲
Dont locaux industriels	40 mill. m <sup>2</sup>	-37,6%	▼
Dont commerces	47 mill. m <sup>2</sup>	+3,5%	▲
Dont bureaux	136 mill. m <sup>2</sup>	+13,7%	▲
Dont entrepôts	55 mill. m <sup>2</sup>	n.s.	
Dont autres locaux	38 mill. m <sup>2</sup>	+34,9%	▲
Secteur public	93 mill. m <sup>2</sup>	-22,0%	▼

**Avertissement :** les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

## MATÉRIAUX | BPE

### La production de matériaux - Evol 1 an

#### Production du mois

Production de BPE en août 2024 **27 609 m3** **-33,0%** ▼

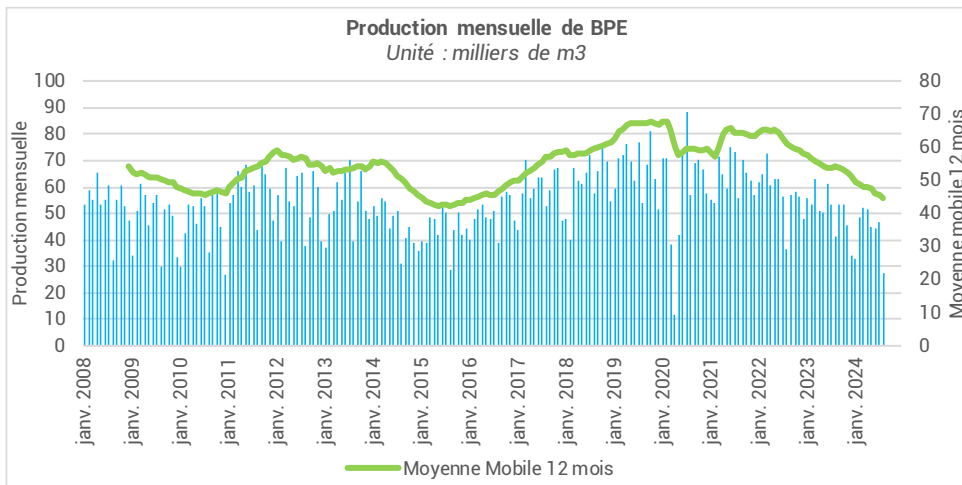
#### Production depuis le début de l'année

Production de BPE entre janv. et aout 2024 **349 182 m3** **-18,8%** ▼

**-18,8%** ▼

entre janv. et aout 2024  
**PRODUCTION DE BPE**  
EVOL 1 AN

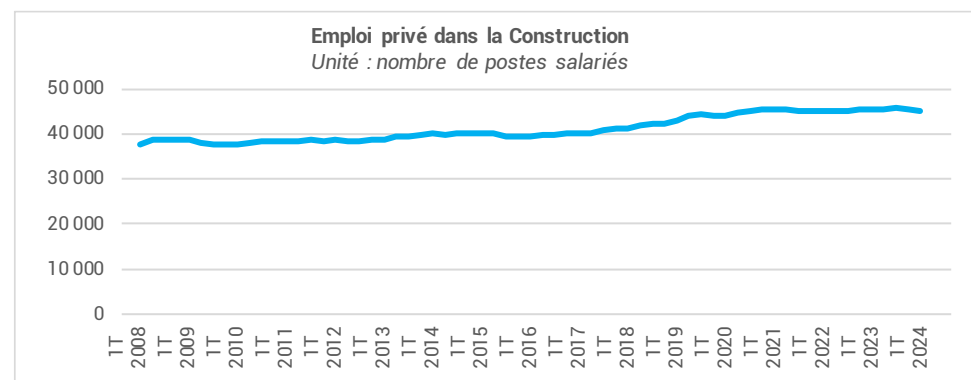
**349 182 m3**



Sources :  
UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

## APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	2° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	44 910 sal.	-1,2%	▼



**-1,2%** ▼

EN 1 AN  
**DE L'EMPLOI SALARIÉ**  
AU 2° TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**44 910 sal.**

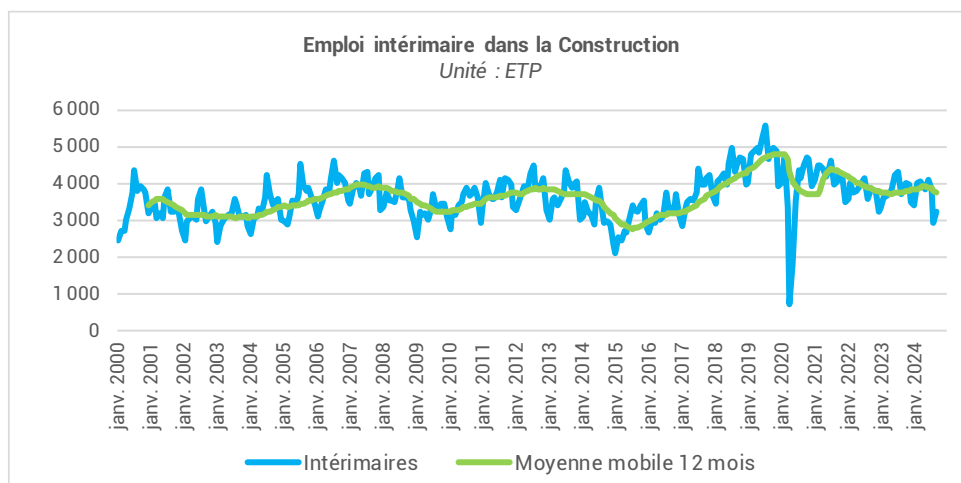
Sources :  
ACOSS – URSSAF (données cvs)  
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Septembre 2024 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Septembre 2024	3 232 ETP	-16,7%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Septembre 2024	3 330 ETP	-16,1%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Septembre 2024	3 739 ETP	-0,8%	=

**-16,1%** ▼

EN 1 AN  
**DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION**  
MOYENNE 3 MOIS À FIN SEPT. 2024

**3 330 ETP**

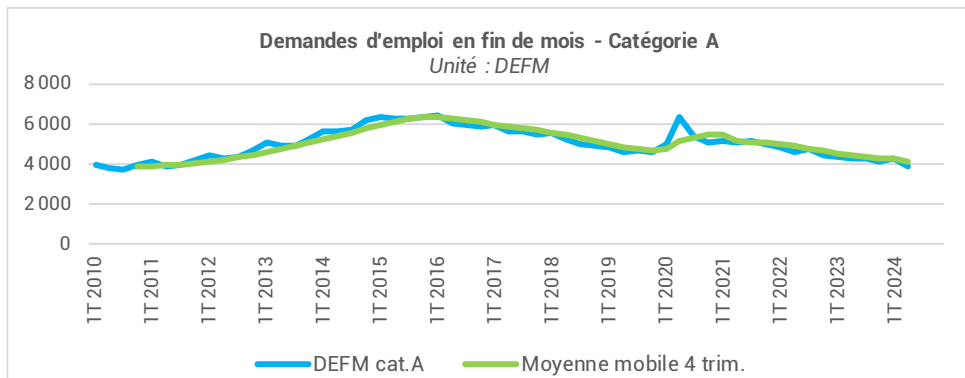


Sources :  
DARES (données brutes – ETP)



## APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	2° trimestre 2024 - Evol 1 an		
DEFM Construction	3 905 DEFM	-8,4%	▼
DEFM tous secteurs économiques	65 014 DEFM	+0,2%	=
% Construction / Ensemble de l'activité	6%	0,0 pt	=



**-8,4%** ▼

EN 1 AN  
**DES DEMANDES D'EMPLOI**  
AU 2° TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**3 905 DEFM**

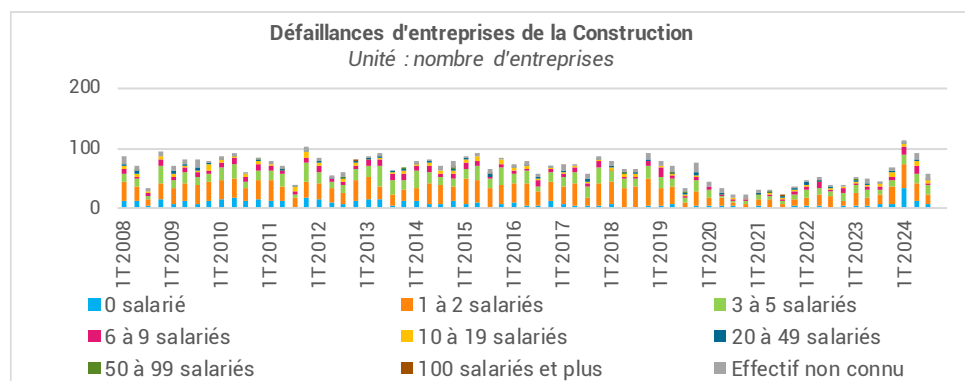
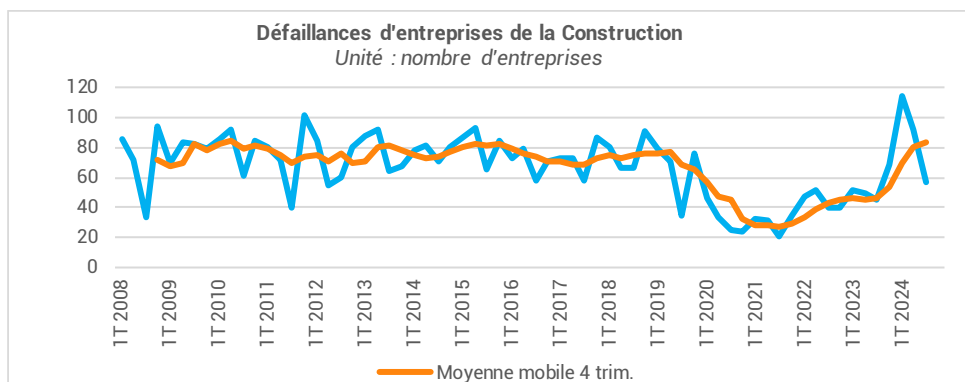
Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure

## APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	3° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	57 défaillances	+26,7%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	332 défaillances	+78,5%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	211 salariés	+27,9%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	1 239 salariés	+58,6%	▲



**+26,7%** ▲

EN 1 AN  
**DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.**  
AU 3° TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**57 défaillances**

Sources : Banque de France (données brutes)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

## CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

	Val-d'Oise	Île-de-France
<b>Bâtiment résidentiel - construction neuve</b>		
<b>Logements mis en chantier</b> Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	-17,6% ▼ #REF!	-22,5% ▼ 42 200 lgts
<b>Logements autorisés</b> Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	-24,7% ▼ 4 500 lgts	-11,2% ▼ 51 400 lgts
<b>Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro</b>		
<b>Travaux liés à l'éco-PTZ</b> De janvier à la fin du 2 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1an), en M€	+6,2% ▲ 6,68 M€	+15,0% ▲ 62,53 M€
<b>Bâtiment non résidentiel - construction neuve</b>		
<b>Surface de locaux mis en chantier</b> Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m <sup>2</sup> , en date de prise en compte (DPC)	+29,2% ▲ 363 mill. m <sup>2</sup>	-6,6% ▼ 2 557 mill. m <sup>2</sup>
<b>Surface de locaux autorisés</b> Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m <sup>2</sup> , en date de prise en compte (DPC)	+10,7% ▲ 623 mill. m <sup>2</sup>	-9,9% ▼ 3 948 mill. m <sup>2</sup>
<b>Matériaux</b>		
<b>Production BPE</b> Production de BPE entre janv. et aout 2024 (évol 1an), en m3	#REF! ## #REF!	-20,3% ▼ 3 251 674 m3
<b>Appareil de production</b>		
<b>Emplois salariés dans la construction</b> A la fin du 2 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1an)	+1,2% ▲ 38 509 sal.	-0,6% = 358 923 sal.
<b>Intérimaires Construction</b> Moyenne 3 mois à fin Sept. 2024 (évol 1an)	#REF! ## #REF!	-13,7% ▼ 22 088 ETP
<b>Demandeurs d'emplois Bât. &amp; TP (cat. A)</b> Au 2 <sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1an)	-5,7% ▼ 4 018 DEFM	-5,9% ▼ 34 899 DEFM

## BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZERO

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin septembre 2024 Evol 1 an		
<b>Total logements commencés</b>	<b>4 000 lgts</b>	<b>-17,6%</b>	▼
Dont individuels purs	400 lgts	-33,3%	▼
Dont individuels groupés	200 lgts	+13,6%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	3 300 lgts	-16,8%	▼
<b>Total logements autorisés</b>	<b>4 500 lgts</b>	<b>-24,7%</b>	▼
Dont individuels purs	500 lgts	-20,4%	▼
Dont individuels groupés	300 lgts	-12,6%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	3 700 lgts	-26,1%	▼

**-17,6%**

EN 1 AN

**DES MISES EN CHANTIER**

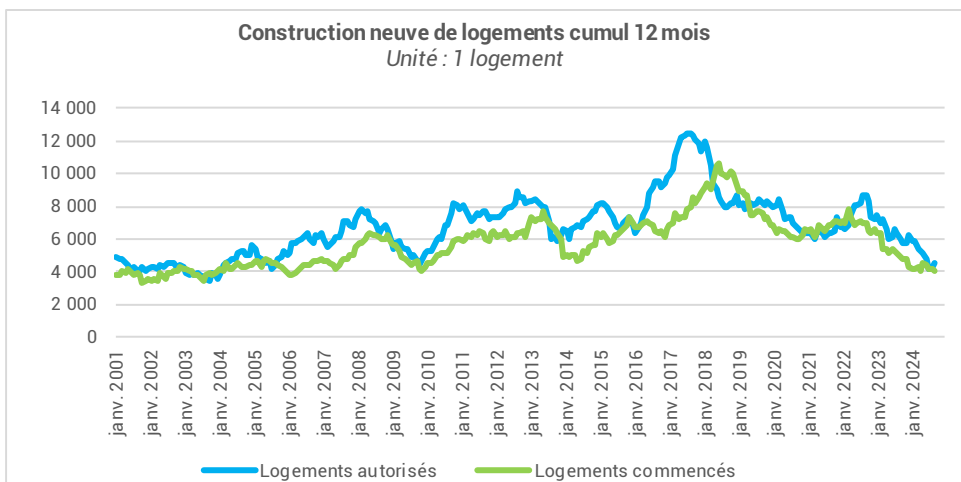
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2024)

**4 000 lgts****-24,7%**

EN 1 AN

**DES AUTORISATIONS**

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2024)

**4 500 lgts**

Source :

SDES, Sit@del2,

estimations à fin septembre 2024

Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 2 <sup>e</sup> trimestre 2024 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	6,68 M €	+6,2%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	358 ÉCO-PTZ	+7,5%	▲

**+6,2%**DE JANVIER À FIN DU 2<sup>e</sup> TRIM. 2024**DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS**

ÉCO-PTZ - ÉVOLUTION 1AN

**6,68 M€**

Prêts à 0% PTZ+	2 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de prêts délivrés dans le neuf	146	-51,5%	▼
Nombre de prêts délivrés dans l'ancien	6		

**-51,5%**EN 1 AN AU 2<sup>e</sup> TRIMESTRE 2024**PRETS A 0% PTZ+****DISTRIBUÉS DANS LE NEUF****146 prêts**

Sources :

SGFGAS (données brutes)

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 30 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf.

Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

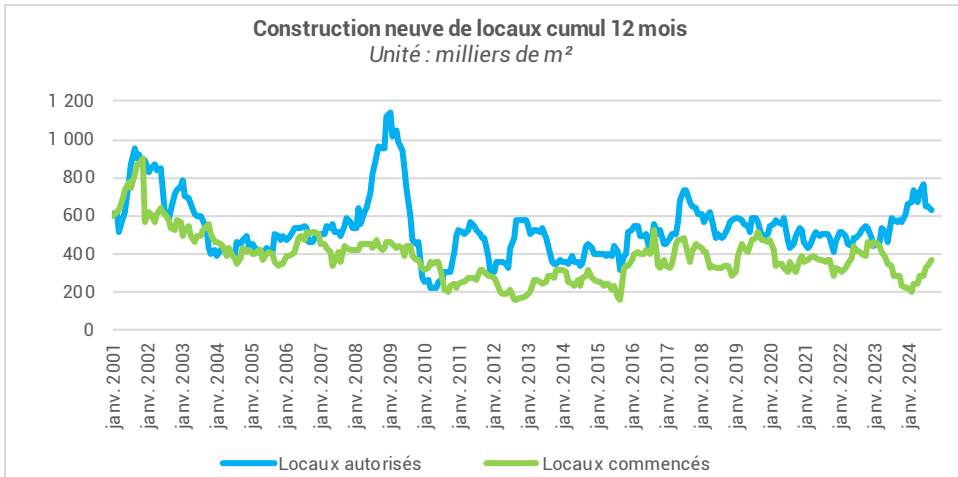
## BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin septembre 2024 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	363 mill. m <sup>2</sup>	+29,2%	▲
Total locaux autorisés	623 mill. m <sup>2</sup>	+10,7%	▲

**+29,2%** ▲

EN 1 AN  
**DES MISES EN CHANTIER**  
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2024)

**363 mill. m<sup>2</sup>**



**+10,7%** ▲

EN 1 AN  
**DES AUTORISATIONS**  
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2024)

**623 mill. m<sup>2</sup>**

Sources :  
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	363 mill. m <sup>2</sup>	+29,2%	▲
Bâtiments agricoles	4 mill. m <sup>2</sup>	+0,8%	=
Secteur privé non agricole	225 mill. m <sup>2</sup>	+7,3%	▲
Dont locaux industriels	39 mill. m <sup>2</sup>	+105,4%	▲
Dont commerces	26 mill. m <sup>2</sup>	-42,9%	▼
Dont bureaux	27 mill. m <sup>2</sup>	-40,5%	▼
Dont entrepôts	117 mill. m <sup>2</sup>	+71,5%	▲
Dont autres locaux	16 mill. m <sup>2</sup>	-50,0%	▼
Secteur public	134 mill. m <sup>2</sup>	+98,7%	▲

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin septembre 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	623 mill. m <sup>2</sup>	+10,7%	▲
Bâtiments agricoles	6 mill. m <sup>2</sup>	-56,6%	▼
Secteur privé non agricole	444 mill. m <sup>2</sup>	-1,9%	▼
Dont locaux industriels	84 mill. m <sup>2</sup>	+20,4%	▲
Dont commerces	58 mill. m <sup>2</sup>	+28,8%	▲
Dont bureaux	55 mill. m <sup>2</sup>	-10,0%	▼
Dont entrepôts	194 mill. m <sup>2</sup>	-11,8%	▼
Dont autres locaux	54 mill. m <sup>2</sup>	-6,5%	▼
Secteur public	174 mill. m <sup>2</sup>	+77,5%	▲

**Avertissement :** les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

## MATÉRIAUX | BPE

### La production de matériaux - Evol 1 an

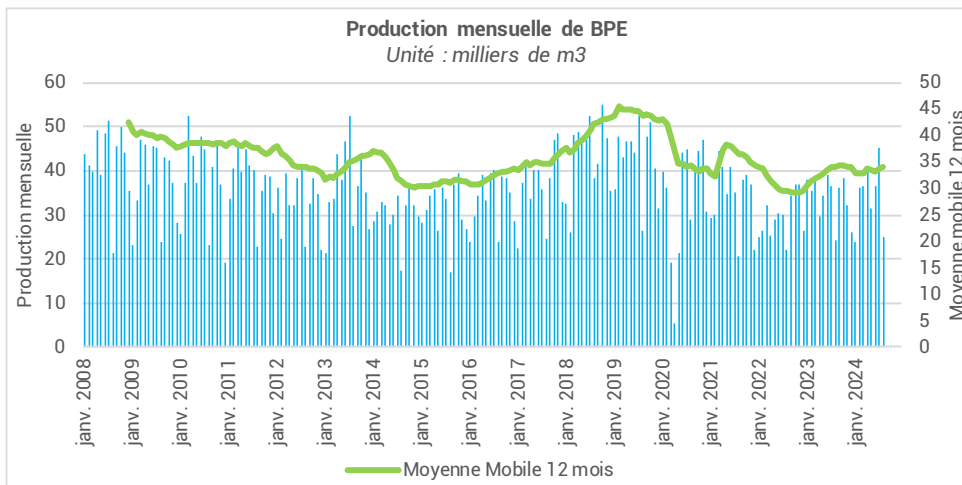
#### Production du mois

Production de BPE en août 2024	24 875 m3	+2,5%	▲
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et aout 2024	275 120 m3	-0,2%	=

**-0,2%** =

entre janv. et aout 2024  
**PRODUCTION DE BPE**  
 EVOL 1 AN

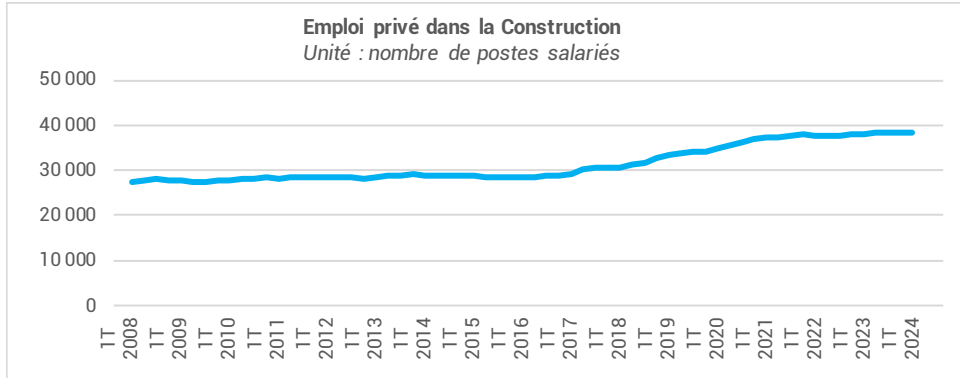
**275 120 m3**



Sources :  
 UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

## APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	2 <sup>e</sup> trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	38 509 sal.	+1,2%	▲



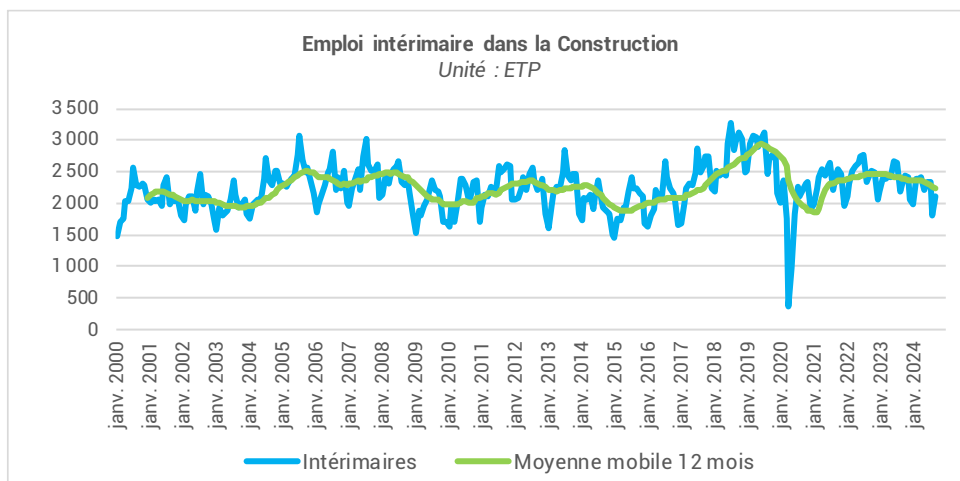
**+1,2%** ▲

EN 1 AN  
**DE L'EMPLOI SALARIÉ**  
AU 2<sup>e</sup> TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**38 509 sal.**

Sources :  
ACOSS – URSSAF (données cvs)  
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Septembre 2024 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Septembre 2024	2 115 ETP	-7,9%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Septembre 2024	2 091 ETP	-12,1%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Septembre 2024	2 242 ETP	-6,1%	▼



**-12,1%** ▼

EN 1 AN  
**DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION**  
MOYENNE 3 MOIS À FIN SEPT. 2024

**2 091 ETP**

Sources :  
DARES (données brutes – ETP)

APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

Demands d'emplois en fin de mois (catégorie A)	2° trimestre 2024 - Evol 1 an		
DEFM Construction	4 018 DEFM	-5,7%	▼
DEFM tous secteurs économiques	60 750 DEFM	-2,3%	▼
% Construction / Ensemble de l'activité	7%	0,0 pt	=

**-5,7%** ▼

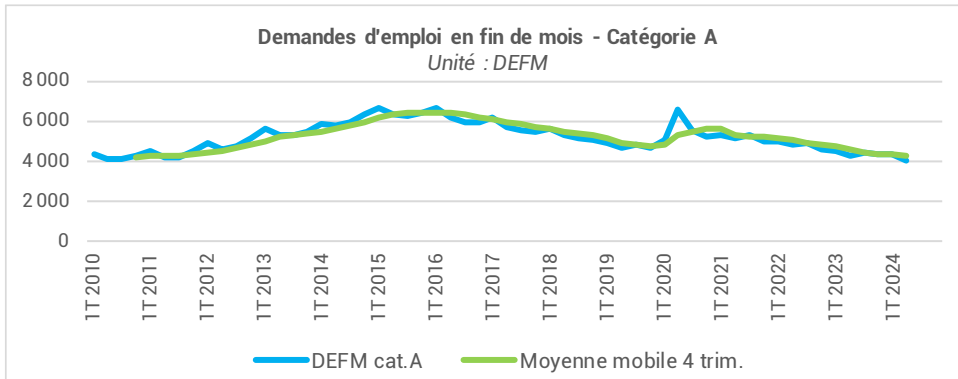
EN 1 AN  
**DES DEMANDES D'EMPLOI**  
AU 2° TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**4 018 DEFM**

Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure



APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	3° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	67 défaillances	+15,5%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	316 défaillances	+37,4%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	302 salariés	+51,0%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	1 349 salariés	+32,3%	▲

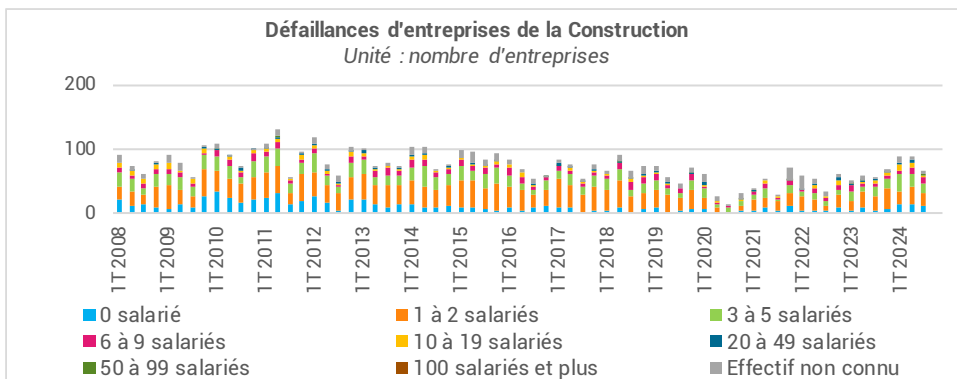
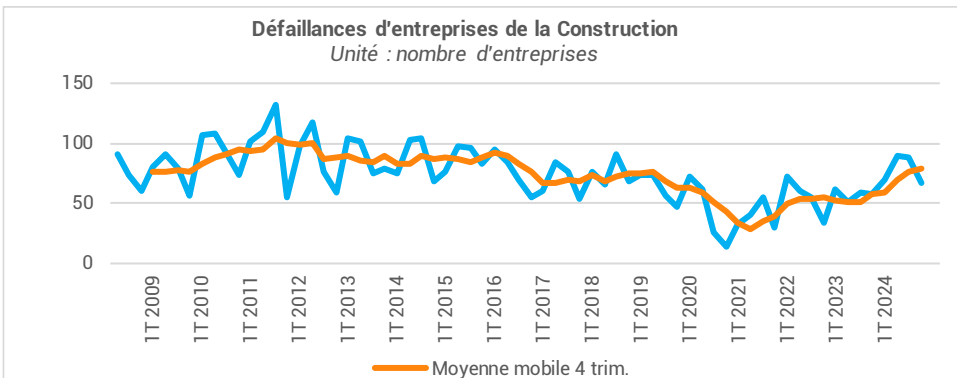
**+15,5%** ▲

EN 1 AN  
**DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.**  
AU 3° TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

**67 défaillances**

Sources : Banque de France (données brutes)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.



## Pour en savoir plus... | Conjoncture de la filière Construction

Accédez à l'ensemble de la **conjoncture nationale** & les **comparaisons interrégionales** de la filière Construction sur le site :

[www.cerc-actu.com](http://www.cerc-actu.com)

## Avec le concours | Des Membres de la CERC



## Avec le concours | Des Membres du GIE Réseau des CERC



## Coordonnées | CERC Région

CELLULE ÉCONOMIQUE RÉGIONALE DE LA CONSTRUCTION

21 rue Miollis – 75015 PARIS

tél. : 06-47-43-73-86 | e-mail : [sitara.khan.cerc@gmail.com](mailto:sitara.khan.cerc@gmail.com)

Site internet : <https://cercidf.fr/>